

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

L'ÉGALITÉ : PLUS QU'UN MATCH NUL  
LES RAPPORTS SOCIAUX DE SEXE DANS L'ÉVOLUTION DES POLITIQUES  
SPORTIVES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC DE 1979 À 2013

MÉMOIRE  
PRÉSENTÉ  
COMME EXIGENCE PARTIELLE  
DE LA MAÎTRISE EN HISTOIRE

PAR FRANCIS GILBERT

FÉVRIER 2015

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL  
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

## REMERCIEMENTS

Considérant la fin de ce parcours, des remerciements sincères s'avèrent nécessaires pour rappeler et mettre en évidence le soutien reçu sans lequel tout cela n'aurait pu être possible.

D'abord, à mes directrices de maîtrise, Magda Fahrni et Dominique Marquis, pour leur disponibilité, leur ouverture, et surtout pour les nombreux échanges, encouragements et conseils tout au long de cette démarche. À Micheline Cloutier-Turcotte, assistante à la gestion de programme au département d'Histoire de l'UQAM, pour sa disponibilité, sa porte toujours ouverte, son sourire et ses encouragements. Aux employés des bibliothèques et archives consultées qui m'ont assisté avec professionnalisme dans mes recherches.

À mes parents, Nicole et Michel, qui me soutiennent et m'encouragent dans tous mes projets, et ce, depuis toujours. À mes deux sœurs, Annie et Maryse, qui m'ont inspiré, probablement sans le savoir, à travailler sur un sujet tel que le sport féminin.

Aux ami-e-s qui m'ont encouragé et qui surtout, ont partagé les moments m'ayant permis de me changer les idées. Une mention particulière à Mélanie, ma complice depuis quelques années, toujours là pour les heureux, ou moins heureux, moments de la vie. Un énorme merci à vous, Dany, Julie, Alexis, Colin, Andy, Justine, Phil, Rémi, Véro et Sophie, pour tout, simplement.

Aux militant-e-s avec qui je continue de partager mes réflexions, mes pratiques et mes aspirations. À mes collègues, grâce auquel-le-s j'ai la chance d'évoluer dans des milieux de travail, muséaux et universitaires, stimulants.

Finalement, un merci incommensurable à Stéphanie, monoureuse et ma compagne de tous les instants, présente à toutes les étapes de ce processus. Merci de partager ma vie, mes angoisses, mes joies et mes passions. Merci pour ton aide sans laquelle j'aurais eu bien du mal à réussir.



## TABLE DES MATIÈRES

REMERCIEMENTS .....	III
LISTE DES ABRÉVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES .....	VIII
RÉSUMÉ .....	IX
INTRODUCTION .....	1
CHAPITRE I	
L'AVANT-MATCH: LES SPORTS, L'ÉTAT ET LES RAPPORTS SOCIAUX	
ENTRE LES SEXES .....	5
1.1 Bilan historiographique .....	5
1.1.1 Historiographie des sports: femmes et rapports sociaux de sexe, 1950 à 2013 .....	6
1.1.2 Historiographie des relations entre l'État et le sport .....	19
1.2 Problématique .....	24
1.3 Sources, méthodologie et cadre conceptuel .....	28
1.3.1 Sources .....	28
1.3.2 Cadre conceptuel .....	38
CHAPITRE II	
MISE EN JEU : LES INÉGALITÉS ENTRE LES SEXES ET LES POLITIQUES	
SPORTIVES QUÉBÉCOISES DE 1979 À 1987 .....	43
2.1. Le « droit » au loisir .....	44
2.1.1 L'intervention de l'État .....	45
2.1.2 Le droit au loisir pour toutes .....	49

2.2. Les premières politiques québécoises en matière de loisirs et de sports.....	54
2.2.1 <i>On a un monde à recréer, Livre Blanc sur le loisir au Québec</i> .....	55
2.2.2. <i>Le temps de l'excellence : Un défi québécois. La politique québécoise de développement de l'excellence sportive</i> .....	58
2.2.3 <i>La politique du sport au Québec. L'harmonisation au bénéfice du pratiquant sportif : une nécessité</i> .....	61
2.3. L'égalité entre femmes et hommes dans les sports : un principe fondamental ....	65
CHAPITRE III	
HORS-JEU: LES INÉGALITÉS ENTRE LES SEXES DANS LES SPORTS .....	73
DE 1989 À 2013 .....	73
3.1. Les réflexions politiques provinciales de 1989 à 2013 .....	74
3.1.1 <i>Pour un partenariat renouvelé. Cadre d'intervention gouvernementale en matière de loisir et de sport</i> .....	75
3.1.2 <i>Livre vert. Le goût et le plaisir de bouger. Vers une politique nationale du sport, du loisir et de l'activité physique</i> .....	78
3.2. La catégorie de sexe dans les sports de 1989 à 2013 : d'autres organismes concernés .....	82
3.2.1 International Working Group on Women and Sport : <i>La Déclaration de Brighton sur les femmes et le sport</i> .....	82
3.2.2 Sport Canada et sa Politique concernant le sport pour les femmes et les filles.....	85
3.2.3 Égale Action .....	87
3.3. 1989 à 2013: Des réflexions politiques divergentes .....	90

3.3.1 L'égalité : définition, influences et féminisme.....	91
3.3.2 Des revendications féministes plus ou moins présentes .....	96
3.4 Un rôle de l'État qui se transforme .....	102
3.4.1 Le rôle de l'État et les inégalités de sexe dans les sports.....	102
3.4.2 La montée du néolibéralisme et le rôle de l'État.....	105
CONCLUSION.....	110
BIBLIOGRAPHIE .....	115

## LISTE DES ABRÉVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES

ACAFS	Association canadienne pour l'avancement des femmes, du sport et de l'activité physique
AFÉAS	Association féminine d'éducation et d'action sociale
AQAFSAP	Association québécoise pour l'avancement des femmes dans les sports et l'activité physique
CIO	Comité international olympique
CSF	Conseil du statut de la femme
CSQ	Confédération des sports du Québec
FFQ	Fédération des femmes du Québec
HCJLS	Haut-commissariat à la Jeunesse, au Loisir et au Sport
IWG	International Working Group on Women and Sport
MELS	Ministère de l'Éducation des Loisirs et des Sports
ONU	Organisation des Nations Unies

## RÉSUMÉ

Ce mémoire aborde la place occupée par les catégories de sexe dans les interventions gouvernementales québécoises concernant la pratique sportive de 1979 à 2013. Au début des années 1960, le gouvernement du Québec, qui s'inspire d'une philosophie occidentale favorisant un « droit au loisir », se pose comme un acteur de premier plan dans le développement des sports dans la province. Notre démarche vise donc à analyser les préoccupations concernant l'égalité dans la participation sportive entre les femmes et les hommes dans les politiques québécoises en matière de sport publiées de 1979 à 2013.

De 1979 à 1989, l'influence d'un courant de pensée à la fois libéral et féministe est certainement un facteur important pour expliquer que l'égalité entre les femmes et les hommes dans les sports occupe une place significative dans les politiques en matière de sport du gouvernement provincial. De 1989 à 2013, les préoccupations entourant l'égalité entre les sexes dans les politiques en matière de sport au Québec diminuent considérablement. Pourtant, des organismes publics et issus de la société civile dénoncent toujours des inégalités importantes pour les femmes évoluant dans les milieux sportifs. Une étude approfondie des politiques institutionnelles et du contexte sociopolitique permet de constater que la conception de l'égalité épousée par ces gouvernements ainsi que la montée du néolibéralisme sont au cœur des transformations qui font en sorte que l'État soit moins préoccupé par le rôle joué par les rapports sociaux de sexe dans les sports.

Notre mémoire montre une transformation du rôle du gouvernement du Québec à l'égard de l'égalité entre les femmes et les hommes dans les sports. Globalement, cette évolution se traduit par une compréhension limitée de l'impact des rapports sociaux de sexe sur la présence des femmes dans les sports et par une remise en question des moyens mis de l'avant pour favoriser un « droit au loisir » pour tous et pour toutes.

### MOTS-CLÉS :

1979-2013, sport, loisir, féminisme, gouvernement, Québec, idéologie, égalité, équité, politiques gouvernementales, femmes, rapports sociaux de sexe.





## INTRODUCTION

*Une olympiade femelle serait impratique [sic],  
inintéressante, inesthétique et incorrecte. Le véritable  
héros olympique est, à mes yeux, l'adulte mâle  
individuel. Les JO doivent être réservés aux hommes, le  
rôle des femmes devrait être avant tout de couronner  
les vainqueurs.  
Pierre de Coubertin,  
Jeux olympiques de Stockholm en 1912.*

Fort heureusement, les mentalités ont connu une évolution certaine depuis l'année 1912, à l'époque où Pierre de Coubertin régnait sur l'organisation des Jeux olympiques modernes. De nos jours, une seule discipline olympique ne possède aucun volet féminin, soit le combiné nordique<sup>1</sup>. Des compétitions mixtes ont même vu le jour aux Jeux olympiques d'hiver à Sotchi en 2014 avec des concours par équipe en bobsleigh et en patinage artistique. À chacun de ces rendez-vous sportifs internationaux, notamment lorsqu'il s'agit de hockey, la question de l'égalité entre les femmes et les hommes est soulevée dans les médias canadiens<sup>2</sup>. Est-il possible de comparer le hockey féminin et le hockey masculin? Pourquoi les femmes obtiennent-elles une reconnaissance et un appui moindre alors qu'elles remportent autant, sinon plus, de médailles que leurs homologues masculins<sup>3</sup>? Est-ce que le hockey féminin

---

<sup>1</sup> En 2014, aux Jeux olympiques de Sotchi en Russie, des compétitions de saut à ski féminin ont eu lieu pour la première fois. En parallèle, deux disciplines olympiques (Jeux d'été) ne proposent toujours aucune compétition masculine: la nage synchronisée et la gymnastique rythmique. Le combiné nordique est une discipline combinant le ski de fond et le saut à ski.

<sup>2</sup> Véronique Chagnon, « Sport féminin cherche temps d'antenne », *Gazette des femmes*, Conseil du Statut de la femme, Gouvernement du Québec, <<http://www.gazettedesfemmes.ca/8664/sport-feminin-cherche-temps-dantenne/>> (10 février 2014).

<sup>3</sup> Concernant l'accès différencié aux infrastructures, voir ces reportages: Patrick Henri, « À l'ombre des hommes », *Radio-Canada*, <<http://www.radio-canada.ca/sujet/olympiques-sotchi-2014/2013/08/28/004-equipe-feminine-masculine-hockey-canada-jo-sotchi.shtml>> (28 août 2013). Sport 30 en prolongation, Le hockey féminin assez reconnu?, Réseau des sports, <<http://www.rds.ca/t%C3%A9l%C3%A9sports-30-en-prolongation>> (12 février 2014).

mérite sa place aux Jeux olympiques<sup>4</sup>? À notre avis, ces questions révèlent les préoccupations qui ont toujours cours au sujet de l'égalité entre les sexes dans les sports. Dans le cadre de ce mémoire, nous avons choisi de nous intéresser à la situation des femmes par rapport à celle des hommes dans les sports, au Québec.

En 2012, le gouvernement provincial, formé par le Parti Québécois, exprime la volonté, à travers l'ébauche d'une cinquième politique provinciale en matière de sport, que le Québec devienne l'une des sociétés « les plus en forme » dans un horizon de dix ans<sup>5</sup>. Il soutient alors que la pratique physique revêt un intérêt à la fois personnel et collectif. En effet, le sport est considéré comme une activité permettant aux citoyen-ne-s de s'éduquer, de participer à la vie collective, de se réaliser et de se maintenir en bonne santé<sup>6</sup>. De ce point de vue, l'État accorde donc une importance à la pratique sportive autant chez les femmes que les hommes. Ainsi, nous proposons également dans ce mémoire d'approfondir les recherches concernant l'histoire des liens entre le gouvernement du Québec et l'organisation et le développement des sports.

Cette étude se consacre principalement au cas du Québec, pour la période de 1979, année de la première politique québécoise en matière de sport, à 2013, alors que sont publiées les plus récentes réflexions politiques gouvernementales sur ce sujet. Notre mémoire souhaite voir quelle est l'attention accordée à la notion d'égalité entre les femmes et les hommes dans les réflexions politiques sportives du gouvernement du Québec au courant de cette période et de quelle façon celle-ci est

---

<sup>4</sup> Réseau des sports, « La promesse de René Fasel », Réseau des sports, <<http://www.rds.ca/sotchi/la-promesse-de-ren%C3%A9-fasel-1.858493>> (18 février 2014), Réseau des sports, « Une formule qui plaît », Réseau des sports, <<http://www.rds.ca/sotchi/une-formule-qui-pla%C3%AEt-1.843698>> (8 février 2014).

<sup>5</sup> Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport, *Livre vert. Le goût et le plaisir de bouger. Vers une politique nationale du sport, du loisir et de l'activité physique*, Gouvernement du Québec, 2013, p. 4.

<sup>6</sup> *Ibid.*, p. 17.

abordée. Cette démarche nous permet notamment de montrer l'évolution du rôle du gouvernement provincial dans le développement des sports ainsi que les transformations dans la participation des Québécois-es aux activités sportives. Ce mémoire considère aussi pertinent de mesurer l'influence des groupes de femmes et de féministes qui se sont préoccupées de la pratique sportive chez les femmes. Enfin, à travers nos recherches sur les sports et les rapports sociaux de sexe, nous cherchons à analyser la notion d'égalité ainsi que son application dans le cadre des réflexions politiques sur les milieux sportifs<sup>7</sup> pour l'État et les groupes de femmes et de féministes, au Québec.

Le premier chapitre dresse un bilan de l'historiographie nord-américaine et européenne concernant à la fois les rapports sociaux de sexe dans les sports et le rôle de l'État dans l'organisation des milieux sportifs. Cette recension nous permet de mieux comprendre les enjeux concernant ces deux axes de recherche durant la seconde moitié du XXe siècle. Ensuite, nous présentons de manière détaillée la problématique et les questions de recherche sous-jacentes à notre démarche qui découlent de cette littérature. Enfin, il est question des documents mobilisés, principalement des sources étatiques imprimées, et des concepts centraux de notre étude.

Dans le deuxième chapitre, il est question de l'attention accordée aux rapports sociaux de sexe dans les politiques sportives du gouvernement du Québec, de 1979 à 1989. Ce chapitre, divisé en trois sections, aborde en premier le contexte des années 1960-1970, alors que l'affirmation d'un « droit au loisir » prend une ampleur

---

<sup>7</sup> Les « milieux sportifs », dans ce mémoire, réfèrent à de multiples aspects de la pratique sportive. Ces milieux désignent les lieux où se pratiquent, se gèrent, s'organisent et se dirigent l'activité physique et les sports. En ce sens, notre utilisation des « milieux sportifs » évoque donc plusieurs niveaux de participant-e-s, du pratiquant-e à l'arbitre, en passant par les directions sportives ou associatives.

considérable. Parallèlement, les enjeux concernant la pratique sportive des femmes préoccupent aussi davantage certains groupes sociaux et institutionnels. Cette mise en contexte est essentielle pour mieux comprendre les raisons qui encouragent l'État à intervenir afin de favoriser une participation et un accès égalitaire à la pratique sportive au Québec à cette période. Pour la seconde partie du chapitre, il est question des trois premières politiques réalisées par le gouvernement du Québec, et surtout de l'attention accordée aux enjeux concernant les rapports sociaux de sexe dans les sports. Enfin, ce chapitre propose une analyse des réflexions politiques provinciales sur l'égalité dans le développement des sports en lien avec le contexte sociopolitique des années 1960 à 1989.

Le troisième chapitre, quant à lui, s'intéresse toujours à l'attention que consacre le gouvernement du Québec à l'égalité entre les femmes et les hommes dans les sports, mais cette fois, de 1989 à 2013. Après avoir présenté la quatrième politique ainsi que le plus récent texte politique (2013) en matière de sport du gouvernement du Québec, il est question des réflexions entourant l'égalité entre les femmes et les hommes chez certains organismes publics ou issus de la société civile particulièrement interpellés par ces enjeux. La dernière section de ce chapitre propose une analyse de l'évolution de l'attention accordée à l'égalité de sexe dans les travaux du gouvernement provincial en lien avec le contexte sociopolitique, de 1989 à 2013.

En terminant, notre mémoire permet de mettre en perspective le rôle structurant de l'État dans l'organisation des sports au Québec depuis 1979. Cette recherche, qui s'inscrit dans une démarche féministe, met en lumière l'évolution des réflexions politiques du gouvernement du Québec en lien avec les enjeux ayant trait à l'égalité dans les rapports sociaux entre les femmes et les hommes dans les sports.



## CHAPITRE I

### L'AVANT-MATCH: LES SPORTS, L'ÉTAT ET LES RAPPORTS SOCIAUX ENTRE LES SEXES

Pour débiter, ce premier chapitre fait état de l'historiographie nord-américaine et européenne, de notre problématique générale ainsi que des questions soulevées par notre démarche. Les sources consultées ainsi que la méthodologie sont aussi présentées afin de faciliter la compréhension de notre analyse. Il est aussi question, dans ce chapitre, des concepts-clés entourant cette étude.

#### 1.1 Bilan historiographique

Dans un article publié en 2003, Gilles Janson explique que le sport est un thème de recherche peu exploité par les historien-ne-s au Québec<sup>1</sup>. Selon lui, il reste beaucoup à faire pour approfondir les connaissances sur l'histoire des sports, notamment en lien avec l'évolution sociopolitique au Québec. Ce constat justifie d'ailleurs notre volonté de développer une démarche historiographique qui s'intéresse à l'apport historiographique des travaux canadiens, américains et européens ainsi qu'aux écrits issus des champs connexes tels que la sociologie ou la sexologie. Notre recension s'attarde particulièrement aux études des années 1950 à 2013 concernant d'une part les rapports sociaux de sexe dans les sports et d'autre part, les liens entre l'État et les milieux sportifs.

---

<sup>1</sup> Gilles Janson, « Le sport au Québec, un champ de recherche méprisé », *Sport et politique, Bulletin d'histoire politique*, vol. 11, no. 2, 2003, p. 9.

### 1.1.1 Historiographie des sports: femmes et rapports sociaux de sexe, 1950 à 2013

*In the sport world, you know that it is male dominated.  
So you are prepared for that,  
and that's how you train yourself [...]*<sup>2</sup>.

Depuis les années 1970, l'historiographie québécoise accorde une attention plus significative à l'histoire des femmes et aux études féministes. Conséquemment, de nouvelles problématiques ont fait l'objet de recherches détaillées, notamment concernant les rapports sociaux de sexe. Cependant, peu d'historien-ne-s ont choisi de croiser ces champs de recherche avec celui des sports<sup>3</sup>. Pourtant, à l'échelle internationale, plusieurs chercheur-se-s, Patricia Vertinsky, Janice Forsyth et William Bridel par exemple, encouragent l'utilisation de nouvelles perspectives et de cadres d'analyse originaux, notamment féministes, pour mieux comprendre l'évolution des rapports sociaux de sexe dans les sports<sup>4</sup>.

Avant tout, il faut rappeler le travail de certains historien-ne-s qui ont ouvert la voie des études sur le sport au Québec. Pensons notamment à Alan Metcalfe, Gilles Janson et Donald Guay qui ont contribué à ce que les milieux sportifs occupent une place plus importante au sein des recherches universitaires. En 1987, Alan Metcalfe publie un ouvrage sur l'émergence du sport organisé au Canada de 1807 à 1914<sup>5</sup>.

---

<sup>2</sup> Vicky Paraschak et Janice Forsyth, « Aboriginal Women " Working " at Play: Canadian Insights », *Ethnologies*, vol. 32, no. 1, 2010, p. 160.

<sup>3</sup> Margaret Ann Hall, *The Girl and the Game, A History of Women's Sport in Canada*, University of Toronto Press, Peterborough, 2002, p. X; Suzanne Laberge, « Les rapports sociaux de sexe dans le domaine du sport : perspectives féministes marquantes des trois dernières décennies », *Recherches féministes*, no spécial *Femmes et sports*, vol. 17, no 1 (2004), pp. 9-38.

<sup>4</sup> Patricia Vertinsky, « On Being a Feminist Sport Historian », *Thirdspace. A Journal of Feminist Theory and Culture*, vol. 9, no 2 (2010). revue électronique <http://www.thirdspace.ca/journal> (consulté le 16 novembre 2010); Linda J. Borish et Gerald R. Gems, « Ethnicity, Gender and Sport in Diverse Historical Contexts », *Journal of Sport History*, vol. 27, no 3 (Automne 2000), pp. 377-381; William Bridel, « Considering Gender in Canadian Sport and Physical Activity », *International Journal of Canadian Studies/Revue internationale d'études canadiennes*, no 35 (2007), pp. 179-188.

<sup>5</sup> Alan Metcalfe, *Canada Learns to Play. The Emergence of Organized Sport, 1807-1914*, Don Mills, Oxford University Press, 1997, 243 p.



Dans son livre, il soutient que le développement de la pratique sportive s'inscrit en cohérence avec celui de la société canadienne. En ce sens, il remarque entre autres que la langue est un facteur qui distingue les différentes communautés sportives à Montréal au XIX<sup>e</sup> siècle. Il précise également que les sports se sont arrimés au système capitaliste dès le début des années 1870<sup>6</sup>. Gilles Janson aussi s'intéresse au sport organisé, mais plus particulièrement chez les Canadiens français, à partir des années 1890<sup>7</sup>. Il dresse un historique des premiers sports pratiqués et surtout, de la mise sur pied des premières associations sportives francophones par des bourgeois de Montréal, au courant de cette décennie. Donald Guay, dans son ouvrage intitulé *La Conquête du Sport. Le sport et la société québécoise au XIX<sup>e</sup> siècle*, explore également les origines de la pratique sportive organisée chez les francophones, au Québec. Il note par exemple que la faible participation des francophones aux sports est le résultat des normes sociales dominantes de la société québécoise de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle alors que « l'esprit chrétien » est en contradiction avec l'esprit sportif<sup>8</sup>. Il faut aussi mentionner la contribution plus récente de Jocelyn East qui s'est intéressé à l'institutionnalisation des sports au Québec, des années 1900 à 1967. Sa thèse explore l'évolution de la place du sport chez les francophones au moment où ces activités occupent une part toujours plus importante de la vie quotidienne<sup>9</sup>. Dans un article publié en 2003, Jocelyn East s'est aussi attardé aux valeurs sportives promues dans le discours politique québécois<sup>10</sup>. Il y explique entre autres que l'État devrait définir une philosophie sportive afin d'orienter logiquement ses interventions en matière de sports et loisirs. Cet article nous permet également de comprendre les premières

---

<sup>6</sup> *Ibid.*, p. 133.

<sup>7</sup> Gilles Janson, *Emparons-nous du sport. Les Canadiens français et le sport au XIX<sup>e</sup> siècle*, Montréal, Guérin, 1995, 240 p.

<sup>8</sup> Donald Guay, *La Conquête du sport. Le sport et la société québécoise au XIX<sup>e</sup> siècle*, Montréal, Lanctot Éditions, 1997, p. 202.

<sup>9</sup> Jocelyn East, *Les dynamismes organisationnels de l'institutionnalisation des sports au Québec (1900-1967)*, Québec, Thèse de doctorat présentée au département d'histoire de l'Université Laval, 2002, 428 p.

<sup>10</sup> Jocelyn East, « Les valeurs sportives dans le discours politique : Le cas du Québec depuis 1960 démontre la nécessité d'une philosophie sportive », dans *Sport et Politique, Bulletin d'histoire politique*, vol. 11, no. 2, 2003, pp. 62-76.

actions gouvernementales québécoises entourant le développement des milieux sportifs. En 2011, la thèse de doctorat d'Élise Detellier est venue poser un regard original à l'histoire québécoise des sports. En effet, son travail s'est intéressé à la re/production des rapports sociaux de genre dans les sports au Québec, de 1919 à 1961<sup>11</sup>. Dans sa thèse, Detellier explique que ce sont principalement les communautés religieuses qui dirigent l'organisation des activités de loisirs et de sports au Québec avant la Seconde Guerre mondiale<sup>12</sup>. Ses travaux montrent que durant cette période, ce sont les communautés religieuses, les professeurs d'éducation physique ainsi que les médecins qui formulent les principaux discours concernant la pratique physique<sup>13</sup>. La faible participation des femmes, contrairement à celle des hommes, pourrait notamment s'expliquer par un discours dominant essentialiste, maternaliste et qui « repose sur leur soi-disant infériorité<sup>14</sup> ». L'approche originale d'Élise Detellier se révèle d'ailleurs être le point de départ de nos questionnements. Qu'en est-il de l'évolution de la participation des femmes dans les sports durant la seconde moitié du XXe siècle? Est-ce que les discours entourant la pratique sportive sont toujours influencés par les mêmes normes sociales dominantes? Puisque l'ouvrage de Detellier est relativement unique au Québec, il nous semble pertinent d'analyser les travaux d'historien-ne-s en Amérique du Nord et en Europe, qui utilisent une démarche féministe similaire à la sienne. Ceux-ci nous permettent d'avoir une meilleure connaissance des enjeux situés au croisement entre l'influence de la catégorie de sexe et l'histoire des sports en Occident.

Étant donné que l'historiographie québécoise des sports s'est davantage consacrée à la première moitié du XXe siècle, il nous semble opportun de situer notre

---

<sup>11</sup> Élise Detellier, « *They Always Remain Girls* » : *La re/production des rapports de genre dans les sports féminins au Québec, 1919-1961*, Montréal, Thèse de doctorat présentée au Département d'histoire de l'Université de Montréal, 2011, 380 p.

<sup>12</sup> *Ibid.*, p. 26-27.

<sup>13</sup> *Ibid.*, p. 327.

<sup>14</sup> *Ibid.*

analyse des années 1950 jusqu'à aujourd'hui. En effet, autant Élise Detellier que Jocelyn East concluent leurs travaux avant les années 1960, ouvrant la porte à la poursuite des recherches dans la même voie. Afin de développer notre problématique concernant les rapports sociaux entre les sexes dans les milieux sportifs de 1950 à 2013, voici une recension d'ouvrages qui traitent de ces thèmes. Ce bilan permet notamment d'aborder certains enjeux occupant une place prépondérante dans l'historiographie tels que la participation, l'organisation des sports et les rôles sociaux traditionnels en lien avec la catégorie de sexe. Il est également question du corps et de la sexualité des athlètes féminines, des enjeux qui ont fait l'objet de nombreuses recherches.

Au Canada, Margaret Ann Hall est reconnue pour ses ouvrages détaillés sur l'histoire des sports féminins dans lesquels elle précise que le sport demeure un espace où, encore à la fin du XXe siècle, différents systèmes d'oppression, notamment celui de sexe/genre, re/conduisent et renforcent les inégalités entre les femmes et les hommes<sup>15</sup>. Dans *The Girl and The Game*, elle explore l'évolution de la place des femmes dans les milieux sportifs au XXe siècle, au Canada. Hall explique qu'avant les années 1960, la participation des femmes aux activités physiques est systématiquement moins élevée que celle des hommes. Il s'agit d'ailleurs d'un constat partagé par des chercheuses en Angleterre et aux États-Unis<sup>16</sup>. Mary Louise Adams précise qu'au tournant des années 1950, en fonction des normes sociales dominantes, la participation des femmes et des filles est mal perçue, voire découragée<sup>17</sup>. Ces normes véhiculent des stéréotypes sociaux où les activités physiques sont surtout considérées comme étant « utiles » pour les garçons qui peuvent alors y canaliser leur

---

<sup>15</sup> Margaret Ann Hall, *op. cit.*, p. 195. Voir aussi Susan K. Cahn, *Coming on Strong. Gender and Sexuality in Twentieth-Century Women's Sport*, New York, The Free Press, 1994, p. 243; Eileen Kennedy et Laura Hills, *Sport, Media and Society*, New York, BERG, 2009, p. 4.

<sup>16</sup> Jennifer Hargreaves, *Sporting Females: Critical Issues in the History and Sociology of Women's Sports*, Londres, Routledge, 1994, p. 155.

<sup>17</sup> Mary Louise Adams, *The Trouble with Normal. Postwar Youth and the Making of Heterosexuality*, Toronto, University of Toronto Press, 1997, p. 76.



énergie<sup>18</sup>. Toutefois, à partir des années 1960 et 1970, Margaret Ann Hall, Jennifer Hargreaves et Susan Cahn affirment que des transformations dans les mœurs et les mentalités favorisent une diversification des activités sportives chez les femmes. Elles écrivent qu'à partir de ce moment, les femmes continuent de pratiquer des sports traditionnellement féminins tels la danse ou la gymnastique, mais qu'elles vont s'intéresser davantage au hockey ou au soccer<sup>19</sup>. En parallèle, autant aux États-Unis qu'au Canada, de nouvelles législations vont condamner les discriminations fondées sur la base du sexe et du même coup, influencer positivement la participation des femmes dans les sports<sup>20</sup>. Malgré la contestation des normes dominantes d'autrefois, l'historiographie montre que peu de femmes ont eu accès aux sphères décisionnelles liées à la gestion et l'organisation des sports et que, de 1950 à 2000, les hommes demeurent toujours plus nombreux à pratiquer des activités physiques<sup>21</sup>.

Par ailleurs, l'historiographie insiste sur le caractère essentiellement masculin du monde des sports. Joué, contrôlé, organisé et majoritairement regardé par les hommes, le sport occidental aurait jusqu'alors un seul sexe: le masculin. En France, Pierre Arnaud explique qu'en apparence, rien ou très peu d'éléments semblent « différencie[r] l'éducation physique masculine de l'éducation physique féminine<sup>22</sup> ». Pourtant, « la durée des exercices, le nombre de répétitions, éventuellement leur complexité et plus sûrement les barèmes de cotation ou d'évaluation de la valeur physique<sup>23</sup> » se distinguent en fonction du sexe de l'athlète. Pour appuyer cette affirmation, Laurence Prudhomme, à travers l'étude du football (soccer) féminin, explique que les règles sportives représentent bien souvent les valeurs dominantes de

---

<sup>18</sup> *Ibid.*

<sup>19</sup> Margaret Ann Hall, *op. cit.*, p. 189-190; Jennifer Hargreaves, *op. cit.*, p. 155; Susan Cahn, *op. cit.*, p. 254.

<sup>20</sup> Margaret Ann Hall, *op. cit.*, p. 147.

<sup>21</sup> *Ibid.*, p. 170; Jennifer Hargreaves, *op. cit.*, p. 201.

<sup>22</sup> Pierre Arnaud, *Le genre ou le sexe? Sport féminin et changement social (XIXe-XXe siècle)* dans Pierre Arnaud et Thierry Terret, *Histoire du sport féminin, Tome 2*, Paris, L'Harmattan, 1996, p. 180.

<sup>23</sup> *Ibid.*, p. 181.

la société, celles qui considèrent les femmes comme étant plus faibles et plus fragiles<sup>24</sup>. Au Canada, l'exemple de la ringuette est plutôt évocateur lorsque l'on comprend que ce sport a d'abord été inventé pour tenir lieu de hockey féminin<sup>25</sup>. Lorsque le hockey féminin est devenu populaire, surtout à partir des années 1980 au Canada, il a été décidé d'interdire les mises en échecs intentionnelles, un élément pourtant au cœur de la pratique masculine de ce sport<sup>26</sup>. Pour Gertrud Pfister, historienne et professeure en sociologie sportive, ces différences tiennent racines dans la première moitié du XXe siècle. La bicatégorisation sexuelle a eu pour conséquence de créer une conception distincte de l'entraînement physique chez les hommes vis-à-vis des femmes<sup>27</sup>. Le sport, lorsque pratiqué par des hommes, est considéré comme une performance « véritable » et ultime, alors que celle des femmes est nécessairement « moindre » ou dévaluée. Cette idée révèle que les attentes face aux performances féminines sont soumises à des normes sociales différenciées, très influencées par les stéréotypes associés aux rôles sexuels traditionnels. Conséquemment, la participation des athlètes féminines est influencée par ces conceptions qui tendent à encourager et à valoriser davantage celle des hommes.

En fait, l'historiographie montre que les rapports sociaux de sexe dans les sports sont intimement liés à la conception générale des rôles sexuels traditionnels. Margaret Ann Hall explique qu'encore en 1960, pour certaines athlètes, l'union ou le mariage signifie la fin de la pratique d'une activité physique puisque ces dernières devraient dès lors concentrer leurs énergies à l'univers domestique et familial<sup>28</sup>. Cet événement marque souvent la fin, selon Gilles Lecoq, de la fréquentation des clubs

---

<sup>24</sup> Laurence Prudhomme, *Sexe faible et ballon rond. Esquisse d'une histoire du football féminin*, dans Pierre Arnaud et Thierry Terret, *Histoire du sport féminin, Tome I*, Paris, L'Harmattan, 1996, p. 118.

<sup>25</sup> Margaret Ann Hall, *op. cit.*, p. 156.

<sup>26</sup> Nancy Théberge, « Sport, caractère physique et différenciation sexuelle », *Sociologie et sociétés*, vol. 27, no. 1, 1995, p. 110.

<sup>27</sup> Gertrud Pfister, « Her story in sport: Towards the emancipation of women », dans Pierre Arnaud et Thierry Terret, *op. cit.*, *Tome I*, p. 223.

<sup>28</sup> Margaret Ann Hall, *op. cit.*, p. 91.

sportifs pour de nombreuses femmes, et ce, même s'il s'agit de l'endroit usuel des rencontres amoureuses<sup>29</sup>. Pour ajouter, Susan Cahn précise que les sportives qui choisissent de poursuivre dans leurs activités sont tout de même encouragées à se marier tôt pour éviter d'être stigmatisées comme lesbiennes<sup>30</sup>. Dans une étude menée auprès de groupes autochtones canadiens, Vicky Paraschak et Janice Forsyth soutiennent que la conception des rôles sociaux traditionnels est un frein majeur à l'engagement sportif des femmes de ces communautés. Elles doivent alors assumer une surcharge de responsabilités lorsqu'elles s'impliquent dans les milieux sportifs, ajoutée au travail salarié et à la famille<sup>31</sup>. L'influence des rôles traditionnels stéréotypés, comme l'écrit à juste titre Jennifer Hargreaves, modifie la perception sociale du sport. Le point de vue des entraîneur-se-s et des professeur-e-s qui véhiculent ces stéréotypes est un facteur déterminant qui influence à la fois la participation et l'engagement dans la pratique sportive<sup>32</sup>. En Grande-Bretagne par exemple, dans les années 1980, les jeunes filles du secondaire sont toujours moins encouragées que les garçons à pratiquer un sport<sup>33</sup>. Ainsi, l'historiographie permet de constater que la conception stéréotypée des rôles sociaux de sexe, en Occident, a des répercussions négatives sur l'implication et la pratique sportive des femmes.

En ce sens, il apparaît pertinent d'analyser plus en détail les liens entre le sport et le corps humain. Catherine Louveau précise que le corps a régulièrement fait l'objet de travaux chez les sociologues, sexologues et théoricien-ne-s féministes, mais ces recherches ont toutefois souvent oublié d'aborder le « corps en mouvement »<sup>34</sup>. Avant les années 1970, les élites sociales critiquent ouvertement la pratique sportive

---

<sup>29</sup> Gilles Lecocq, *La pratique sportive féminine. Destin social ou choix individuel?*, dans Pierre Arnaud et Thierry Terret, *op. cit.*, Tome 2, p. 120.

<sup>30</sup> Susan Cahn, *op. cit.*, p. 215-216.

<sup>31</sup> Vicky Paraschak et Janice Forsyth, *op. cit.*, p. 163 et 168.

<sup>32</sup> Jennifer Hargreaves, *op. cit.*, p. 153.

<sup>33</sup> *Ibid.*, p. 155.

<sup>34</sup> Catherine Louveau, *Sport féminin/sport masculin: intérêts et apports de l'analyse couplée*, dans Pierre Arnaud et Thierry Terret, *op. cit.*, Tome 2, p. 260.



féminine, notamment en invoquant des conséquences corporelles néfastes, souvent hypothétiques, pouvant en découler. Susan Cahn explique qu'il y a une crainte de voir s'opérer une inversion des genres, par un phénomène de masculinisation des corps féminins, et ce, jusqu'aux années de la guerre froide<sup>35</sup>. Encore aujourd'hui, devant les performances accrues de certaines athlètes lors des grandes compétitions internationales, des tests sont opérés afin de confirmer l'identité sexuelle des individus, ce qui a pour effet de renforcer une bicatégorisation « naturelle » et hiérarchique des sexes<sup>36</sup>. Il s'agit d'une mesure concrète des autorités, surtout des hommes, pour contrôler la présence des femmes dans les sports à des niveaux supérieurs. De façon plus dramatique, ces tests maintiennent une emprise sur leurs corps et sur les standards de performances « normales » accessibles pour les femmes. Il suffit de réfléchir aux arguments évoquant une consommation de stéroïdes chez les athlètes féminines ayant des résultats impressionnants. Plutôt que d'invoquer la tricherie, comme c'est le cas chez les hommes, les autorités sportives vont interpréter et supposer une volonté chez ces femmes d'opérer une transgression des genres, motivée par l'envie d'imiter leurs homologues masculins<sup>37</sup>. L'historiographie montre alors que le corps doit répondre à des attentes, produire des résultats et une image satisfaisante auprès des observateur-trice-s qui renforcent et confirment (plutôt que d'attaquer) les conceptions stéréotypées et différenciées des femmes et des hommes. Après les années 1970, la situation évolue alors que sont mis de l'avant les effets positifs de la pratique sportive sur la santé des participant-e-s.

À partir de ce moment, Jennifer Hargreaves démontre que le corps sportif est soumis à une sexualisation et à une marchandisation, particulièrement pour les

---

<sup>35</sup> Susan Cahn, *op. cit.*, p. 210.

<sup>36</sup> Jennifer Hargreaves, *op. cit.*, p. 222. Il est possible de rappeler le cas de Caster Semenya qui, après une victoire aux championnats du monde de Berlin le 19 août 2009, à l'épreuve de course du 800 mètres féminin, se voit suspendue de toute compétition, afin de procéder à un test de genre. Le test de féminité réussie, la décision de suspendre l'athlète est alors renversée huit mois plus tard.

<sup>37</sup> Susan Cahn, *op. cit.*, p. 262-263.

athlètes féminines, alors qu'auparavant, il était dévalorisé, critiqué et rejeté<sup>38</sup>. Dix ans plus tard, la commercialisation du sport féminin, qui se traduit par une mise en valeur du corps – toujours féminin selon les standards sociaux – des sportives, s'inscrit dans une même tendance. La gymnastique et l'entraînement deviennent alors des activités stimulantes pour une large part de la population féminine qui cherche à correspondre aux critères esthétiques populaires<sup>39</sup>. Suzanne Laberge précise que les pratiques sportives sont:

[...] considérées comme des « technologies du corps » au sens de Foucault, c'est-à-dire comme des ensembles de connaissances et de pratiques qui disciplinent, conditionnent, refaçonnent les corps de façon à assurer l'incorporation des idéologies qui ont pour objet la subordination des femmes aux normes masculines<sup>40</sup>.

Les médias mettent de l'avant l'« attrait sexuel » du corps au détriment des performances et des aptitudes physiques des athlètes féminines<sup>41</sup>. Jennifer Hargreaves, quant à elle, indique que ces représentations physiques des corps des athlètes contribuent à véhiculer une image corporelle « normalisée » et stéréotypée de ces femmes et de leur sexualité<sup>42</sup>. En définitive, ces quelques éléments montrent bien dans quelle mesure l'attention accordée au développement du corps athlétique féminin tend à correspondre aux normes de séduction prescrites par la société hétérosexuelle et patriarcale. Les auteurs de notre corpus expliquent que les corps bicatégorisés, entre autres par les normes sexuelles traditionnelles, font l'objet de traitements différenciés qui mettent davantage en valeur l'engagement sportif chez les hommes.

---

<sup>38</sup> Jennifer Hargreaves, *op. cit.*, p. 165.

<sup>39</sup> Susan Cahn, *op. cit.*, p. 274.

<sup>40</sup> Suzanne Laberge, *op. cit.*, 2004, p. 19.

<sup>41</sup> Susan Cahn, *op. cit.*, p. 273.

<sup>42</sup> Jennifer Hargreaves, *op. cit.*, p. 160.

Les textes à l'étude réfèrent régulièrement à la sexualité des sportives comme un élément qui construit les rapports sociaux entre elles et leur environnement. D'ailleurs, Monique Wittig a produit des travaux intéressants qui permettent de conceptualiser l'hétérosexualité comme un système politique<sup>43</sup>. Elle explique que ce système social est basé sur l'oppression et l'appropriation des femmes par les hommes et qu'il utilise la différence entre les sexes pour justifier cette oppression<sup>44</sup>. Le milieu sportif ne fait pas figure d'exception et contribue au maintien de l'hétérosexualité comme d'une pratique dominante, normalisée et institutionnalisée<sup>45</sup>. Pour illustrer de façon plus convaincante les mécanismes mis en place pour protéger les systèmes patriarcal et hétérosexuel à travers les sports, une analyse d'Anne Saouter propose un regard original sur le rugby et l'homosexualité. L'auteure explique que des comportements homosexuels masculins observés dans le rugby, à travers ses pratiques collectives et traditionnelles notamment, sont soit tabous ou complètement niés au sein de la communauté<sup>46</sup>. En comparaison, Jennifer Hargreaves montre que l'orientation sexuelle des athlètes féminines, présumée ou véritable, devient rapidement un enjeu public<sup>47</sup>. Malheureusement, la divulgation de l'orientation sexuelle des athlètes peut avoir des conséquences négatives alors que certaines femmes ont perdu des commandites après avoir révélé publiquement leur attirance pour les femmes<sup>48</sup>. En contrepartie, Jennifer Hargreaves insiste sur la nécessité de tenir compte des sportives qui ont délibérément remis en question ces visions stéréotypées<sup>49</sup>. Dans le même sens, Élise Detellier et Susan Cahn expliquent que malgré la propension des sports à consolider les référents hétérosexuels, ce milieu a

---

<sup>43</sup> Monique Wittig, *La pensée straight*, Paris, Éditions Amsterdam, 2007, 119 pages.

<sup>44</sup> Monique Wittig, « On ne naît pas femme », *Questions féministes*, No. 8, Mai 1980, p. 84, <<http://www.jstor.org/stable/40619199?origin=JSTOR-pdf>>.

<sup>45</sup> Jennifer Hargreaves, *op. cit.*, p. 169.

<sup>46</sup> Anne Saouter, *Être rugby. Jeux du masculin et du féminin*, Paris, Éditions de la maison des Sciences de l'homme, 2000, pp. 107-193.

<sup>47</sup> Jennifer Hargreaves, *op. cit.*, p. 173.

<sup>48</sup> *Ibid.*, p. 266.

<sup>49</sup> *Ibid.*

parfois été un environnement favorable aux alliances lesbiennes<sup>50</sup>. Cependant, peu d'exemples de solidarité ou même d'*empowerment* sont évoqués par les historien-ne-s sur ce plan. Enfin, les auteur-e-s dénoncent le traitement différencié qui s'opère en fonction du sexe des individus et de leur sexualité. En ce sens, le système hétérosexuel dominant met en lumière des considérations, face à la sexualité des athlètes féminines, qui n'ont toutefois rien à voir avec la pratique sportive des femmes.

L'aspect économique est également un facteur régulièrement évoqué dans l'historiographie lorsque vient le temps d'étudier les sports puisqu'il s'agit d'un enjeu qui conditionne notamment la participation des femmes. Catherine Louveau, par exemple, note que la division sexuelle dans les sports relève des divisions sociales et tend à limiter davantage la participation des femmes<sup>51</sup>. Pour sa part, Jennifer Hargreaves explique que le sport, influencé par la société capitaliste, est un lieu où les classes sociales se perpétuent<sup>52</sup>. Jean Harvey, Peter Donnelly et William Bridel arrivent aux mêmes conclusions et affirment que la participation sportive s'effrite dans les classes les plus pauvres des sociétés occidentales<sup>53</sup>. Plus encore, ces auteurs précisent que les femmes des classes inférieures rencontrent généralement des obstacles financiers plus importants que les hommes du même rang socio-économique. Conséquemment, la participation des femmes est plus faible, notamment dans les activités physiques organisées où les avoirs financiers conditionnent la poursuite<sup>54</sup>. Selon Gilles Lecocq, le club sportif est un lieu de maintien et de

---

<sup>50</sup> Élise Detellier, *op. cit.*, p. 37; Susan Cahn, *op. cit.*, p. 189.

<sup>51</sup> Catherine Louveau, *op. cit.*, p. 266.

<sup>52</sup> Jennifer Hargreaves, pp. 17 et 157.

<sup>53</sup> Peter Donnelly et Jean Harvey, « Class and Gender : Intersection in Sport and Physical Activity », dans Philippe White et Kevin Young, dir., *Sport and Gender in Canada*, Don Mills, Oxford University Press, 1999, p. 49; William Bridel, *op. cit.*, p. 181.

<sup>54</sup> *Ibid.*, p. 46.



reproduction des inégalités sociales à travers la composition de ses membres qui favorisent la non-mixité des classes socio-économiques<sup>55</sup>.

Toutefois, la professionnalisation du sport s'est accentuée et plusieurs femmes ont obtenu un soutien économique significatif et des bourses qui leur ont permis, comme chez les hommes, de jouir d'infrastructures mieux adaptées et plus accessibles<sup>56</sup>. Par conséquent, dans les années 1960 et 1970, les athlètes féminines d'élite obtiennent une plus large part de succès et de médailles dans les compétitions internationales<sup>57</sup>. Jennifer Hargreaves mentionne cependant qu'il est facile de constater, dans les sports professionnels et parmi les élites, la sous-représentation des sportives provenant de pays non-occidentaux, un exemple qui souligne l'imbrication et le renforcement des systèmes d'oppression, notamment sexiste, raciste et capitaliste<sup>58</sup>. Il s'agit là d'un reflet évident du partage des richesses mondiales et/ou des idéologies politiques et religieuses dominantes. En plus, Peter Donnelly et Jean Harvey soutiennent qu'une forte proportion des athlètes de haut niveau provient des classes sociales les plus favorisées<sup>59</sup>. En poursuivant l'analyse du milieu sportif, Margaret Ann Hall observe que les femmes employées dans les organisations sportives œuvrent davantage dans les milieux communautaires et au niveau local, des environnements qui échappent majoritairement au travail rémunéré<sup>60</sup>. Ce phénomène est aussi mis en lumière chez les communautés autochtones du Canada dans les travaux de Vicky Paraschak et Janice Forsyth<sup>61</sup>. Élise Detellier affirme qu'il est nécessaire de tenir compte « du sport comme catégorie d'analyse en lien avec le développement capitaliste de la société québécoise <sup>62</sup> ». Ainsi, le capitalisme

---

<sup>55</sup> Gilles Lecocq, *op. cit.*, p. 123.

<sup>56</sup> Margaret Ann Hall, *op. cit.*, p. 187.

<sup>57</sup> *Ibid.*, p. 135.

<sup>58</sup> Jennifer Hargreaves, *op. cit.*, p. 229.

<sup>59</sup> Peter Donnelly et Jean Harvey, *op. cit.*, p. 45.

<sup>60</sup> Margaret Ann Hall, *op. cit.*, p. 169.

<sup>61</sup> Vicky Paraschak et Janice Forsyth, *op. cit.*, p. 164.

<sup>62</sup> Élise Detellier, *op. cit.*, p. 14.

re/produit une ségrégation de sexe au sein des milieux sportifs, tant sur le plan de la pratique, de la participation que de son organisation.

En terminant, cette recension permet de comprendre dans quelle mesure les rapports sociaux de sexe sont re/construits dans les sports et comment ils maintiennent des systèmes hiérarchiques qui privilégient les hommes au détriment des femmes. Malgré tout, depuis les années 1970, l'historiographie identifie une prise de conscience et surtout, une remise en question des inégalités causées par la catégorie de sexe dans les sports chez un plus grand nombre de participant-e-s<sup>63</sup>. Par exemple, dans un récent ouvrage, plusieurs athlètes féminines relatent les injustices auxquelles elles ont fait face et comment elles sont arrivées à les dénoncer, et ce, dans différents sports au Canada<sup>64</sup>. L'historiographie révèle des interrelations diverses entre, notamment, les systèmes sexiste, patriarcal, capitaliste et hétérosexuel qui contribuent à la re/production des inégalités entre les femmes et les hommes dans les sports. Ce bilan met en lumière les conclusions des chercheurs et chercheuses occidentaux en sciences sociales, en général, et en histoire, en particulier, selon lesquelles : le sport est un milieu où se re/produisent les inégalités de sexe, et ce, toujours en accordant des privilèges supplémentaires aux hommes. Malheureusement, hormis les travaux d'Élise Detellier concernant la première moitié du XXe siècle, l'historiographie demeure généralement muette sur les rapports sociaux de sexe dans les sports au Québec. À la lumière de ce bilan, il nous semble pertinent d'approfondir nos recherches sur l'histoire des sports au Québec en utilisant un angle d'analyse qui tient compte de réflexions féministes. En effet, cette perspective a permis, dans les travaux de notre corpus, d'exposer des inégalités concrètes dans les milieux sportifs et surtout, de poser un regard original sur l'évolution de l'organisation des sports en Occident.

---

<sup>63</sup> Susan Cahn, *op. cit.*, p. 254.

<sup>64</sup> Guylaine Demers, Lorraine Greaves, Sandra Kirby et Marion Lay, *Pour celles qui suivront. 50 ans d'histoire de femmes en sport au Canada*, Ottawa, Société d'histoire féministe, 2013, 385 p.



### 1.1.2 Historiographie des relations entre l'État et le sport

En 2002, Margaret Ann Hall explique que l'État, paternaliste et majoritairement masculin, est un des acteurs qui contribuent à perpétuer la domination des hommes dans les sports en véhiculant et re/produisant des discours traditionnels et des stéréotypes sexistes sur les rôles sociaux<sup>65</sup>. Après la Deuxième Guerre mondiale, en France, en Angleterre et aux États-Unis, les gouvernements se posent comme des acteurs principaux du développement et de l'encadrement de la pratique sportive<sup>66</sup>. Nos recherches se sont donc attardées aux transformations du rôle des institutions étatiques au Québec principalement, mais également en Occident.

Au Québec, les recherches de Michel Bellefleur permettent de mieux comprendre l'évolution de l'organisation des loisirs et des sports. Cet auteur démontre que de 1960 à 1990 des transformations sociopolitiques modifient le développement des sports québécois. Auparavant, l'État est considéré comme un troisième intervenant dans les loisirs après la famille et l'Église<sup>67</sup>. Dès 1960, tout comme c'est le cas au Canada et en France, l'État devient alors l'agent principal de l'organisation des sports et intervient de manière à intégrer le développement sportif à ses responsabilités<sup>68</sup>. Bellefleur considère les années 1970 comme « l'âge d'or » d'un interventionnisme étatique dans les sports<sup>69</sup>. Pour lui,

[...] l'État annonçait définitivement qu'il souhaitait être plus que la mamelle nourricière en fonds publics des acteurs privés. Ce faisant, il répondait d'une

---

<sup>65</sup> Margaret Ann Hall, *op. cit.*, p. 175.

<sup>66</sup> Jean-Michel De Waele et Alexandre Husting, *Sport, politiques et sociétés dans les pays d'Europe centrale et orientale*, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, 2005, p. 10.

<sup>67</sup> Michel Bellefleur, *L'Église et le loisir au Québec*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 1986, p. 65-66. Michel Bellefleur est docteur en philosophie et enseigne au Département des sciences du loisir et de la communication sociale de l'Université du Québec à Trois-Rivières.

<sup>68</sup> Michel Bellefleur, *L'évolution du loisir au Québec*, Québec Presses de l'Université du Québec, 1997, p. 263.

<sup>69</sup> *Ibid*, p. 321.

part à une demande d'État formulée depuis le début de la Révolution tranquille, mais d'autre part, il en tirait des conséquences qui allaient mettre à rude épreuve la traditionnelle mentalité d'autonomie fortement ancrée chez les acteurs privés, au Québec<sup>70</sup>.

Roger Levasseur, qui a également contribué de manière significative à l'historiographie des sports, présente des arguments semblables à ceux de Michel Bellefleur. Ses recherches concernent les transformations du rôle de l'État au Québec et il explique que la prise en charge de ces nouvelles responsabilités par le gouvernement est aussi réclamée par les organismes privés de loisirs et les communautés catholiques<sup>71</sup>. Pour Roger Levasseur, le « droit au loisir » est devenu au début des années 1960 une notion centrale qui incite le gouvernement à promouvoir l'activité physique et plus encore, à y occuper un rôle d'entrepreneur<sup>72</sup>. En résumé, l'historiographie explique que les transformations qui ont mené l'État à assumer un rôle de premier plan dans les sports s'inscrivent dans un contexte sociopolitique favorable à l'institutionnalisation des sports et loisirs et plus globalement, à l'intervention du gouvernement du Québec dans les domaines sociaux.

De son côté, Jean Harvey précise que « *[i]n advanced capitalist societies, organized sport has been marked, during the past three decades, by massive state intervention*<sup>73</sup> ». Ainsi, depuis 1950, les gouvernements justifient leur intervention dans le domaine sportif par une volonté de conserver l'ordre public, de promouvoir la santé physique et de mettre en valeur une identité nationale<sup>74</sup>. Jean Harvey précise qu'au Canada, le palier fédéral entreprend la création de législations sur le plan sportif

<sup>70</sup> *Ibid.*, p. 263.

<sup>71</sup> Roger Levasseur, *Loisir et culture au Québec*, Montmagny, Boréal Express, 1982, p. 162.

<sup>72</sup> *Ibid.*, p. 74.

<sup>73</sup> Jean Harvey et Roger Proulx, « Le sport et l'État au Canada », dans Jean Harvey et Hart Cantelon (dir.), *Sport et pouvoir. Les enjeux sociaux au Canada*, Ottawa, Presses de l'Université d'Ottawa, 1988, p. 93.

<sup>74</sup> *Ibid.* Shirley Tillotson évoque même le développement d'une conscience citoyenne à partir des sports au Canada. Shirley Tillotson, *The Public at Play. Gender and the Politics of Recreation in Post-War Ontario*, Toronto, University of Toronto Press, 2000, p. 14.

dans un contexte d'avènement de l'État-providence au courant des années 1950<sup>75</sup>. Shirley Tillotson s'est aussi intéressée à l'intervention de l'État dans les loisirs et les sports, surtout en Ontario et au Canada après la Seconde Guerre mondiale<sup>76</sup>. Plus particulièrement, elle a étudié la place des enjeux liés à la catégorie de sexe dans les politiques concernant les loisirs et les sports en Ontario. Shirley Tillotson en arrive à la conclusion qu'en Ontario, de 1950 à 1970, l'État-providence a permis certaines « *connections between political institutions and social relations*<sup>77</sup> » qui ont contribué à transformer de manière positive l'expérience des femmes dans les loisirs. En effet, la bureaucratisation des loisirs et des sports s'inscrit dans une mouvance plus large d'institutionnalisation, voire de récupération par l'État de l'organisation de l'activité physique<sup>78</sup>.

Jean Harvey indique toutefois, dans un essai plus récent réalisé en collaboration avec Lucie Thibault, qu'à partir des années 1980, la restructuration de l'État-providence modifie le rapport du gouvernement face à ses responsabilités dans les milieux des sports<sup>79</sup>. Vers la fin des années 1980, l'État canadien réduit son intervention dans le développement et l'organisation des sports alors qu'il s'inspire d'une « philosophie économique néo-libérale »<sup>80</sup>. Pour Colin Howell, cette évolution se matérialise lorsque le gouvernement fédéral encourage les organisations de sports amateurs à trouver de nouvelles stratégies de financement<sup>81</sup>. Michel Bellefleur écrivait déjà que le contexte économique et les idéologies dominantes encouragent les entreprises privées, les Organismes sans but lucratif (OSBL) et les Organismes à but

---

<sup>75</sup> Jean Harvey et Roger Proulx, *op. cit.*, p. 95.

<sup>76</sup> Shirley Tillotson, *op. cit.*, p. 10.

<sup>77</sup> *Ibid.*, p. 160.

<sup>78</sup> *Ibid.*, p. 16.

<sup>79</sup> Jean Harvey et Lucie Thibault, « Politique du sport et restructuration de l'État-providence au Canada » dans Jean-Pierre Augustin et Claude Sorbets, *La culture du sport au Québec*, Talence, Éditions de la maison des sciences de l'homme d'Aquitaine, 1996, p. 94.

<sup>80</sup> *Ibid.*, p. 97.

<sup>81</sup> Colin D. Howell, *Blood, Sweat, And Cheers. Sport and the Making of Modern Canada*, Toronto, University of Toronto Press, 2001, p. 138.

lucratif (OBL) à se tourner vers des méthodes de financement qui ne proviennent pas exclusivement de l'État<sup>82</sup>. Le rôle de ce dernier, bien qu'il demeure un acteur important dans l'organisation des sports, se modifie considérablement dès la fin des années 1980.

De leur côté, Jean-Michel de Waele et Alexandre Husting explorent les relations entre le sport et la politique en France<sup>83</sup>. Pour eux, le sport est un instrument politique qui prend plusieurs formes et qui permet, par exemple, de renforcer la légitimité d'un système politique ou les idéologies dominantes<sup>84</sup>. Puisque le sport est modulé par les « changements politiques, juridiques, économiques et sociaux<sup>85</sup> », il est aussi logique de croire qu'il s'agit d'un élément qui peut influencer, à certains égards, le contexte socio-politique<sup>86</sup>. Ces idées témoignent bien des liens étroits qui peuvent exister entre l'État et les sports. Jean-Michel de Waele et Alexandre Husting expliquent toutefois que ces rapports se sont considérablement transformés dans le temps. Au milieu du XXe siècle, le sport européen est considéré

[...] comme une activité destinée à s'amuser (le mot sport vient du vieux français *se déporter* qui signifiait s'amuser), puis comme une pratique vouée à l'éducation et ensuite comme un instrument politique où l'État avait un rôle primordial à jouer<sup>87</sup>.

Sandra Montchaud et Pierre Dantin, qui proposent une étude sur le modèle sportif français, rappellent que pour l'État, dès le début de la Seconde Guerre mondiale, il apparaît nécessaire d'intervenir dans le développement du sport pour des raisons liées

---

<sup>82</sup> Michel Bellefleur, *op. cit.*, 1997, p. 323.

<sup>83</sup> Jean-Michel De Waele et Alexandre Husting, *op. cit.*, 166 p.

<sup>84</sup> *Ibid.*, p. 9.

<sup>85</sup> *Ibid.*

<sup>86</sup> *Ibid.*, p. 10.

<sup>87</sup> *Ibid.*



à l'intégration, l'éducation ou encore la santé<sup>88</sup>. Les institutions étatiques se perçoivent comme le « noeud » de l'organisation sportive<sup>89</sup>. Tout comme c'est le cas pour le Québec, l'accès au plus grand nombre est la principale source motivant ce modèle interventionniste en France. Par contre, les auteurs mentionnent que rapidement, dès les années 1980, ce modèle se confronte au néolibéralisme<sup>90</sup>. Pour Jean-Michel de Waele et Alexandre Husting, autour des années 1980, le sport « s'est transformé [...] en une activité économique entre les mains d'entreprises<sup>91</sup> ». Conséquemment, un virage s'opère vers la fin du XXe siècle, bien que l'État demeure un acteur d'envergure, voire de premier plan, dans l'organisation des sports.

Pour résumer, depuis les années 1950-1960, l'État entretient des liens étroits avec l'organisation des sports en Occident, particulièrement au Canada. À ce moment, les gouvernements s'immiscent politiquement dans le domaine des sports et loisirs, notamment afin de développer la pratique sportive, alors considérée comme une activité majeure pour l'éducation des citoyen-ne-s. Toutefois, autant en France qu'au Canada, et même au Québec, il semble y avoir une fracture vers la fin des années 1980. En effet, le contexte sociopolitique et économique favorise une transformation dans les relations entre l'État et l'organisation des sports. Pour Jean Harvey et Michel Bellefleur, le néolibéralisme dominant est un facteur de premier plan à considérer pour justifier le désengagement relatif de l'État des institutions sportives. Bien qu'il demeure un acteur important de l'organisation des sports, notre corpus montre que ce dernier tend à accorder une latitude toujours plus significative aux initiatives du secteur privé dans le monde sportif. Malheureusement, peu d'études semblent s'être intéressées aux conséquences de ces transformations dans la participation sportive des femmes et des hommes. Plus encore, ce bilan historiographique nous permet de

---

<sup>88</sup> Pierre Dantin et Sandra Montchaud, *Le modèle sportif français: bilan et perspectives*, Paris, Hermes Sciences Publications, 2011, p. 19.

<sup>89</sup> *Ibid.*, p. 22.

<sup>90</sup> *Ibid.*, p. 118.

<sup>91</sup> Jean-Michel De Waele et Alexandre Husting, *op. cit.*, p. 10.

constater que les recherches réalisées jusqu'à maintenant ne se sont pas attardées aux liens entre l'évolution du rôle des institutions publiques et la participation des femmes dans les sports.

En terminant, les relations entre l'État et les sports, au Québec, demeurent un objet à approfondir dans l'historiographie, notamment à partir des années 1970. Par exemple, l'historiographie est relativement muette concernant les préoccupations du gouvernement du Québec quant aux rapports sociaux de sexe dans les sports. Peu d'historien-ne-s ont réalisé des recherches significatives au croisement de l'histoire des sports, de la catégorie de sexe et de l'État au Québec<sup>92</sup>. Pourtant, les recherches de Shirley Tillotson, de Margaret Ann Hall, de Susan Cahn et de Jennifer Hargreaves permettent de croire que les préoccupations entourant la pratique sportive des femmes, notamment au Québec, méritent une attention plus significative. D'ailleurs, il est intéressant de voir si le contexte des années 1970 au Québec, alors que les mouvements féministes occupent une plus grande place au sein de l'espace public, a pu contribuer à mettre en lumière les diverses problématiques entourant la situation des femmes dans les sports.

## 1.2 Problématique

À la lumière de cette recension historiographique, certains enjeux méritent d'être approfondis pour mieux comprendre l'évolution des rapports sociaux de sexe dans le développement des sports au Québec, de 1960 à 2013. D'abord, notre bilan montre une rupture, à partir des années 1960, alors que les relations entre l'État et les sports au Québec se complexifient. Le gouvernement s'attribue désormais un rôle prépondérant dans le développement et l'organisation des sports plutôt que de se

---

<sup>92</sup> Linda J. Borish et Gerald R. Gems, *op. cit.*, p. 377.



limiter au financement des initiatives locales et privées. Cette intervention gouvernementale cible d'ailleurs prioritairement la redéfinition d'une conception sociale et politique des loisirs et des sports au sein de la société québécoise. La notion de « droit au loisir » est mise en valeur afin de démocratiser l'accès aux sports pour permettre au plus grand nombre de citoyen-ne-s d'être physiquement actif-ve-s. En considérant cette nouvelle orientation, il devient alors pertinent de questionner les objectifs du gouvernement pour encourager et stimuler la participation collective aux activités physiques. Par exemple, est-ce que ses réflexions et ses actions tiennent compte des rapports sociaux de sexe dans les sports? Si tel est le cas, s'agit-il d'un facteur significatif pour le gouvernement du Québec?

D'ailleurs, notre bilan historiographique nous pousse à croire que l'étude des rapports sociaux de sexe dans les milieux sportifs, particulièrement dans le contexte québécois, demeure marginale. Les synthèses sur l'histoire du Québec et du Canada n'accordent généralement qu'un faible espace aux enjeux liés à la pratique sportive et encore moins, à celle des athlètes féminines. Pourtant, comme l'affirme l'historien Gilles Janson, les sports revêtent une importance particulière pour réfléchir à la construction des identités collectives, notamment à travers les « rapports de pouvoir » qui les composent<sup>93</sup>. De plus, l'histoire des sports québécois ne semble pas avoir retenu une grande attention de la part des chercheur-se-s en études féministes. Pourtant, de nombreux enjeux, liés par exemple aux inégalités dans la participation, à la réappropriation des corps, aux stéréotypes sexuels et aux discours véhiculés, peuvent être soulevés dans une perspective féministe en abordant la pratique sportive. Considérant l'absence relative de recherches mettant en lien l'histoire des femmes et celle des sports, au Québec, pour la période suivant la Deuxième Guerre mondiale, il semble tout à fait justifié de procéder à un tel exercice dans le cadre de ce mémoire.

---

<sup>93</sup> Gilles Janson, *op. cit.*, pp. 9 à 12.

À ce sujet, l'historiographie confirme la pertinence historique et scientifique d'associer à la fois les enjeux liés aux rapports sociaux de sexe et les réflexions politiques développées par le gouvernement provincial, de 1979 à 2013. Kino-Québec<sup>94</sup>, dans une récente publication sur la pratique physique des jeunes filles, soutient que les lois gouvernementales peuvent avoir une influence profonde « sur la pratique de l'activité physique, quels que soient le sexe et le groupe d'âge ciblé »<sup>95</sup>. Avant tout, il apparaît nécessaire, à cet égard, de valider si les politiques du gouvernement tiennent en effet compte de l'influence de la catégorie de sexe. Notre mémoire s'intéresse aux préoccupations face aux inégalités entre les femmes et les hommes dans les politiques sportives du gouvernement du Québec. Une telle démonstration aborde les arguments mis de l'avant dans les projets politiques provinciaux afin de répondre aux iniquités résultant de la catégorie de sexe sur les plans de la participation, de l'organisation et de la gestion des sports. À cet égard, il est pertinent de comprendre l'évolution des orientations politiques gouvernementales et de s'interroger sur les éléments de similitude ou de contradiction qui composent leur conception de l'égalité. En ce sens, est-ce que les enjeux entourant l'égalité de sexe sont des thèmes récurrents dans les réflexions politiques gouvernementales? Est-ce que la conception de l'égalité est influencée par les courants idéologiques dominants? Est-ce que le gouvernement, en tant que nouvel acteur de premier plan, tient des arguments similaires à ceux soulevés par Élise Detellier et exprimés par les médecins, entraîneurs et autorités religieuses avant 1961<sup>96</sup>, dans ses politiques?

Pour approfondir cette réflexion, il se révèle également pertinent de voir si les rapports sociaux entre les femmes et les hommes dans les sports préoccupent des

---

<sup>94</sup> Kino-Québec est un programme lancé en 1978 par le gouvernement du Québec dont la mission « consiste à promouvoir un mode de vie physiquement actif pour contribuer au mieux-être de la population québécoise ». Kino-Québec, « Qui sommes-nous? », Gouvernement du Québec, <<http://www.kino-quebec.qc.ca/qui.asp>> (4 février 2014).

<sup>95</sup> Kino-Québec, *Les filles c'est pas pareil! Rapport sur la problématique des jeunes filles et la pratique de l'activité physique*, Secrétariat au loisir et au sport, Québec, [s.d.], p. 2.

<sup>96</sup> Élise Detellier, *op. cit.*, p. 327.

organismes issus de la société civile. Au Québec, Égale Action est devenue, en 2002, le premier véritable organisme exclusivement dédié à cette cause<sup>97</sup>. Il est donc intéressant de comparer les réflexions entourant l'égalité entre les sexes au sein des politiques du gouvernement du Québec à celles proposées par les organismes qui s'y intéressent particulièrement. Cette démonstration a pour objectif de dévoiler un portrait plus complet des actions gouvernementales menées afin de réduire les inégalités entre les femmes et les hommes dans la participation et l'organisation des sports, au Québec. Malheureusement, bien que Susan Cahn et Margaret Ann Hall en discutent brièvement<sup>98</sup>, notre corpus d'études s'attarde peu aux revendications provenant des groupes féminins et féministes concernant les rapports sociaux de sexe dans les sports. Au Québec, est-ce que des groupes féminins et féministes ont réclamé des changements pour réduire les inégalités de sexe dans l'organisation des sports? Notre démarche permet aussi d'évaluer la position du gouvernement du Québec en regard des objectifs qu'il s'est fixé quant à son intervention politique dans les sports.

Le présent mémoire soutient que le nouveau rôle des institutions étatiques dans les sports à partir des années 1960, qui s'exprime notamment par des politiques de développement et qui est influencé par des perspectives idéologiques dominantes, amène le gouvernement du Québec à se préoccuper particulièrement de l'égalité entre les femmes et les hommes. Conséquemment, il est pertinent d'analyser l'évolution de ces politiques, de 1979 à 2013, au Québec.

---

<sup>97</sup> Égale Action fait l'objet d'une présentation un peu plus loin dans ce chapitre.

<sup>98</sup> Susan Cahn, *op. cit.*, p. 246; Margaret Ann Hall, *op. cit.*, p. 183.

### 1.3 Sources, méthodologie et cadre conceptuel

#### 1.3.1 Sources

Dans le cadre de notre recherche, le corpus de sources se divise en deux types de documents distincts. Afin d'aborder les réflexions politiques étatiques, il importe d'analyser les politiques du gouvernement du Québec en matière de sport, de 1979 à 2013. Des rapports produits par le gouvernement provincial, avant la première politique officielle, font également l'objet d'une attention dans notre mémoire. Pour affiner notre étude, nous utilisons des politiques officielles, des mémoires et des déclarations publiés par des organismes publics ou issus de la société civile interpellés par la situation des femmes dans les sports pour la période de 1990 à 2013.

##### 1.3.1.1 Les politiques officielles du gouvernement du Québec

De 1979 à 2013, le gouvernement du Québec a publié quatre politiques officielles ainsi qu'un document de réflexion (livre vert de 2013) qui mènera à un cinquième cadre politique, prévu pour 2014<sup>99</sup>. Ces textes rassemblent les objectifs provinciaux en matière de développement sportif. Dans le cadre de notre mémoire, une analyse du contenu de ces politiques nous permet de découvrir les aspects de l'organisation sportive qui reçoivent une attention particulière de la part des institutions publiques québécoises au courant de cette période.

---

<sup>99</sup> Puisqu'il s'agit d'un élément essentiel à la compréhension de ce mémoire, il faut savoir distinguer un livre vert d'un livre blanc. Le livre vert est un document préparatoire qui rassemble les éléments dont il sera question dans une consultation publique subséquente. Dans l'histoire des sports, au Québec, un premier livre vert a été publié en 1977 et un second en 2013. Pour ce qui est du livre blanc, il s'agit d'une politique officielle créée à la suite d'une consultation publique. En somme, le livre vert est un document préliminaire alors que le livre blanc est le produit final.



En 1977, alors ministre délégué au Haut-commissariat à la jeunesse, au loisir et au sport (HCJLS), Claude Charron met en place une première consultation publique au Québec qui a pour objectif de faire le point sur l'ensemble de la pratique sportive et de son organisation<sup>100</sup>. Tant les athlètes que les associations de loisirs et de sports ont été sollicités pour dresser un portrait cohérent de la situation. Deux ans plus tard, suite aux conclusions de cette consultation, *On a un monde à recréer, Livre Blanc sur le loisir au Québec* devient la première politique officielle en matière de sports et loisirs de l'histoire de la province<sup>101</sup>. En 1984, le ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche récidive avec une seconde politique québécoise en matière de sports, cette fois axée principalement sur le développement de l'excellence sportive<sup>102</sup>. Deux autres politiques concernant les sports et les loisirs sont successivement publiées par le gouvernement du Québec en 1987 et 1997<sup>103</sup>. Ces deux textes procèdent à des mises à jour des orientations politiques gouvernementales en matière d'organisation et de développement de la pratique sportive au Québec. L'actualisation des connaissances permet notamment de reconsidérer les enjeux et les objectifs provinciaux, toujours en lien avec la philosophie sportive du gouvernement. Il est à noter que la plus récente politique, celle de 1997, a néanmoins été le fruit d'une vaste campagne de sollicitation auprès des organismes dédiés à la cause du sport au Québec. Plus de 700 mémoires et de nombreux témoignages dans chacune

---

<sup>100</sup> Claude Charron, *Prendre notre temps. Livre Vert sur le loisir au Québec*, Haut-commissariat à la jeunesse, aux loisirs et aux sports, Gouvernement du Québec, 1977, 84 p.

<sup>101</sup> Claude Charron, *On a un monde à recréer, Livre Blanc sur le loisir au Québec*, Haut-commissariat à la jeunesse, aux loisirs et aux sports, service des communications, Gouvernement du Québec, 1979, 107 p.

<sup>102</sup> Ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche, *Le temps de l'excellence: Un défi québécois. La politique québécoise de développement de l'excellence sportive*, Gouvernement du Québec, 1984, 112 p.

<sup>103</sup> Ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche, *La politique du sport au Québec. L'harmonisation au bénéfice du pratiquant sportif: une nécessité*, Gouvernement du Québec, 1987, 49 p.; Ministère des Affaires municipales, responsable du Loisir, du Sport et du Plein air, *Pour un partenariat renouvelé. Cadre d'intervention gouvernementale en matière de loisir et de sport*, Gouvernement du Québec, 1997, 30 p.

des régions ont été amassés pour la construction d'un rapport préliminaire qui est ensuite devenu le socle du document d'orientation officiel de 1997<sup>104</sup>.

En 2013, le Parti Québécois occupant alors le siège du gouvernement du Québec, dépose un nouveau livre vert : *Livre vert. Le goût et le plaisir de bouger. Vers une politique nationale du sport, du loisir et de l'activité physique*. Ce document préliminaire propose un bilan sur la situation des sports et de la pratique physique au Québec ainsi que certaines pistes de réflexion à propos de problématiques précises, telles que la participation sportive chez les Autochtones. Bien que cette source soit plutôt contemporaine, elle s'inscrit tout de même dans la trame de nos recherches et complète notre perspective historique qui cherche à retracer en partie l'évolution des réflexions politiques étatiques en matière de sport. En effet, ce livre vert, sans être une politique officielle, demeure un outil révélateur des enjeux plus récents qui reçoivent une attention de la part des institutions gouvernementales en ce qui a trait aux sports.

Ces cinq textes politiques en matière de sport représentent des sources inestimables pour mieux comprendre l'intervention de l'État québécois dans ce domaine. Elles nous permettent d'analyser le contexte d'intervention de l'État, ses prises de position ainsi que ses réflexions concernant notamment les femmes dans les sports.

---

<sup>104</sup> Ministère des Affaires municipales, responsable du Loisir, du Sport et du Plein air, *Le développement du loisir, du sport et de l'activité physique : vers un partenariat renouvelé*, Gouvernement du Québec, 1995, 30 p.

### 1.3.1.2 Des rapports gouvernementaux sur la situation des sports au Québec

En plus des politiques gouvernementales en matière de sport, trois rapports qui font suite aux travaux de comités mis sur pied par des institutions gouvernementales sont présentés dans notre mémoire. Malgré que ces sources ne soient pas des éléments centraux de notre analyse, il s'avère essentiel de comprendre la portée de ces travaux réalisés durant la décennie 1960 pour mesurer leur impact sur l'intervention de l'État dans les sports, notamment au Québec. En effet, ces documents permettent de dégager les principales motivations et orientations qui vont guider la rédaction des futures politiques québécoises. Ils témoignent d'une réflexion significative concernant les responsabilités des gouvernements en lien avec la pratique sportive. Bien que ces sources précèdent la période de notre étude, elles se révèlent nécessaires à la contextualisation de l'intervention du gouvernement du Québec, vers la fin des années 1970.

D'abord, le comité d'étude sur les loisirs, l'éducation physique et les sports<sup>105</sup>, à la demande de Paul Gérin-Lajoie alors ministre de la Jeunesse, a produit, de 1962 à 1964, une étude globale de la situation de l'activité physique dans la province. Ce rapport, communément appelé le « Rapport Bélisle<sup>106</sup> », du nom de son président, propose une analyse ainsi que des recommandations qui guideront le ministre dans « l'établissement d'un programme cohérent d'activité en matière de loisirs, de sports et d'éducation physique<sup>107</sup> ». Les travaux de ce comité nous permettent, dans notre deuxième chapitre, de mieux comprendre le rôle du gouvernement du Québec dans les milieux des sports et des loisirs au début des années 1960. Le Rapport Bélisle

---

<sup>105</sup> Gouvernement du Québec, *Rapport du comité d'étude sur les loisirs, l'éducation physique et les sports*, 2e éd., Québec, Gouvernement du Québec, 1965, 145 p.

<sup>106</sup> René Bélisle est alors surintendant de la division de la récréation au Service des parcs de la ville de Montréal. *Ibid.*, p. I.

<sup>107</sup> *Ibid.*, p. I.

s'avère alors le fruit d'un travail original au Québec puisqu'il s'agit d'une des premières initiatives provinciales afin de documenter la situation de la pratique physique, son organisation et son développement.

Ensuite, en 1969, W. Harold Rea, Paul Wintle DesRuisseaux et Nancy Greene publient le *Rapport du comité d'étude sur les sports au Canada*<sup>108</sup>. Le comité « au moyen de discussions et consultations avec des représentants d'organismes privés et publics au Canada et à l'étranger » s'est intéressé à trois aspects principaux. Il a d'abord analysé les liens entre le sport professionnel et amateur, notamment l'influence du premier sur le deuxième, et le rôle du gouvernement fédéral dans le développement des sports. Enfin, ce rapport propose des « modes d'actions par lesquels le gouvernement fédéral pourrait améliorer la participation sportive canadienne, au pays et à l'étranger, tant au point de vue quantitatif que qualitatif <sup>109</sup> ». Cette source nous permet donc, dans le deuxième chapitre, d'expliquer les préoccupations envers le développement des sports pour le gouvernement du Canada, durant les années 1960.

En 1970, Gilles Houde publie un vaste rapport, sous la direction des institutions politiques, concernant la situation de l'activité physique, des sports et des loisirs au Québec<sup>110</sup>. L'auteur précise que la rédaction d'un tel rapport s'explique par

---

<sup>108</sup> Gouvernement du Canada, *Rapport du comité d'étude sur les sports au Canada*, Ottawa, L'Imprimeur de la Reine, 1969, 117 p.

<sup>109</sup> *Ibid.*, [s. p.]

<sup>110</sup> Gilles Houde, *La situation de l'éducation physique des sports et des loisirs, 1960 à 1970*, vol. 1, Tome 1, Québec, Assemblée nationale, 1970, pp. 1 à 225. Gilles Houde, *Constat de la situation au plan gouvernemental. Évaluation des urgences. Considérations. Recommandations générales*, vol. 1, Tome 2, Québec, Assemblée nationale, 1970, pp. 226 à 427. À noter que Gilles Houde est professeur en éducation physique à l'Université de Montréal, puis député libéral dans la circonscription de Fabre de 1966 à 1976. Au cours de sa vie politique, il est nommé adjoint parlementaire du ministre de l'Éducation en 1970 et responsable du HCJLS de 1970 à 1972. Services des archives, « Gilles Houde », *Université du Québec à Montréal*, <[http://www.archives.uqam.ca/pages/archives\\_privée/s/genere\\_rdaq.asp?varcote=73P](http://www.archives.uqam.ca/pages/archives_privée/s/genere_rdaq.asp?varcote=73P)> (4 octobre 2013).



le fait que « l'intervention de l'État dans le domaine du loisir REVET UN CARACTERE D'URGENCE [sic] <sup>111</sup> ». Houde indique que cette consultation fait suite à la pression populaire des milieux du loisir et vise également à corriger les problèmes de santé de la population québécoise. Plus encore, elle s'inspire d'une tendance à l'interventionnisme étatique, notamment en U.R.S.S. et en France <sup>112</sup>. Ses travaux, publiés en deux tomes, marquent le début des réflexions concrètes en matière de développement des sports et de la fonction que l'État doit y occuper. L'objectif est de « faire le point sur la ressource-loisir au Québec » et de produire un cadre de référence afin d'orienter les futures orientations gouvernementales, notamment dans un éventuel projet de livre blanc <sup>113</sup>. Ce rapport s'intéresse autant à l'organisation des associations sportives qu'à l'aspect philosophique de l'intervention gouvernementale dans les milieux sportifs. Il procède également à un inventaire non exhaustif de l'organisation des sports et loisirs ailleurs dans le monde et conceptualise la « ressource-loisir » et son accessibilité <sup>114</sup>. Ce document témoigne des réflexions entourant l'organisation des sports et surtout, du rôle que peuvent y occuper les institutions gouvernementales, notamment pour favoriser l'accès à l'activité physique pour les Québécois-es.

#### 1.3.1.3 Des organismes concernés par la situation des femmes dans les sports

Pour appuyer nos recherches, nous nous sommes également intéressé aux organismes interpellés par les enjeux résultant de la catégorie de sexe dans l'organisation et la pratique sportive. Nous avons donc sélectionné des mémoires, politiques et déclarations témoignant de réflexions politiques à propos de ces questions. Les textes utilisés proviennent d'organismes qui se préoccupent, dans une

---

<sup>111</sup> *Ibid.*, tome 2, p. 229.

<sup>112</sup> *Ibid.*, p. 227.

<sup>113</sup> *Ibid.*, introduction.

<sup>114</sup> *Ibid.*, p. 45.

perspective féministe, de la place des femmes dans le développement des sports. Surtout, ces sources ont été souvent reprises par les organismes québécois ou ont eu un rôle significatif auprès de ces derniers<sup>115</sup>. Conséquemment, les documents suivants ont été retenus : la Déclaration de Brighton sur les femmes et le sport<sup>116</sup> de l'International Working Group on Women and Sport (IWG), la Politique concernant le sport pour les femmes et les filles<sup>117</sup> de Sport Canada et la *Consultation nationale vers une politique sur l'activité physique, le loisir et le sport au Québec*<sup>118</sup> d'Égale Action.

### *Déclaration de Brighton*

Du 5 au 8 mai 1994, le British Sport Council organise, avec l'appui du Comité International Olympique (CIO), la première Conférence internationale sur les femmes et le sport. À la suite des travaux réalisés par les participant-e-s à cette conférence, l'IWG est créé et la *Déclaration de Brighton sur les femmes et le sport* devient rapidement un document de référence mondiale dans les milieux sportifs. Bien qu'aucune organisation québécoise ne soit signataire de *La Déclaration de Brighton*, plusieurs organismes canadiens ont participé à ces travaux internationaux. Par exemple, Sport Canada, les provinces de l'Ontario, de l'Alberta et de la Colombie-Britannique, Héritage Canada, Ringuette Canada ou encore l'Association canadienne pour l'avancement des femmes du sport et de l'activité physique (ACAFS) font partie

---

<sup>115</sup> Par exemple, aucun document de l'Association canadienne pour l'avancement des femmes, du sport et de l'activité physique n'a été retenu puisqu'il s'agit d'une organisation qui consacre son action principalement à l'échelle canadienne.

<sup>116</sup> International Working Group on Women and Sport, *La Déclaration de Brighton sur les femmes et le sport*, Brighton (Royaume-Uni), 1994, 5 p., [[http://www.iwggiti.org/@Bin/35715/Brighton\\_Declaration\\_f.pdf](http://www.iwggiti.org/@Bin/35715/Brighton_Declaration_f.pdf)].

<sup>117</sup> Sport Canada, *Politique concernant le sport pour les femmes et les filles*, Patrimoine Canada, Gouvernement du Canada, 2009, 17 p.

<sup>118</sup> Égale Action, *Mémoire présenté par ÉGALE ACTION dans le cadre de la Consultation nationale vers une politique sur l'activité physique, le loisir et le sport au Québec*, Montréal, 2013, 20 p.

des 408 organismes nationaux, régionaux ou internationaux ayant ratifié ce texte<sup>119</sup>. Plus encore, le gouvernement du Canada et l'ACAFS ont joué des rôles prépondérants dans ce groupe, notamment au secrétariat et à la présidence, durant de nombreuses années<sup>120</sup>. L'implication du Canada culmine en 2002 lorsque le Québec accueille la troisième Conférence internationale sur les femmes et le sport qui s'est tenue à Montréal. C'est d'ailleurs en marge des préparatifs pour cette troisième édition qu'est officiellement créée Égale Action, une organisation qui s'est donnée le mandat de favoriser une pratique équitable des filles et des femmes dans les sports<sup>121</sup>. Au Québec, la *Déclaration de Brighton sur les femmes et le sport* joue un rôle de référence important. Par exemple, Égale Action et *Kino-Québec* utilisent ce document pour interpellier le gouvernement et les différentes associations sportives afin de favoriser l'activité physique chez les femmes<sup>122</sup>. Ainsi, les travaux de l'IWG méritent qu'on s'y attarde compte tenu de l'importance, sur le plan de l'organisation et du développement des sports, de la *Déclaration de Brighton*. Surtout, le rôle qu'a joué cette conférence à Montréal, notamment en ce qui concerne la fondation d'Égale Action, nous encourage à tenir compte de ce document, malgré sa dimension internationale. La volonté d'accueillir cet événement permet de croire que l'organisme obtient un écho certain dans la province québécoise.

---

<sup>119</sup> International Working Group on Women and Sport, *Signatories of the Brighton Declaration on Women and Sport*, 2013, 15 p., <<http://www.iwg-gti.org/iwg/brighton-declaration-on-women-an/>> (15 janvier 2014).

<sup>120</sup> Sport Canada, *op. cit.*, 2009, p. 11.

<sup>121</sup> Égale Action, *Qui sommes-nous?*, Égale Action, Montréal, <[http://www.egaleaction.com/index\\_quisommes.htm](http://www.egaleaction.com/index_quisommes.htm)> (25 janvier 2014).

<sup>122</sup> Par exemple: Kino-Québec, *L'activité physique et sportive des adolescentes: bilan, perspectives et pistes d'action*, Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport du Québec, 2013, 48 p. [[http://www.mels.gouv.qc.ca/fileadmin/site\\_web/documents/publications/SLS/Sport\\_activite\\_physique/BrochAdoP.pdf](http://www.mels.gouv.qc.ca/fileadmin/site_web/documents/publications/SLS/Sport_activite_physique/BrochAdoP.pdf)]. Égale Action, *Prise de positions*, *op. cit.*, <[http://www.egaleaction.com/index\\_position.htm](http://www.egaleaction.com/index_position.htm)> (4 février 2014).

### *Politique de Sport Canada*

En 1986, Sport Canada, qui relève du ministère du Patrimoine Canadien et qui a pour mission de créer des programmes permettant d'accorder un soutien financier à diverses associations et organisations des milieux sportifs canadiens afin d'« aider la population à faire du sport et à y exceller<sup>123</sup> », publie une première *Politique des femmes dans les sports*<sup>124</sup>. Bien que ce document soit significatif dans l'histoire de la promotion du sport féminin au pays, nous avons choisi de nous concentrer sur la nouvelle politique de 2009, compte tenu qu'en 1986, le gouvernement du Québec proposait déjà des réflexions approfondies sur l'égalité dans la pratique sportive. En effet, en 2009, Sport Canada procède à une importante mise à jour et publie sa *Politique concernant le sport pour les femmes et les filles (2009)*<sup>125</sup>. Cette nouvelle politique s'inscrit dans un contexte où Sport Canada réaffirme la nécessité d'une intervention dans l'organisation des sports. Au Québec, les conséquences de la mise en place de la *Politique canadienne concernant le sport pour les femmes et les filles (2009)* sont bien réelles, notamment pour les fédérations sportives. En effet, Sport Canada joue un rôle important de soutien financier auprès des associations sportives dans la province. Une telle politique s'accompagne d'un programme contraignant qui spécifie notamment que les « organismes financés doivent énoncer leur engagement envers les femmes dans le sport pour être admissibles à du financement<sup>126</sup> ». De ce fait, ce cadre politique contraint les diverses associations à se doter d'un plan d'action

---

<sup>123</sup> Patrimoine Canadien, *Sport Canada*, Gouvernement du Canada, 2014, <<http://www.pch.gc.ca/fra/1266246552427>> (17 janvier 2014). À noter que le financement accordé par Sport Canada provient exclusivement du gouvernement du Canada.

<sup>124</sup> Gouvernement du Canada, *Politique de Sport Canada sur les femmes dans le sport*, Condition physique et Sport amateur, Gouvernement du Canada, 1986, 29 p.

<sup>125</sup> À noter que pour la première fois, une référence à l'âge est indiquée dans le titre d'une politique officielle en matière de sport. Bien qu'il est question des liens entre l'âge, la participation sportive et l'accès aux sports dans le Livre blanc de 1979 et dans la Politique de Sport Canada et des femmes dans le sport de 1986, ce facteur occupe une place centrale dans les analyses surtout à partir des années 1990.

<sup>126</sup> *Ibid.*, p. 9.



particulier sur les enjeux liés à la catégorie de sexe. Au-delà des implications financières directes pour les fédérations, cette politique structure le sport de haut niveau ainsi que le soutien aux athlètes représentant le Canada sur le plan international. Conséquemment, Sport Canada réitère sa volonté de voir les fédérations et les associations sportives québécoises, comme celles du reste du pays, réfléchir à la situation des femmes dans leur rang, aux inégalités qui perdurent dans le monde du sport et plus concrètement, à proposer des actions sur ces enjeux.

### *Mémoire d'Égale Action*

En 2000, Sylvie Béliveau, qui travaille pour l'Association canadienne de soccer, entame les premières démarches afin de créer un organisme dédié à « la problématique qu'elle percevait et vivait en tant que femme dans son milieu sportif<sup>127</sup> ». L'année suivante, l'Association québécoise pour l'avancement des femmes dans les sports et l'activité physique (AQAFSAP) est officiellement créée pour finalement devenir Égale Action en 2002. À ce moment, plusieurs femmes impliquées comme athlètes ou auprès de certaines associations sportives ressentent le besoin de se regrouper pour transformer les milieux sportifs, considérés comme trop réfractaires à leur présence<sup>128</sup>. La mission d'Égale Action est donc :

[d]'assurer un leadership provincial, de valoriser, d'éduquer, de promouvoir, de soutenir les leaders et de mobiliser les partenaires pour favoriser la participation équitable et les expériences positives des filles et des femmes en sport et en activité physique<sup>129</sup>.

---

<sup>127</sup> Guylaine Demers, Lorraine Greaves, Sandra Kirby et Marion Lay, *op. cit.*, p. 150.

<sup>128</sup> Égale Action, *Historique*, *op. cit.*, <[http://www.egaleaction.com/index\\_historique.htm](http://www.egaleaction.com/index_historique.htm)> (15 janvier 2014).

<sup>129</sup> Égale Action, *Mission*, *op. cit.*, <[http://www.egaleaction.com/index\\_quisommes.htm](http://www.egaleaction.com/index_quisommes.htm)> (17 février 2014).

Pour réaliser son mandat, Égale Action propose entre autres des conférences, des ateliers ou des programmes de sensibilisation sous la forme de partenariats avec le Secrétariat aux loisirs et aux sports du Québec ou Sports-Québec. L'organisme se pose alors comme un lobby politique auprès des associations et des fédérations sportives, mais également auprès du gouvernement du Québec. En 2013, lorsque ce dernier met en branle un processus afin de doter la province d'une nouvelle politique québécoise en matière de loisirs et de sports, Égale Action y voit l'occasion toute indiquée pour inciter au renouvellement de l'implication des autorités politiques dans la lutte contre les inégalités entre les sexes dans les divers milieux sportifs québécois.

Ces dernières sources permettront, dans notre troisième chapitre, de mettre en perspective les réflexions politiques du gouvernement du Québec à propos de la situation des femmes dans les sports au Québec. Ces éléments de comparaison vont certainement contribuer à mesurer la place qu'occupe la catégorie de sexe dans les analyses sportives et politiques des autorités provinciales, de 1989 à 2013.

### 1.3.2 Cadre conceptuel

Maintenant, afin de comprendre la complexité de notre analyse, voici quelques concepts centraux à délimiter. Les sports et les rapports sociaux de sexe, notamment, doivent être définis avant d'entreprendre la lecture de notre étude.

Il importe d'apporter certaines précisions d'ordre définitionnel sur notre objet d'étude principal : le sport. Dans le cadre de ce mémoire, il faut distinguer les éléments qui réfèrent aux sports et procéder à une justification de l'utilisation de ce concept et de ses liens avec les loisirs et l'activité physique. En effet, les chercheurs et chercheuses ne s'entendent pas toujours sur la portée du concept et surtout, cet exercice permet d'éviter certaines mésinterprétations face à l'amalgame de concepts

tels que « sport » et « loisir ». Donald Guay affirme dans un ouvrage où il aborde les origines du sport au Québec que la notion de sport en tant que telle renvoie à une « activité physique compétitive et amusante pratiquée en vue d'un enjeu selon des règles écrites et un esprit particulier, l'esprit sportif<sup>130</sup> ». Malheureusement, comme le font remarquer les historiennes Gertrud Pfister et Margaret Ann Hall, le concept de sport compétitif a longtemps uniquement référé à des activités pratiquées par des hommes, de manière à évacuer, volontairement ou non, celles favorisées par les femmes<sup>131</sup>. Élise Detellier écrit que:

[p]our rendre compte de la participation sportive des femmes, il est donc nécessaire [...] d'élargir la définition des sports organisés qui serait plutôt masculine pour inclure les pratiques davantage associées aux femmes<sup>132</sup>.

Cette conceptualisation ouvre ainsi la voie aux activités compétitives, récréatives, amateurs, professionnelles, féminines, masculines, mixtes, organisées ou non. Le point névralgique de cette définition demeure essentiellement l'activité physique. En ce sens, il s'agit d'une action qui implique le corps en mouvement et ayant différents objectifs, éducatifs, compétitifs, liés à la santé physique ou simplement ludique. Enfin, peut être considéré comme un sport, toute activité qui s'effectue selon des règles socialement homogènes.

Considérant le fait que ce mémoire s'intéresse également à la place des sports dans les institutions étatiques et que celles-ci les définissent selon leurs propres dessins, il est nécessaire de tracer une distinction conceptuelle entre les sports et les loisirs. En effet, d'un point de vue historique, l'utilisation des termes « loisir » et « sport » parfois s'entremêle et d'autres fois s'entrechoque. Puisque le « loisir » est

---

<sup>130</sup> Donald Guay, *op. cit.*, p. 24.

<sup>131</sup> Gertrud Pfister, *op. cit.*, p. 220; Margaret Ann Hall, *op. cit.*, p. 176.

<sup>132</sup> Élise Detellier, *op. cit.*, p. 7. Par exemple, la marche n'était pas considérée comme un sport selon la définition proposée par Donald Guay.

une catégorie plutôt vaste et sans contenu précis, son emploi est soumis à des interprétations particulières<sup>133</sup>. Par exemple, dans les sources utilisées, la première politique québécoise *On a un monde à recréer. Livre blanc sur le loisir au Québec* utilise davantage le concept de « loisir » qui renferme alors celui de « sport ». Dans les politiques suivantes, il est principalement question de « sport » alors que ce concept réfère à une sous-catégorie de « loisir » ou même à une catégorie indépendante, connexe au « loisir ». Dans le cadre de ce mémoire, l'utilisation du terme « loisir » ou « sport » réfère spécifiquement au « loisir sportif ».

Ensuite, puisque notre approche sollicite les théories féministes, il nous semble pertinent de définir le concept de rapports sociaux de sexe et d'en expliciter l'utilisation dont il fait l'objet dans ce mémoire. Joan W. Scott relevait déjà, en 1987, l'importance, en histoire, de s'intéresser aux rapports de genre pour montrer leurs interrelations et leurs constructions<sup>134</sup>. Pour elle, la définition d'un cadre théorique lié au genre est nécessaire pour traiter

« le masculin et le féminin comme étant problématique plutôt que connus, comme quelque chose qui est défini et sans cesse construit dans un contexte concret [et] nous devons alors demander non seulement quel est l'enjeu des proclamations ou des débats qui invoquent le genre pour expliquer ou justifier leurs positions, mais aussi comment des perceptions implicites du genre sont invoquées ou réactivées <sup>135</sup>».

Selon cette définition on peut raisonnablement avancer que si le monde du sport est organisé et structuré par des rapports sociaux de sexe, le discours sur le sport et sur le sportif-ve-s est aussi un discours qui contribue à construire le genre. Le genre, qui se distingue généralement en deux catégories non immuables, le masculin et le

---

<sup>133</sup> Michel Bellefleur, *op. cit.*, 1997, p. 11.

<sup>134</sup> Joan W. Scott, « Gender : A Useful Category of Historical Analysis », *The American Historical Review*, vol. 91, no 5 (décembre 1986), pp. 1053-1075.

<sup>135</sup> *Ibid.*, p. 143.



féminin, s'appuie sur des discours et des pratiques construits socialement. Parmi les éléments qui composent le genre, le sexe est un des marqueurs utilisé pour modeler la distinction entre les deux catégories sociales principales. Puisque les sources qui composent notre étude s'intéressent particulièrement au sexe et à sa catégorie, nous préférons, dans ce mémoire, employer le concept de « rapports sociaux de sexe » afin de limiter la confusion, bien que l'utilisation du concept de genre nous apparait mieux adaptée. Danièle Kergoat, théoricienne féministe, explique que les rapports sociaux de sexe réfèrent à des relations entre des groupes, bicatégorisés par le sexe des individus<sup>136</sup>. Surtout, elle précise que ces groupes sont issus de construits sociaux « et ne relèvent pas d'une causalité biologique », en plus d'entretenir des rapports hiérarchiques de domination<sup>137</sup>.

Par ailleurs, il nous apparait nécessaire de justifier, d'entrée de jeu, notre découpage temporel. Pourquoi avons-nous choisi l'année 1989 pour marquer le début du troisième chapitre de ce mémoire? A priori, il faut comprendre qu'un des objectifs de ce travail est de mettre en lumière les transformations qui s'opèrent, notamment sur le plan gouvernemental, concernant l'espace occupé par les catégories de sexe vers le début des années 1990. Puisqu'aucune politique n'est réalisée entre 1987 et 1997, et compte tenu que nous souhaitons tenir compte de la Déclaration de Brighton publiée en 1995, nous avons choisi une année marquante à cet espace-temps. Au Québec, en 1989, l'affaire Chantal Daigle et l'attentat de l'École Polytechnique témoignent de la présence d'un mouvement antiféministe depuis le début des années 1980<sup>138</sup>. Sur le plan international, la chute du Mur de Berlin marque la fin de l'U.R.S.S ainsi qu'une domination du libéralisme occidental. Ces événements hautement symboliques contribuent d'une part à l'émergence d'un courant

---

<sup>136</sup> Hélène Hirata, François Laborie, Hélène Le Doaré et Danièle Senotier, *Dictionnaire critique du féminisme*, 2<sup>e</sup> édition, Paris, Presses Universitaires de France, 2000, p. 140.

<sup>137</sup> *Ibid.*

<sup>138</sup> Mélissa Blais et Francis Dupuis-Déri, dir., *Le mouvement masculiniste au Québec. L'antiféminisme démasqué*, Montréal, Éditions du remue-ménage, 2008, p. 16.

antiféministe qui remet en question l'égalité entre les sexes et d'autre part, à la domination d'une idéologie néolibérale en Occident. Au cours de ce mémoire, nous reviendrons sur ces contextes particuliers, notamment afin de permettre un ancrage historique de l'évolution de l'intervention gouvernementale en matière de sports et loisirs.

Maintenant que les balises de notre recherche ont été posées, le prochain chapitre s'attarde aux premières interventions politiques du gouvernement du Québec en matière de développement sportif. Plus particulièrement, il est question de la place des enjeux concernant l'égalité entre les sexes dans les sports au sein de ces réflexions politiques, de 1979 à 1987.

## CHAPITRE II

### MISE EN JEU : LES INÉGALITÉS ENTRE LES SEXES ET LES POLITIQUES SPORTIVES QUÉBÉCOISES DE 1979 À 1987

Ce deuxième chapitre s'intéresse particulièrement aux réflexions sur les rapports sociaux de sexe dans les politiques gouvernementales du Québec sur les sports de 1979 à 1987. Nous souhaitons mettre en lumière l'intérêt, pour les autorités provinciales, entourant une intervention étatique afin de réduire les inégalités, notamment de sexe, devant l'accès et la participation aux sports à cette époque. La première partie de ce chapitre fait état du contexte sociopolitique des années 1960 alors que cette période marque les débuts d'une intervention des institutions politiques sur le plan de la pratique physique au Québec. Cette présentation rend compte des motivations qui incitent les gouvernements du Canada et du Québec à intervenir dans le développement des activités sportives. Ensuite, il importe d'aborder la notion de « droit au loisir » puisqu'elle se révèle être la pierre angulaire de ces actions politiques sur la fonction sociale des loisirs et des sports à partir des années 1960.

La seconde partie de ce chapitre présente les trois politiques officielles développées par le gouvernement provincial de 1979 à 1987. Cette démonstration permet de comprendre les objectifs sous-jacents à la publication de ces cadres d'intervention. En parallèle, cette section montre l'intérêt particulier du gouvernement concernant les inégalités dans la pratique sportive et de manière plus spécifique, celles qui se rapportent à la catégorie de sexe. Cette démarche s'inscrit dans une volonté de mieux comprendre les arguments, les stratégies et les actions politiques

proposées par les autorités gouvernementales pour corriger les déséquilibres d'accès et de participation des femmes aux sports de 1979 à 1987<sup>1</sup>.

La dernière partie de ce chapitre s'intéresse à l'attention portée aux enjeux liés à la catégorie de sexe dans les politiques provinciales en matière de sport. Cette analyse montre comment les arguments et les solutions proposées par les institutions politiques provinciales, à propos des inégalités résultant de la catégorie de sexe dans les sports, se révèlent être le fruit d'une influence idéologique à la fois libérale et féministe.

## 2.1. Le « droit » au loisir

Dans un premier temps, il apparaît nécessaire de procéder à l'étude des transformations résultant de l'intervention étatique dans le monde du sport canadien et québécois à partir des années 1960. Cet exercice permet de bien cerner les enjeux liés à l'évolution des sports, en général, et de l'intervention du gouvernement, en particulier, pour cette période. Il s'agit notamment de comprendre les motivations des institutions gouvernementales, particulièrement au Québec, à consacrer des efforts accrus à l'organisation des sports. Après avoir abordé ces premières formes d'intervention politique, cette partie s'intéresse plus particulièrement aux revendications des femmes, notamment durant les années 1970, concernant le sport et la pratique de l'activité physique dans la province.

---

<sup>1</sup> Conseil du Statut de la femme, *Pour les Québécoises: égalité et indépendance*, Gouvernement du Québec, 1978, p. 280; Robert Gagnon, *L'état de l'activité physique et de la condition physique au Québec*, Ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche, Gouvernement du Québec, 1984, p. 3; Suzanne Lareau, « Le sport et les femmes: une réflexion à peine amorcée », *Cahier de presse Sport pour tous*, Regroupement des organismes nationaux de loisir du Québec, 1981, p. 6.



### 2.1.1 L'intervention de l'État

Avant les années 1960, au Canada et au Québec, l'État assume une responsabilité importante quant au financement des associations de loisirs et de sports ainsi qu'auprès des municipalités<sup>2</sup>. Malgré cela, ce n'est qu'au lendemain de la Seconde Guerre mondiale que voient le jour les premières initiatives menant à des réflexions politiques gouvernementales sur le rôle social des sports. Auparavant, c'est principalement à l'échelle locale, privée ou municipale que s'opèrent la gestion et l'organisation sportives. D'ailleurs, en 1965, un rapport du Comité d'étude sur les loisirs au Québec (Rapport Bélisle) montre que la majorité des villes québécoises attribue une part de leur budget aux sports, que ce soit pour la construction d'infrastructures ou l'élaboration de programmes de subventions à des organismes privés qui œuvrent dans les milieux sportifs<sup>3</sup>. À partir des années 1960, les changements politiques qui s'opèrent vont alors favoriser l'intervention des autorités gouvernementales québécoises.

Dès le début de la seconde moitié du XXe siècle, compte tenu des apports bénéfiques que procure la pratique sportive, les institutions publiques vont dès lors lui attribuer un rôle social significatif. En effet, déjà un peu partout en Occident, l'activité physique est considérée comme un facteur non négligeable lorsqu'il est question de santé publique<sup>4</sup>. Plus encore, les sports deviennent une forme d'éducation citoyenne ainsi qu'un outil nécessaire au développement des « sociétés dites avancées »<sup>5</sup>. D'ailleurs, l'Organisation des Nations Unies (ONU) reconnaît, dès 1948, un « droit au

---

<sup>2</sup> Michel Bellefleur, *L'Église et le loisir au Québec*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 1986, p. 65-66.

<sup>3</sup> Gouvernement du Québec, *op. cit.*, 1965, p. 22-23.

<sup>4</sup> *Ibid.*, p. 72.

<sup>5</sup> Michel Bellefleur, *L'évolution du loisir au Québec*, Québec Presses de l'Université du Québec, 1997, p. 90.

loisir », au même titre qu'à la santé et à l'éducation<sup>6</sup>. Ce « droit au loisir » place les citoyen-ne-s au cœur d'une conception globale des sports et loisirs. De cette façon, le gouvernement promeut un accès universel aux activités physiques lorsqu'il souhaite réduire l'influence de facteurs sociaux tels que le revenu ou le sexe<sup>7</sup>. Dès lors, il est reconnu à chaque individu, femme et homme, un droit à la pratique physique. Il est donc intéressant de voir les influences découlant de l'avènement d'une notion de « droit au loisir » et d'une tendance à l'intervention, en Occident, sur le rôle des gouvernements du Québec et du Canada dans l'organisation des sports.

Au fédéral, durant les années 1960 et 1970, divers programmes ou lois viennent transformer les rapports qu'entretiennent l'État et les sports. En 1961, le gouvernement propose une première loi ayant pour objectif de favoriser la pratique sportive chez les Canadien-ne-s<sup>8</sup>. Dix ans plus tard, le programme *Participation* voit le jour afin de sensibiliser la population aux effets bénéfiques de l'activité physique et du sport sur la santé et le bien-être. Entre-temps, le gouvernement du Canada consacre un budget spécifique pour le sport féminin à partir de 1964<sup>9</sup> et de nombreuses ententes entre les gouvernements provinciaux et celui du Canada mènent à l'octroi de subventions accrues dans le domaine des sports<sup>10</sup>. À la suite au Rapport du Comité d'étude sur les sports au Canada (Rapport Rea-DesRuisseaux) déposé en 1969, John Munro, alors ministre à la Santé nationale et au Bien-être social, publie un

---

<sup>6</sup> *Ibid.* C'est durant la séance du 10 décembre 1948 que l'Organisation des Nations Unies proclame la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme qui contient, entre autres, le droit à la vie, au travail, à la santé, à l'éducation et aux loisirs.

<sup>7</sup> Michel Bellefleur, *op. cit.*, 1997, p. 89.

<sup>8</sup> Loi sur la santé et le sport amateur (C-131), 1961. Cette loi mène à la création de Sport Canada, un organisme qui encourage le développement d'un sport de haut niveau et Récréation Canada qui s'adresse davantage à la pratique physique amateur. Jean Harvey et Lucie Thibault, *op. cit.*, p. 95.

<sup>9</sup> Margaret Ann Hall, *The Girl and the Game, A History of Women's Sport in Canada*, University of Toronto Press, Peterborough, 2002, p. 140.

<sup>10</sup> Jocelyn East et Donald Guay, *Chronologie du sport québécois*, Secrétariat au loisir et au sport, Gouvernement du Québec, 2003, 42 p. Ce document montre que le gouvernement fédéral du Canada octroie des subventions importantes dans le domaine des sports aux provinces du pays au moins en 1969, 1970 et 1971.

livre blanc intitulé « Une politique du sport au Canada ». Il s'agit là de la première politique sportive officielle du gouvernement du Canada qui marque le début d'une action étatique publique dans les loisirs et les sports au Canada.

Pour le Québec, les premières initiatives gouvernementales voient le jour à la suite de la publication de deux rapports d'envergure : le Rapport Bélisle (1964) puis celui de Gilles Houde (1970). Le premier annonce les conclusions d'un comité d'étude sur les loisirs, l'éducation physique et les sports et dresse un portrait général de la situation au Canada, des paliers municipaux jusqu'au fédéral. D'ailleurs, il fait remarquer qu'à ce moment, le Québec est une des seules provinces qui ne possède aucun service officiel directement affecté aux milieux des loisirs<sup>11</sup>. Par contre, le rapport montre bien que la province soutient déjà certaines initiatives sportives locales<sup>12</sup>. Il conclut toutefois qu'il est nécessaire de créer un ministère ou un organisme provincial entièrement consacré aux loisirs, à l'éducation physique et aux sports. Le Rapport Bélisle s'emploie d'ailleurs à construire les bases d'une telle organisation qui doit œuvrer à promouvoir l'activité physique et les loisirs, notamment à l'aide d'une politique officielle<sup>13</sup>. De ce rapport naît en 1965 le Bureau des sports et loisirs, sous la responsabilité du ministère de l'Éducation du Québec<sup>14</sup>. Trois ans plus tard, le ministre fonde le Haut-commissariat à la Jeunesse, aux Loisirs et aux Sports (HCJLS) qui devient en quelque sorte un prélude à l'éventuel ministère des Loisirs et des Sports. Le HCJLS dirige d'ailleurs l'organisation du premier Congrès sur le sport, en décembre 1968, qui mène à la création de la Confédération des Sports du Québec (CSQ)<sup>15</sup>. Quelques années plus tard, Gilles Houde, alors député libéral et adjoint parlementaire au ministre de l'Éducation du Québec, publie un

---

<sup>11</sup> Gouvernement du Québec, *op. cit.*, 1965, p. 14.

<sup>12</sup> *Ibid.*

<sup>13</sup> *Ibid.*, p. 72-73.

<sup>14</sup> Jocelyn East et Donald Guay, *op. cit.*, p. 21.

<sup>15</sup> *Ibid.*, p. 23. La Confédération des Sports du Québec est un organisme de représentation, partenaire officiel du ministère à la tête des sports et loisirs, auquel a succédé la Corporation Sport-Québec.

rapport sur l'état des loisirs, de l'éducation physique et des sports au Québec de 1960 à 1970. Ce bilan encourage de nouveau le gouvernement du Québec à produire une politique provinciale en matière de sport. Il s'agit encore là d'une volonté concrète de la part du HCJLS de voir l'État québécois prendre en charge les milieux de sports et loisirs. Pour Gilles Houde, cette intervention « revêt un caractère d'urgence<sup>16</sup> », notamment pour améliorer l'état de santé physique des Québécois-e-s, mais également pour l'affirmation d'un prestige national<sup>17</sup>. De plus, ce rapport consolide une philosophie d'intervention axée sur le caractère essentiel et universel des loisirs<sup>18</sup>.

Cette présente section met donc en lumière une conjoncture favorable aux premières actions gouvernementales au Québec alors que « [l']État mécène traditionnel va devenir en un temps relativement court l'État leader d'une partie du développement du loisir<sup>19</sup> ». Au cœur de ces transformations : la notion du « droit au loisir » qui encourage un interventionnisme étatique dans l'organisation et le développement des sports au Québec et au Canada. Le contexte sociopolitique marqué par la réduction de l'action des groupes religieux dans les loisirs et l'avènement de l'État-providence au Québec vient justifier et encourager le nouveau rôle des autorités publiques dans le développement des sports. Il est d'ailleurs possible de constater un consensus au cœur des dynamiques sociales et politiques des acteurs impliqués de près ou de loin dans ces transformations. Motivé par une philosophie qui met en relation les sports et la santé publique, l'éducation et la formation des citoyen-ne-s, l'État devient responsable du développement de la participation sportive dans la province. Il est alors dans son intérêt de favoriser une réduction des inégalités devant la pratique sportive.

---

<sup>16</sup> Gilles Houde, *Constat de la situation au plan gouvernemental. Évaluation des urgences. Considérations. Recommandations générales*, vol. 1, Tome 2, Québec, Assemblée nationale, 1970, p. 229.

<sup>17</sup> *Ibid.*, p. 226.

<sup>18</sup> *Ibid.*, Tome 1, p. 66.

<sup>19</sup> Michel Bellefleur, *op. cit.*, 1997, p. 106.



### 2.1.2 Le droit au loisir pour toutes

En poursuivant, étant donné que notre objet d'étude s'intéresse particulièrement aux rapports sociaux de sexe dans les sports, il apparaît pertinent de faire état de la place accordée à ces enjeux au Québec, à partir des années 1970. Surtout, il nous semble opportun d'illustrer pourquoi l'influence de la catégorie de sexe, notamment liée à la pratique physique, prend une ampleur considérable dans les réflexions sportives au Québec. Pour y arriver, voici des éléments issus des revendications des groupes féminins ou féministes concernant les rapports sociaux de sexe dans les sports, durant les années 1970, qui ont pu contribuer à ce que ces enjeux soient l'objet de plus sérieuses préoccupations politiques.

Il est reconnu qu'à partir des années 1970, au Québec, des actions et des revendications féministes se sont multipliées afin de dénoncer les inégalités entre les femmes et les hommes. De nombreuses problématiques, par exemple liées au statut légal, à l'avortement ou encore au mariage, ont été soulevées par les féministes et ce, autant chez les réformistes que les plus radicales. Plusieurs femmes vont choisir d'intégrer l'appareil étatique alors que se développent les premières institutions officielles ayant pour objectif de transformer les relations entre les femmes et les hommes. Par exemple, le Conseil du statut de la femme (CSF) voit le jour dès 1973 alors qu'en 1979, un poste de ministre délégué à la Condition féminine est créé. Dans ce contexte, il est intéressant de constater que certaines organisations féministes vont se mobiliser pour dénoncer spécifiquement les inégalités entre les femmes et les hommes dans les milieux sportifs au Québec.

Dès janvier 1976, le CSF publie un document sur les enjeux concernant les inégalités de sexe dans les sports au Québec<sup>20</sup>. Deux ans plus tard, il récidive dans un document de référence concernant les inégalités auxquelles font face une majorité de Québécoises : *Pour les Québécoises: Égalité et indépendance*. Une section de cet ouvrage concerne spécifiquement l'activité physique des femmes et insiste pour souligner la nécessité de mettre fin aux discriminations sexistes dans les sports<sup>21</sup>. Dans cette publication, le CSF encourage le HCJLS, et plus globalement le gouvernement du Québec, à intervenir afin de permettre une meilleure accessibilité aux sports et à ses infrastructures pour les femmes. En 1977-1978, le CSF est aussi impliqué dans le processus de consultation publique menant à la première politique sportive. Claude Charron et Lise Payette encouragent le CSF à contacter le HCJLS afin de participer activement à la réalisation de cette politique<sup>22</sup>. D'ailleurs, une succession d'échanges témoigne de la collaboration entre le CSF et le HCJLS, responsable de cette nouvelle politique<sup>23</sup>. À cet effet, en 1978, le comité « Les femmes et leurs corps » du CSF contacte le ministère afin de lui faire part de ses préoccupations concernant la présence des femmes dans les milieux sportifs<sup>24</sup>. En résumé, autant le ministère que le CSF considèrent que les enjeux à propos des inégalités de sexe dans les sports méritent que l'on s'y attarde dans cette première politique sportive. Fait à noter, le CSF précise qu'il n'a pas l'intention de participer aux consultations publiques puisque, selon lui, « plusieurs groupes et associations féministes se préparent à participer à la consultation<sup>25</sup> ». L'organisme concentre donc son action et sa mobilisation auprès des instances décisionnelles du HCJLS.

---

<sup>20</sup> Conseil du Statut de la femme, *Les femmes et le sport*, Gouvernement du Québec, 1976, 8 p.

<sup>21</sup> Conseil du Statut de la femme, *op. cit.*, 1978, p. 290.

<sup>22</sup> BANQ, Centre d'archives de Québec, *Correspondance entre le Cabinet du ministre délégué du Haut-commissariat à la Jeunesse au Loisir et au Sport et la présidente du Conseil du Statut de la femme du Québec*, Fonds Conseil Statut de la femme, Cote: E99, Contenant 1993-05-007/13.

<sup>23</sup> *Ibid.*

<sup>24</sup> *Ibid.*

<sup>25</sup> *Ibid.*

Cette dernière affirmation du CSF sur la mobilisation potentielle des associations féministes pousse à s'intéresser plus spécifiquement à l'action de ces groupes non gouvernementaux de l'époque qui ont pu contribuer, tout comme ce fut le cas pour le CSF vers la fin des années 1970, à mettre en lumière l'influence de la catégorie de sexe sur la présence des femmes dans les milieux sportifs. Peu d'information subsiste à savoir si des groupes féministes se sont attardés exclusivement à la situation des femmes dans les sports. Par contre, en 1981, Suzanne Lareau, qui travaille alors pour le Regroupement des organismes nationaux de loisir du Québec<sup>26</sup>, publie un texte sur les enjeux concernant le sport et les femmes. Elle critique notamment les groupes féministes majeurs qui, selon elle, « commencent à peine à s'intéresser à cette problématique<sup>27</sup> ». Elle mentionne tout de même la tenue d'un colloque organisé par l'Association féminine d'éducation et d'action sociale (AFEAS), qui n'a malheureusement « pas été très populaire »<sup>28</sup>. Pour Suzanne Lareau, les stéréotypes, les discours médiatiques et les mythes liés aux in/capacités des corps des femmes participent et re/produisent les inégalités de sexe dans les sports. Elle soutient que des changements sont nécessaires et que le mouvement féministe doit s'intéresser à ces préoccupations entourant la présence des femmes dans les sports. En observant les travaux de l'AFEAS, il est possible de relever qu'il s'agit d'une organisation s'étant attardée à ces enjeux à quelques reprises durant les années 1970. En plus du colloque de mai 1981, l'AFEAS aurait également participé aux audiences publiques ayant conduit à la rédaction de la politique de 1979. Ce groupe a notamment été inscrit à l'horaire de ces consultations dans la région de

---

<sup>26</sup> Le Regroupement des organismes nationaux de loisir du Québec a été créé en 1980 pour devenir, depuis 1982, le Regroupement Loisir et Sport du Québec. Il s'agit d'un organisme privé offrant des services aux associations et fédérations sportives provinciales. Il œuvre également en tant qu'organisme représentant ses membres auprès des institutions gouvernementales, desquels il obtient une partie de son financement.

<sup>27</sup> Suzanne Lareau, *op. cit.*, p. 2.

<sup>28</sup> Le colloque s'intitulait « La femme et le loisir » et a eu lieu en mai 1981. *Ibid.*



Montréal<sup>29</sup>. En cherchant des informations sur des groupes féminins ou féministes ayant aussi participé à ces consultations publiques, les archives du Service des Loisirs de la ville de Montréal révèlent quelques indices supplémentaires. En effet, deux groupes, soit le regroupement féminin de Concordia et le Club des femmes d'aujourd'hui de Laval, réclament que les nouvelles politiques tiennent compte des réalités des femmes afin de favoriser la pratique physique auprès d'elles<sup>30</sup>.

Toujours en 1981, à l'échelle fédérale, un premier groupe voit officiellement le jour pour interpeller les institutions gouvernementales et l'opinion publique face aux problématiques entourant la participation des femmes dans les sports : l'Association canadienne pour l'avancement des femmes, du sport et de l'activité physique (ACAFS). Quelques années plus tard, en 1986, suite aux efforts de l'ACAFS notamment, la première politique canadienne pour les femmes et le sport voit le jour<sup>31</sup>. À la lumière de ses informations, il est évident que la création de l'ACAFS et la publication d'une politique canadienne portant exclusivement sur les femmes et le sport tendent à montrer que cet enjeu a retenu une attention considérable depuis les années 1970, au pays.

Il semble que le contexte des années 1970 et 1980, alors que les groupes féministes occupent une part importante de l'espace public et qu'ils investissent les institutions politiques québécoises, influence le gouvernement du Québec à tenir compte de l'impact des rapports sociaux de sexe dans le monde du sport. À ce moment, il faut également souligner une ouverture de la part du gouvernement du Québec face aux revendications féministes, notamment concernant la pratique

---

<sup>29</sup> Haut-commissariat à la jeunesse, au loisir et au sport, *Consultation-Livre vert sur le loisir au Québec. Audiences nationales, Horaire*, Montréal, Cabinet du ministre délégué, Gouvernement du Québec, 5 avril 1978, p. 4.

<sup>30</sup> BANQ, Centre d'archives de Québec, *op. cit.*, Contenant 1993-05-007/13.

<sup>31</sup> Gouvernement du Canada, *Politique de Sport Canada sur les femmes dans le sport*, Condition physique et Sport amateur, Gouvernement du Canada, 1986, 29 p.



sportive chez les femmes. Les mobilisations de certains groupes féminins et féministes permettent de croire que la situation des femmes dans les sports est préoccupante pour de nombreux acteurs. Plus encore, il est possible de croire que ces enjeux trouvent un certain écho au sein des institutions gouvernementales, notamment au CSF et au HCJLS. Maintenant, il nous reste à analyser en détail les politiques provinciales afin de confirmer si cet écho a été significatif au moment de la rédaction des politiques sportives gouvernementales.

Les années 1960 marquent donc le début d'une transformation dans le rôle social des sports et loisirs qui se matérialise par un interventionnisme accru de la part des gouvernements du Canada et du Québec. Le « droit au loisir » devient un concept moteur des changements dans l'organisation et le développement des sports au Québec. Bien que les sports demeurent une compétence provinciale au sein de la Confédération canadienne, les institutions publiques établissent des partenariats afin de concrétiser ce « droit au loisir » pour tous et toutes. En effet, le fédéral et le provincial se joignent à l'action municipale et associative afin de mettre en place des cadres politiques pour orienter le développement des sports. Dans ce contexte, il faut ajouter le dynamisme des mouvements des femmes et des féministes à partir des années 1970 qui réclament des transformations sociopolitiques importantes au Québec. À ce moment, certains de ces groupes féminins et féministes vont saisir l'occasion pour demander au gouvernement de s'attaquer aux inégalités dans les rapports sociaux de sexe dans les sports. Bien que certaines de ces revendications proviennent de groupes ou d'individus issus de la société civile, le CSF devient rapidement l'organisme le plus impliqué à ce propos. Surtout, il est possible de constater une mobilisation importante lors de la réalisation de la première politique en matière de sport, le *Livre Blanc* de Claude Charron, publié en 1979.

## 2.2. Les premières politiques québécoises en matière de loisirs et de sports

En 1974, un nouveau comité d'étude créé par le gouvernement du Québec publie un premier rapport qui désigne les problèmes d'accessibilité comme étant la première cause expliquant une faible participation générale, tous sexes confondus, aux activités physiques<sup>32</sup>. Selon certaines études réalisées en collaboration avec le gouvernement du Québec, les enjeux liés à l'accessibilité, par exemple le manque de temps libre, les stéréotypes sociaux ou les infrastructures déficientes, provoquent des inégalités significatives entre la participation des femmes et des hommes<sup>33</sup>. Pour modifier cet état de fait, le gouvernement entreprend la réalisation de cadres politiques sportifs, de 1979 à 1987, afin de doter les institutions publiques québécoises de meilleurs outils d'intervention. La faible participation des femmes dans les activités sportives devient alors une question non négligeable pour le gouvernement du Québec. Cette section présente donc les trois premières politiques québécoises en matière de sports et loisirs. En 1979, le gouvernement du Québec, alors formé par le Parti Québécois, met en place une première politique en matière de loisirs et de sports intitulé : *On a un monde à recréer, Livre Blanc sur le loisir au Québec*. Le ministre délégué au HCJLS, Claude Charron, réalise alors un projet réclamé depuis au moins une dizaine d'années<sup>34</sup>. La deuxième politique voit le jour en 1984, alors que le Parti Québécois occupe toujours le pouvoir. La troisième, *La politique du sport au Québec. L'harmonisation au bénéfice du pratiquant sportif : une nécessité*, est produite par le Parti Libéral en 1987. Il s'avère donc pertinent

---

<sup>32</sup> Comité d'étude sur la condition physique des Québécois, *Rapport présenté au Ministère d'État responsable du Haut-Commissariat à la Jeunesse, aux Loisirs et aux Sports en juillet 1974*, Gouvernement du Québec, 1974, p. 69-70.

<sup>33</sup> Robert Avossa, *Participation des Québécois aux activités de loisir. Rapport d'étape no 1: Exploitation de l'enquête CORD-8M sur les loisirs de plein air*, Haut-commissariat à la jeunesse, aux loisirs et aux sports, service de la planification, Gouvernement du Québec, Ministère de l'éducation, 1974, p. 50. Haut-commissariat à la jeunesse, aux loisirs et aux sports, *Participation des Québécois aux activités de loisir*, Gouvernement du Québec, 1978, p. 91.

<sup>34</sup> Raymond Benoît, *Manifeste de l'éducation physique*, Ministère de l'éducation, Division de l'éducation physique, 1968, p. 6.

d'analyser ces trois politiques et plus particulièrement, d'étudier l'attention dont font l'objet les inégalités entre les femmes et les hommes dans chacune de celles-ci, de 1979 à 1987.

### 2.2.1 *On a un monde à recréer, Livre Blanc sur le loisir au Québec*

*Le loisir ne doit être un privilège  
ni de classe, ni d'âge, ni de sexe<sup>35</sup>.*

Dans le *Livre Blanc* de 1979, les sports et loisirs sont définis comme des moments de détente, de liberté, de créativité, de formation permanente et de développement culturel, social et économique. Cette définition place le/la citoyen-ne au centre de la politique du loisir et soulève notamment des enjeux liés à sa participation. Le discours de l'État est sans équivoque : il faut encourager la participation en s'engageant à reconnaître et promouvoir un droit au loisir pour tous et toutes<sup>36</sup>. Le Parti Québécois entreprend alors une démocratisation des institutions à la tête des sports et loisirs pour favoriser un accès pour les pratiquant-e-s<sup>37</sup>.

Le ministère reconnaît ainsi l'existence d'inégalités d'accès aux sports. Par exemple, il explique que certains individus ne disposent pas du minimum de temps libre nécessaire, en raison de leur emploi ou de leurs occupations, pour se livrer à une activité sportive<sup>38</sup>. Il s'avère, toujours selon le gouvernement, que les mères de famille disposent généralement de moins de temps libre que les hommes compte tenu des heures consacrées aux tâches domestiques et familiales<sup>39</sup>. D'ailleurs, les

---

<sup>35</sup> Claude Charron, *On a un monde à recréer, Livre Blanc sur le loisir au Québec*, Haut-commissariat à la jeunesse, aux loisirs et aux sports, service des communications, Gouvernement du Québec, 1979, p. 28.

<sup>36</sup> *Ibid.*, p. 35.

<sup>37</sup> *Ibid.*

<sup>38</sup> *Ibid.*

<sup>39</sup> *Ibid.* Conseil du Statut de la femme, *op. cit.*, 1978, p. 281-282. Suzanne Lareau, *op. cit.*, p. 6.

conclusions de l'enquête Tremblay-Fortin, concernant les conditions de vie des familles canadiennes-françaises du Québec, révèlent « que 58% des familles visitées ont exprimé des privations concernant le loisir » et « qu'après l'éducation et le vêtement, c'est la privation du loisir qui était la plus fortement ressentie<sup>40</sup> ». Aussi, le ministre Charron affirme qu'il demeure difficile pour les femmes d'avoir un « accès aux sports et à certains équipements », ce qui entraîne une « participation relativement faible des femmes à plusieurs activités de loisir<sup>41</sup> ». Les consultations effectuées dans le cadre de l'élaboration de la politique insistent sur le rôle déterminant que peuvent jouer les adultes auprès des jeunes dans la reconduction de certains stéréotypes sexistes<sup>42</sup>. Il est notamment indiqué que ceux-ci « avantagent et valorisent systématiquement le loisir des garçons au détriment de celui des filles<sup>43</sup> ». L'analyse ne s'arrête pas à la pratique des sports puisque le *Livre Blanc* note également le « nombre peu élevé d'emplois — surtout au niveau de la direction — » pour les femmes<sup>44</sup>. Ces conclusions mettent en relief les différences dans la participation des femmes et des hommes qui reposent, selon le ministre, sur des stéréotypes et des discriminations sexistes.

Le *Livre Blanc* propose une stratégie d'intervention ayant pour objectif de contrer les discriminations envers les femmes dans le monde des sports et des loisirs. Ainsi, « le gouvernement entend refuser de soutenir toute espèce d'activité à laquelle

---

<sup>40</sup> Marc-Adélaïde Tremblay et Gérard Fortin sont respectivement anthropologue et sociologue à l'Université Laval lorsque sont publiés les résultats de leur enquête, en 1963. Gilles Houde, *La situation de l'éducation physique des sports et des loisirs, 1960 à 1970*, vol. 1, Tome 1, Québec, Assemblée nationale, 1970, p. 73.

<sup>41</sup> Claude Charron, *op. cit.*, 1979, p. 66. D'ailleurs, le Conseil du Statut de la femme, en 1978, explique que certains bâtiments sportifs étaient, encore à cette époque, dépourvus de toilettes et de douches pour les femmes. Conseil du Statut de la femme, *op. cit.*, 1978, p. 290. Plus encore, en 1981, Suzanne Lareau, du Regroupement des organismes nationaux de loisir du Québec, critique également le manque de ressources et d'équipements pour les femmes. Suzanne Lareau, *op. cit.*, p. 6.

<sup>42</sup> Claude Charron, *Prendre notre temps. Livre Vert sur le loisir au Québec*, Haut-commissariat à la jeunesse, aux loisirs et aux sports, Gouvernement du Québec, 1977, 84 p.

<sup>43</sup> Claude Charron, *op. cit.*, 1979, p. 68.

<sup>44</sup> *Ibid.*, p. 66.



les préjugés des organisateurs imposeraient artificiellement diverses formes de discriminations à caractères sexuels<sup>45</sup> ». À partir de 1979, les budgets des sports et loisirs doivent obligatoirement être répartis de façon équitable entre les femmes et les hommes<sup>46</sup>. De plus, le gouvernement du Québec

[...] prendra des mesures susceptibles d'assurer, au sein de sa propre fonction publique œuvrant dans le domaine du loisir, une représentation plus équilibrée d'hommes et de femmes, surtout au niveau de professionnels et du personnel de direction. Il incitera les autres intervenants à faire de même, aussi bien en ce qui touche à la participation des bénévoles – en particulier, dans les conseils d'administration – qu'en ce qui concerne les travailleurs salariés<sup>47</sup>.

Toujours selon le ministère, des fonds doivent aussi être consacrés à encourager la mise sur pied de projets expérimentaux d'activités de loisirs et de sports spécifiquement pour les femmes et les familles<sup>48</sup>. À ce sujet, des services particuliers, tels que des garderies, doivent être disponibles pour encourager les parents qui désirent être actifs<sup>49</sup>. Autre perspective intéressante, la politique sur les loisirs promeut la réalisation d'études et de recherches s'intéressant aux domaines sportifs et à la condition physique des femmes<sup>50</sup>.

À la lumière des conclusions tirées par cette première politique en matière de sports et de loisirs, il est clair pour le gouvernement du Québec que les discriminations fondées sur le sexe contribuent aux inégalités d'accès aux sports et justifient une intervention étatique. Pour lui, il est nécessaire d'offrir des opportunités équivalentes aux femmes et aux hommes afin de réaliser des changements positifs dans les habitudes de participation aux activités physiques au Québec. Quelques

---

<sup>45</sup> *Ibid.*, p. 67.

<sup>46</sup> *Ibid.*

<sup>47</sup> Claude Charron, *op. cit.*, 1979, p. 67.

<sup>48</sup> *Ibid.*

<sup>49</sup> *Ibid.*

<sup>50</sup> *Ibid.*

années plus tard, une étude comparative des années 1977 et 1981-1982 montre d'ailleurs « une augmentation de participation des Québécois à la plupart des activités physiques et sportives<sup>51</sup> ». Bien qu'il soit difficile de déterminer si cette augmentation s'explique par la publication de la première politique, il est possible de croire que l'intervention accrue du gouvernement ait pu y jouer un rôle.

### *2.2.2. Le temps de l'excellence : Un défi québécois. La politique québécoise de développement de l'excellence sportive*

En 1984, alors que le Parti Québécois est toujours au pouvoir, le gouvernement du Québec récidive avec une seconde politique québécoise en matière de loisirs, cette fois axée principalement sur le développement de l'excellence sportive<sup>52</sup>. Ce nouveau document s'inspire énormément des principes développés par le *Livre Blanc*. En ce sens, l'État reconnaît à l'athlète un droit à « prétendre aux meilleures performances possibles » et ce, peu importe sa condition physique, mentale, socioéconomique ou son sexe<sup>53</sup>. Le sport est toujours considéré comme pédagogique et éducatif, mais il n'est plus « simplement un lieu d'amusement<sup>54</sup> ». Pour l'État, « l'excellence sportive est un défi québécois, manifestement orienté vers l'affirmation d'une personnalité internationale au sein du concept sportif des nations<sup>55</sup> ». En résumé, il s'agit de poursuivre les efforts pour concrétiser un accès universel, exempt de discrimination, tout en valorisant la mise en place d'un soutien à l'élite sportive pour contribuer au rayonnement international de la province.

---

<sup>51</sup> Richard David et André Genest, *Le loisir au Québec 1982. Étude auprès de la population*, Gouvernement du Québec, Québec, 1984, p. 94.

<sup>52</sup> Ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche, *Le temps de l'excellence: Un défi québécois. La politique québécoise de développement de l'excellence sportive*, Gouvernement du Québec, 1984, 112 p. « La poursuite de l'excellence sportive est à proprement parler l'expression du sport de haute performance ». *Ibid.*, p. 7.

<sup>53</sup> *Ibid.*, p. 58.

<sup>54</sup> *Ibid.*, p. 1.

<sup>55</sup> *Ibid.*, p. 2.

Plusieurs raisons motivent le gouvernement à produire une deuxième politique au milieu des années 1980. Malgré les efforts des associations sportives, il demeure des inégalités manifestes entre la participation des femmes et des hommes aux activités sportives. À ce sujet, le ministère note la présence d'une « sous-culture sportive d'élite à tendance nettement masculine<sup>56</sup> ». D'ailleurs, en 1984, moins de 37,7% des athlètes d'élite sont féminines<sup>57</sup>. Plus particulièrement, le gouvernement relève « des difficultés importantes pour des femmes en provenance des milieux défavorisés de participer à des activités sportives et d'accéder à un haut niveau de performance<sup>58</sup> ». Sans préciser les causes, le ministère aborde ensuite la présence « [d']une sous-représentation chronique des cadres sportifs féminins<sup>59</sup> ». Ces éléments montrent l'existence d'une conjoncture où le sexe des participant-e-s, en plus du contexte économique, semble être un facteur d'exclusion des milieux sportifs. À ce sujet, Suzanne Laberge soutient que ces discriminations liées à une « sous-culture sportive » et à une « sous-représentation chronique » s'insèrent dans des systèmes d'oppressions plus larges, comme le patriarcat et le capitalisme<sup>60</sup>.

Pour faire suite, le gouvernement du Québec affirme que cette nouvelle politique doit permettre « [l]a valorisation de la représentation féminine à tous les niveaux du réseau de développement de l'excellence sportive<sup>61</sup> ». Plus encore, elle spécifie « [q]ue l'athlète puisse en appeler de tout préjugé qui pourrait découler des rôles dominants entre les sexes en matière de sport<sup>62</sup> ». Le ministère encourage alors les athlètes à dénoncer ouvertement les pratiques sexistes et promet, implicitement, une réponse conséquente afin de réduire la portée de ces préjugés. Pour le

---

<sup>56</sup> *Ibid.*, p. 29.

<sup>57</sup> *Ibid.*, p. 27.

<sup>58</sup> *Ibid.*, p. 29.

<sup>59</sup> *Ibid.*, p. 24.

<sup>60</sup> Suzanne Laberge, « Les rapports sociaux de sexe dans le domaine du sport : perspectives féministes marquantes des trois dernières décennies », *Recherches féministes*, no spécial *Femmes et sports*, vol. 17, no 1 (2004), pp. 9-38.

<sup>61</sup> Ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche, 1984, *op. cit.*, p. 50.

<sup>62</sup> *Ibid.*, p. 58.

gouvernement, il est impératif de s'attaquer aux stéréotypes et aux préjugés qui affectent négativement la participation des femmes, et ce, à tous les niveaux de l'organisation sportive afin de transformer la sous-culture sexiste des sports. Cette politique suggère parallèlement la nécessité de prendre en compte le « rôle déterminant des élites sportives féminines<sup>63</sup> ». En effet, déjà à ce moment, les pays les plus médaillés aux Jeux olympiques le doivent notamment aux contributions des athlètes féminines<sup>64</sup>. Enfin, compte tenu du contexte politique et national, comme le suggère ce cadre d'intervention, le Parti Québécois mise sur une élite féminine forte afin de contribuer aux efforts d'affirmation et de reconnaissance internationale<sup>65</sup>.

En ce qui a trait aux solutions évoquées par cette seconde politique en matière de sport, le ministère cible principalement les administrations et les directions sportives. En ce sens, le texte insiste sur la nécessité d'intervenir pour favoriser une « augmentation significative et la rétention professionnelle de cadres sportifs québécois féminins de haut niveau<sup>66</sup> ». Le gouvernement entend « exiger que les organismes nationaux de sport tendent vers une représentation proportionnelle de femmes et d'hommes à l'intérieur des bureaux de direction<sup>67</sup> ». Le ministère prévoit également créer un mécanisme permanent « de consultation et d'information au profit de la problématique du sport féminin<sup>68</sup> ». Bien que cette politique reprenne les propos du *Livre Blanc* en ce qui concerne l'accessibilité et l'équité des femmes et des hommes à pratiquer des activités physiques, elle reconnaît toutefois que cet enjeu

---

<sup>63</sup> *Ibid.*, p. 9.

<sup>64</sup> *Ibid.*, p. 10. Margaret Ann Hall montre d'ailleurs que durant les années 1960 et 1970, les Canadiennes vont remporter plus de titres internationaux que les Canadiens, qui concourent pourtant à au moins deux fois plus de compétitions. Margaret Ann Hall, *op. cit.*, p. 135.

<sup>65</sup> Pour mieux comprendre, les travaux d'Eileen Kennedy et Laura Hills s'intéressent aux liens entre l'identité nationale et le développement des sports. Ces auteures montrent comment le sport est un outil qui construit et promeut diverses formes d'identité nationale, notamment de genres. Eileen Kennedy et Laura Hills, *Sport, Media and Society*, New York, BERG, 2009, p. 7.

<sup>66</sup> Ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche, 1984, *op. cit.*, p. 92.

<sup>67</sup> *Ibid.*, p. 93.

<sup>68</sup> *Ibid.*



demeure particulièrement important au sein des milieux de l'excellence sportive. Enfin, cette idée montre que les stratégies proposées sont nécessaires pour établir une représentation proportionnelle entre les femmes et les hommes afin d'assurer un développement des sports d'élite en cohérence avec les réflexions politiques sportives du gouvernement du Québec.

### *2.2.3 La politique du sport au Québec. L'harmonisation au bénéfice du pratiquant sportif : une nécessité*

En 1987, le Parti Libéral du Québec propose une politique québécoise en matière de sport qui divise l'implication sportive en quatre niveaux distincts : l'initiation, la récréation, la compétition et l'excellence<sup>69</sup>. Selon le ministère, cette vision permet d'identifier les enjeux particuliers de la participation et de l'accessibilité à chacun de ces niveaux. L'objectif principal de la politique est de « rendre la pratique sportive et les fonctions d'encadrant accessibles à tous les Québécois[sic] ». En fait, il est davantage question du personnel, bénévole ou employé-e, de sa qualité, de son rôle dans le développement de l'excellence et de la gestion des structures sportives<sup>70</sup>. Aux yeux du gouvernement, le réaménagement des structures organisationnelles dans les sports est nécessaire afin de s'attaquer plus concrètement aux problèmes d'accessibilité. Par exemple, la participation des femmes, des personnes en situation de handicap et l'aspect sécuritaire des pratiques sportives sont considérés comme des préoccupations majeures. Cependant, le document note certains changements positifs dans la participation sportive. Ainsi, « la proportion des gens « moyennement actifs » a grimpé de 32% en 1981 à 42% en 1987 alors que celle des gens « sédentaires »

---

<sup>69</sup> Ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche, *La politique du sport au Québec. L'harmonisation au bénéfice du pratiquant sportif : une nécessité*, Gouvernement du Québec, Québec, 1987, p. 5-6.

<sup>70</sup> *Ibid.*, p. 23-24.

passait de 15% en 1981 à 10% en 1987<sup>71</sup> ». À la lumière des résultats obtenus pour la décennie, il est permis de croire que l'activité physique est considérée comme une occupation toujours plus importante dans la vie des citoyen-ne-s au Québec. Les statistiques montrent qu'une majorité de la population choisit de consacrer un plus grand nombre d'heures aux activités physiques.

Malheureusement, « [v]ingt ans après des constatations évidentes de discrimination et de sous-représentation de la [sic] femme dans le sport, la situation n'a pas évolué d'une façon satisfaisante<sup>72</sup> » au Québec. Notamment, les femmes occupent toujours une faible proportion des postes de gestion et d'encadrement. À ce sujet, la politique de 1987 révèle qu'elles composent seulement 14% des comités de direction des milieux sportifs<sup>73</sup>. Plus encore,

[i]l apparaît généralement que les femmes ont un niveau d'activité physique inférieur à celui des hommes; elles participent en moins grand nombre et moins longtemps [et] elles ont moins souvent qu'eux de plans bien définis pour participer davantage<sup>74</sup>.

D'ailleurs, « [o]n remarque ainsi un taux de participation [aux activités physiques] des hommes supérieur de 10% à celui des femmes<sup>75</sup> ». Ce constat soulève des

---

<sup>71</sup> Ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche, *Étude sur la pratique de l'activité physique par les Québécois, volume II*, Gouvernement du Québec, 1987, p. IX. Voici une définition des trois niveaux d'activité physique utilisés par le ministère en 1981 et 1987. « Actif : Ont pratiqué au moins trois heures d'activités physiques par semaine en moyenne pendant au moins trois trimestres [...] Moyennement actif : Ont pratiqué au moins trois heures d'activités physiques par semaine en moyenne pendant moins de trois trimestres (neuf mois dans le cas de l'ECPC), ou ont pratiqué moins de trois heures d'activités par semaine en moyenne pendant au moins trois trimestres [...] Sédentaire : Ont pratiqué moins de trois heures d'activités physiques par semaine en moyenne pendant moins de trois trimestres (neuf mois dans le cas de l'ECPC), ou n'ont pas pratiqué d'activités physiques du tout ». *Ibid.*, p. 7.

<sup>72</sup> Ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche, *op. cit.*, 1987, p. 41.

<sup>73</sup> *Ibid.*, p. 23.

<sup>74</sup> Robert Gagnon, *op. cit.*, p. 3.

<sup>75</sup> *Ibid.*

questions quant à l'accès aux milieux sportifs pour les femmes. Les infrastructures sont-elles équitablement accessibles pour les femmes et pour les hommes? À quel moment ont lieu les activités organisées? Plusieurs enjeux demeurent sans réponse, mais ils témoignent d'une problématique importante quant à l'égalité entre les sexes. Le ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche affirme donc que les différences entre les femmes et les hommes, dans la participation sportive, relèvent d'un ensemble de discours et de pratiques sexistes qui ont pour effet d'exclure les premières<sup>76</sup>. Pour y remédier, le gouvernement veut « [a]ccroître la représentation des femmes [...] à tous les niveaux de l'encadrement sportif<sup>77</sup> ». Le ministère explique également que les questions liées aux problèmes d'accessibilité et à l'implication des femmes dans les sports demeurent peu connues ou peu étudiées. Il affirme toutefois qu'il est possible de comprendre que ces inégalités relèvent d'une organisation sociale qui discrimine les femmes<sup>78</sup>. Ces éléments viennent corroborer les observations déjà réalisées dans les politiques précédentes et il semble que le gouvernement désire à nouveau accorder une attention prioritaire aux discriminations présentes dans les milieux sportifs.

Pour y faire suite, le ministère crée dans sa politique un groupe de travail qui a pour mandat d'effectuer des recherches sur les enjeux liés au sexe dans les milieux sportifs. Les efforts entrepris par ce groupe sont sous-tendus par trois objectifs concrets :

- réduire l'écart, au[sic] plan de la pratique sportive, entre les hommes et les femmes;
- augmenter le nombre d'entraîneurs [sic] féminins à tous les niveaux de la pratique sportive;

---

<sup>76</sup> Ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche, *op. cit.*, 1987, p. 41-42.

<sup>77</sup> *Ibid.*, p. 19.

<sup>78</sup> *Ibid.*, p. 41.

- augmenter le nombre de dirigeantes au sein des conseils d'administration des organismes de sport<sup>79</sup>.

Le ministère considère également que les relations interprovinciales et provinciales-fédérales doivent jouer un rôle concret pour améliorer les conditions de participation des femmes aux sports. À cet égard, il considère important de sensibiliser ses homologues à une intervention pancanadienne sur les inégalités entre les femmes et les hommes. Par conséquent, le Québec désire assurer un *leadership* au sein de la Confédération canadienne afin de constituer en enjeu politique la faible participation féminine dans les sports pour que des actions concrètes soient entreprises.

En 1987, les études révèlent toujours des inégalités à la fois dans la participation et dans l'organisation des sports. Les stratégies proposées illustrent bien qu'à ce moment, l'accès aux sports et à ses infrastructures pour les femmes demeure un enjeu fondamental pour le gouvernement du Québec. Plus encore, un ensemble de pratiques et de discours stéréotypés maintiennent des discriminations sexistes et le gouvernement considère qu'il faut maintenir une attention particulière sur cet enjeu.

En conclusion, cette démonstration illustre bien les nouvelles dynamiques dans l'organisation et la gestion des milieux sportifs québécois. De 1979 à 1987, le gouvernement du Québec propose des orientations politiques afin d'encadrer le développement des sports et des loisirs. Pour y arriver, il s'intéresse, autant lorsqu'il est formé par le Parti Québécois que par le Parti Libéral du Québec, aux conditions d'accessibilité aux sports et loisirs puisqu'elles apparaissent comme un facteur de première importance afin de stimuler la participation générale. Il identifie d'ailleurs, à l'aide d'une analyse différenciée selon le sexe, d'importantes inégalités d'accès aux sports. Au-delà de la participation, ces inégalités se traduisent aussi par une faible présence féminine dans les postes d'encadrement, de gestion et d'organisation au sein

---

<sup>79</sup> *Ibid.*



des institutions sportives. Grâce à ces politiques en matière de sport, le gouvernement du Québec souhaite mettre fin aux discriminations qui relèvent de la catégorie de sexe dans les milieux sportifs. Pour lui, il s'agit d'un enjeu majeur qui nécessite une intervention accrue des institutions politiques afin d'offrir une égalité des chances pour les femmes et les hommes au Québec.

### 2.3. L'égalité entre femmes et hommes dans les sports : un principe fondamental

La troisième section de ce chapitre met en perspective l'attention consacrée aux inégalités de sexe dans les politiques sportives du gouvernement du Québec. En effet, une analyse pointue montre que l'argumentaire mobilisé dans le cadre des politiques du gouvernement peut être associé à un courant de pensée à la fois féministe et libéral. Il s'avère donc pertinent de définir et de contextualiser cette perspective pour ensuite comprendre comment elle se traduit au cœur des politiques provinciales en matière de sport. Cette démarche permet alors de saisir l'importance et la portée de ces arguments pour répondre aux inégalités d'accès aux sports, au Québec, de 1979 à 1987.

D'abord, il est utile de définir à quoi fait référence un courant de pensée à la fois féministe et libéral<sup>80</sup>. En ce sens, Louise Toupin, politologue, explique que dès le début des années 1960 au Québec, il est possible de noter l'influence dominante d'une idéologie à la fois féministe, libérale et réformatrice<sup>81</sup>. L'historienne Denyse Baillargeon montre que le discours libéral, dès 1950, préfigure la présence d'un

---

<sup>80</sup> Louise Toupin définit le féminisme ainsi : « Il s'agit d'une prise de conscience d'abord individuelle, puis ensuite collective, suivie d'une révolte contre l'arrangement des rapports de sexe et la position subordonnée que les femmes y occupent dans une société donnée, à un moment donné de son histoire. Il s'agit aussi d'une lutte pour changer ces rapports et cette situation », dans Louise Toupin, *Les courants de pensée féministes*, Chicoutimi, Université du Québec à Chicoutimi (version numérique), 2003, p. 10, < [http://classiques.uqac.ca/contemporains/toupin\\_louise/courants\\_pensee\\_feministe/courants\\_pensee\\_feministe.pdf](http://classiques.uqac.ca/contemporains/toupin_louise/courants_pensee_feministe/courants_pensee_feministe.pdf)>.

<sup>81</sup> *Ibid.*, p. 9.

féminisme égalitaire une décennie plus tard<sup>82</sup>. Ainsi, ce courant de pensée s'articule majoritairement autour de deux principes centraux : l'égalité des chances et les libertés individuelles<sup>83</sup>. Cette conception soutient que les discriminations sexistes, qui ont notamment cours dans les sports, sont causées par des stéréotypes, des mentalités et des valeurs rétrogrades qui ont pour conséquence une socialisation différenciée des femmes<sup>84</sup>. Selon cette perspective, il faut alors réajuster les structures sociales pour tendre à une égalité des chances entre les individus. De cette façon, les principales stratégies employées par le féminisme libéral visent une réforme du système à l'aide de politiques qui peuvent rétablir un accès à des droits équivalents pour les femmes et les hommes<sup>85</sup>. Il n'en demeure pas moins que le féminisme réformiste se distingue des « tendances de gauche », plus radicales, puisqu'il ne cherche pas à transformer le système, mais bien à l'adapter<sup>86</sup>. Le féminisme libéral réformiste entretient souvent des liens étroits avec l'État. En ce sens, Diane Lamoureux évoque un féminisme institutionnel qui a fait l'objet d'une récupération par l'État et ses instances politiques<sup>87</sup>. Elle l'associe à un mouvement d'émancipation réformiste, laïque et qui priorise les droits des citoyen-ne-s<sup>88</sup>.

Plus récemment, Suzanne Laberge élabore une réflexion détaillée sur l'influence d'un féminisme libéral dans les milieux sportifs québécois. Elle explique que ce courant de pensée cherche, grâce à une « vision pragmatique et concentrée sur

---

<sup>82</sup> Denyse Baillargeon, *Brève histoire des femmes au Québec*, Montréal, Boréal, 2012, p. 176.

<sup>83</sup> Hélène Hirata, François Laborie, Hélène Le Doaré et Danièle Senotier, *Dictionnaire critique du féminisme*, 2<sup>e</sup> édition, Paris, Presses Universitaires de France, 2000, p. 142. Louise Toupin, *op. cit.*, p. 11. Francine Descarries-Bélanger et Shirley Roy, *Le mouvement des femmes et ses courants de pensée : Essai de typologie*, Ottawa, CRIAW/ICREF, 1988.

<sup>84</sup> Louise Toupin, *op. cit.*, p. 12.

<sup>85</sup> Hélène Hirata et *all.*, *op. cit.*

<sup>86</sup> Linteau, Paul-André, René Durocher, Jean-Claude Robert et François Ricard, *Histoire du Québec contemporain. Le Québec depuis 1930*, tome 2, Montréal, Boréal Express, 1989, p. 612.

<sup>87</sup> Diane Lamoureux, *Fragments et collage : Essai sur le féminisme québécois des années 1970*, Montréal, Remue-ménage, 1986, p. 29.

<sup>88</sup> *Ibid.*, p. 37.

l'action<sup>89</sup> », à éliminer les barrières culturelles et structurelles qui nuisent à l'égalité entre les femmes et les hommes dans les sports. Pour Laberge, les dernières sont issues de valeurs et de normes qui dévalorisent la participation des femmes dans les sports<sup>90</sup>. Dans les cas où les barrières culturelles sont surmontées, les femmes sont alors souvent freinées par les structures sportives elles-mêmes. En fait, toujours selon Laberge, c'est notamment l'absence de structures, par exemple des équipes féminines, qui freine l'accès et la participation aux sports<sup>91</sup>. Ensuite, pour celles qui parviennent à ces milieux, les préjugés et les stéréotypes vont souvent entraîner un retrait des institutions sportives. Les actions à la fois féministes et libérales souhaitent attaquer les barrières culturelles et structurelles pour concrétiser un droit au loisir réel pour les femmes et pour rendre les institutions sportives plus égalitaires. En résumé, une telle conception féministe de l'égalité dans les sports envisage une réforme des institutions en place afin de permettre le passage de l'égalité formelle à l'égalité réelle.

Au Québec et au Canada, comme il en a été question plus tôt, le « droit au loisir » s'inscrit dans une logique traduisant l'influence d'un courant de pensée libérale et réformiste dès le début des années 1960<sup>92</sup>. Ce dernier, qui propose notamment de réduire les inégalités sociales tout en maintenant les préceptes du libéralisme, devient alors une idéologie dominante<sup>93</sup>. Dans ce contexte, le gouvernement du Québec suit cette tangente idéologique qui se matérialise entre autres avec l'avènement de l'État-providence. La conjoncture sociopolitique semble alors propice à la diffusion d'une idéologie libérale, égalitaire et féministe qui met avant tout l'accent sur des changements vis-à-vis de l'accès aux sports pour les femmes au Québec. Micheline

<sup>89</sup> Suzanne Laberge, *op. cit.*, 2004, p. 12.

<sup>90</sup> *Ibid.* Même son de cloche pour Susan Kahn qui explique que les barrières culturelles dans le sport s'attaquent notamment à la féminité des athlètes. Susan K. Cahn, *Coming on Strong. Gender and Sexuality in Twentieth-Century Women's Sport*, New York, The Free Press, 1994, p. 243.

<sup>91</sup> Suzanne Laberge, *op. cit.*, 2004, p. 12.

<sup>92</sup> Paul-André Linteau, René Durocher, Jean-Claude Robert et François Ricard, *op. cit.*, p. 210; Shirley Tillotson, *The Public at Play. Gender and the Politics of Recreation in Post-War Ontario*, Toronto, University of Toronto Press, 2000, p. 159-160

<sup>93</sup> Paul-André Linteau, René Durocher, Jean-Claude Robert et François Ricard, *op. cit.*, p. 683.



Dumont affirme que depuis 1973, avec la création du Conseil du Statut de la femme et de la *Gazette des femmes* en 1979, à la suite de la création de la Commission Bird de 1967, le gouvernement du Québec intègre des projets féministes au sein de l'appareil étatique<sup>94</sup>. Alors que l'État investit la scène des loisirs et des sports, l'influence d'une conception libérale de l'égalité façonne la manière d'appréhender les enjeux qui concernent la catégorie de sexe. Enfin, cette analyse rappelle pourquoi et comment les inégalités de sexe dans les politiques sportives énoncées par le gouvernement du Québec s'inscrivent à l'ordre du jour à partir des années 1970. Pour mieux comprendre, voici quelques éléments issus des politiques sportives du gouvernement du Québec de 1979 à 1987 qui témoignent de l'influence de ce courant de pensée.

Tout d'abord, l'égalité des chances est un thème qui revient régulièrement à travers les politiques provinciales en matière de sports. Sur le plan légal, les femmes ont déjà un droit équivalent à celui des hommes, mais le ministère note des incohérences quant à la gestion et à l'organisation des sports. Pour le gouvernement, l'égalité doit aussi se traduire sur le plan des infrastructures et des investissements financiers, notamment par la création de volets féminins et une répartition équitable des ressources. Concernant l'organisation et la gestion des programmes sportifs, le gouvernement souhaite invalider toute politique administrative discriminatoire sur la base du sexe. D'ailleurs, cette volonté s'inscrit dans un contexte où un plus grand nombre de plaintes judiciaires sont soumises aux tribunaux. Par exemple, des accusations sont déposées par des jeunes filles qui dénoncent un accès non équivalent à la pratique sportive : une activité physique serait défendue aux filles alors qu'elle est permise aux garçons<sup>95</sup>. Il apparaît donc nécessaire au ministère de souligner que

---

<sup>94</sup> Micheline Dumont, *Le féminisme québécois raconté à Camille*, Montréal, Les éditions du remue-ménage, 2010, p. 161; Le Collectif CLIO, *L'histoire des femmes au Québec depuis quatre siècles*, Montréal, Le Jour, 1992, p. 478.

<sup>95</sup> Margaret Ann Hall, *op. cit.*, p. 180-181; Gail Cuthbert Brandt, Naomi Black, Paula Bourne et Magda Fahrni, *Canadian Women: A History*, Nelson College, 3e édition, 2010, p. 497.



l'accès aux loisirs et aux sports est un droit acquis pour tous-tes les citoyen-ne-s. Plus encore, il conçoit prioritairement que le travail des organisations de sports et du gouvernement du Québec est de faire la promotion d'un tel droit, au nom de l'égalité, de la santé, de l'éducation et du développement social.

En second lieu, chaque politique présente les inégalités de sexe comme relevant de pratiques discriminatoires. À de nombreuses reprises, le ministère insiste pour écrire que les problématiques liées à la participation, en fonction de la catégorie de sexe, sont notamment attribuables à une organisation qui maintient une sous-représentation chronique des Québécoises. Lorsque le gouvernement associe les loisirs et les sports à une sous-culture sexiste, il dévoile une structuration sociale et politique complexe qui re/produit des discriminations fondées sur la catégorie de sexe. De plus, il relève également la présence d'obstacles culturels et structurels, par exemple des infrastructures mieux adaptées aux hommes. La reconnaissance d'un tel système indique la prise de conscience au ministère de l'existence de rapports de pouvoir inégalitaires et plus encore, cela montre la volonté d'agir pour les transformer afin de tendre à une organisation, une pratique et une gestion égalitaires entre les femmes et les hommes dans les milieux sportifs. En identifiant ces entraves discriminantes, d'un point de vue culturel et structurel, les travaux politiques du gouvernement du Québec affichent les traits d'une influence à la fois féministe et libérale de l'égalité dans les sports.

En troisième lieu, le gouvernement note l'importance d'agir sur le plan des discours dominants qui maintiennent un environnement sportif sexiste où la pratique des femmes est dévalorisée, voire découragée. Au-delà des organisations, les valeurs et les discours stéréotypés véhiculés par les milieux des sports et des loisirs sont implicitement responsables d'une re/production des inégalités. Dès 1979, Claude Charron affirme que les parents ont des préjugés qui tendent à encourager davantage

les garçons que les filles à la pratique sportive. Les politiques en matière de sport reconnaissent la forte influence des idées préconçues et des préjugés lorsque vient le moment de participer à une activité physique. En 1984, le gouvernement indique qu'il est nécessaire de mettre en valeur la participation des femmes, notamment au sein de l'élite. Ainsi, les politiques sportives québécoises montrent une sensibilité quant à l'influence des discours et stéréotypes sociaux véhiculés dans les sports. En parallèle, le gouvernement prend conscience de l'importance de concevoir des stratégies et des programmes pour changer cette situation. Celui-ci remet en question les idées négatives véhiculées à propos de la présence des femmes dans les milieux sportifs en suggérant une intervention qui vise à réduire l'influence de ces stéréotypes. Cette démarche s'inscrit vraisemblablement dans une approche libérale puisqu'elle consiste à mettre en lumière des inégalités effectives dans les sports et à élaborer des programmes de réformes des institutions.

En résumé, pour construire ses cadres politiques sportifs, le ministère s'inspire d'une perspective à la fois libérale et féministe qui critique les discriminations et les discours sexistes et qui valorise l'égalité des chances entre les citoyen-ne-s. Notre étude montre que ces enjeux occupent une place non négligeable dans les préoccupations du gouvernement du Québec par rapport au développement de l'accessibilité aux sports et loisirs de la province durant la période de 1979 à 1987 et ce, peu importe le parti au pouvoir. En effet, autant les politiques du Parti Québécois que celle du Parti Libéral du Québec proposent un argumentaire analogue. L'analyse de ces politiques permet aussi de constater une certaine rupture dans les discours dominants sur la participation sportive des femmes, en comparaison avec la première moitié du XXe siècle tel qu'illustré dans les travaux d'Élise Detellier. En contestant les stéréotypes et les valeurs dominantes qui découragent la participation des femmes, le gouvernement propose de réorienter les discours les plus influents. Finalement, cette section nous permet de mieux situer l'importance de l'égalité des chances entre

les femmes et les hommes pour le gouvernement du Québec, dès la fin des années 1970.

Pour conclure, ce chapitre permet de montrer que les inégalités entre les femmes et les hommes ont fait l'objet d'une attention particulière de la part du gouvernement du Québec dans le cadre des politiques entourant le développement des sports et loisirs de 1979 à 1987. Dès le début des années 1960, au Canada et au Québec, un courant libéral réformiste, qui s'accompagne de la mise en place d'un État-providence, provoque des changements significatifs quant au rôle de ces institutions politiques publiques dans l'organisation des sports. Le gouvernement du Québec occupe alors un rôle de premier plan dans le développement de la pratique physique et son objectif est de concrétiser un accès universel aux sports et loisirs, inhérent à la participation citoyenne. Pour y arriver, les autorités politiques provinciales vont publier, de 1979 à 1987, trois cadres politiques ayant pour objectif de favoriser un accès aux sports et loisirs. De manière plus précise, le gouvernement cible les inégalités entre les femmes et les hommes qui révèlent des problématiques importantes concernant l'accès à la pratique physique dans ces milieux. Le ministère conteste ainsi les discriminations et les stéréotypes qui ont pour conséquence une re/reproduction des inégalités liées à la catégorie de sexe dans les sports. Il révèle donc que ces enjeux occupent une place majeure dans les réflexions gouvernementales sur le développement des sports et des loisirs. En effet, l'influence d'une pensée libérale et féministe est au cœur des cadres politiques sportifs québécois. D'ailleurs, ce courant de pensée s'inscrit dans un contexte sociopolitique plus large où les idées libérales sont dominantes. De plus, dès le début des années 1970, l'institutionnalisation d'un féminisme, surtout réformiste, a pour conséquence la reconnaissance des enjeux liés aux inégalités de sexe auprès des autorités publiques. Ainsi, l'approche féministe, qui s'articule en fonction d'une notion de « droit au loisir », du gouvernement constitue une analyse originale du développement et de

l'organisation des sports. Vers la fin du XXe siècle, les statistiques générales sur la participation sportive permettent d'ailleurs de croire que ces efforts ont entraîné des résultats positifs<sup>96</sup>. Il s'avère alors pertinent, au prochain chapitre, de voir si les inégalités entre les femmes et les hommes dans les sports retiennent toujours une attention significative au sein des réflexions politiques gouvernementales de 1989 à 2013.

---

<sup>96</sup> Gouvernement du Québec, *Enquête québécoise sur l'activité physique et la santé*, Les publications du Québec, Sainte-Foy (Québec), 2002, p. 29.



### CHAPITRE III

#### HORS-JEU: LES INÉGALITÉS ENTRE LES SEXES DANS LES SPORTS DE 1989 À 2013

Dans ce chapitre, il est question de l'évolution des réflexions entourant l'égalité entre les femmes et les hommes dans les politiques sportives du gouvernement du Québec de 1989 à 2013. La première partie de ce chapitre s'attarde donc aux plus récentes politiques du gouvernement du Québec concernant l'organisation et le développement des sports. Cette section permet d'illustrer une certaine rupture dans les projets politiques provinciaux ayant trait à la pratique et l'organisation des sports. En effet, les rapports sociaux entre les femmes et les hommes, dans l'organisation, la gestion et la participation sportive, ne retiennent qu'une mince attention de la part des autorités provinciales à partir de 1989.

En poursuivant, il est nécessaire de considérer l'apport de certains groupes interpellés par les enjeux liés aux rapports sociaux de sexe dans les sports. Certains organismes publics ou issus de la société civile, notamment Sport Canada, Égale Action et l'International Working Group on Women and Sport (IWG), développent des réflexions originales et antagoniques, en comparaison avec le gouvernement du Québec, à propos des inégalités qui perdurent entre les femmes et les hommes dans les sports. Il nous apparaît donc important d'effectuer une étude des projets politiques de ces groupes afin de mieux évaluer la pertinence d'une analyse féministe fondée sur la catégorie de sexe dans les sports au Québec, de 1989 à 2013.

La dernière partie de ce chapitre propose une analyse comparative des réflexions politiques sportives du gouvernement du Québec, de Sport Canada, de l'IWG et d'Égale Action, de 1989 à 2013. Alors que le gouvernement n'accorde plus

un statut particulier à l'influence de la catégorie de sexe dans ses politiques sportives réalisés en 1997 et 2013, pourquoi d'autres organismes publics ou issus de la société civile croient-ils, au même moment, qu'il s'agit d'un facteur incontournable qui doit rester au cœur des préoccupations en matière de sport pour l'État?

### 3.1. Les réflexions politiques provinciales de 1989 à 2013

De 1989 à 2013, le gouvernement du Québec publie deux projets politiques en matière de sports et de loisirs. Le premier, en 1997, est rendu nécessaire par un nouveau contexte économique difficile, suivant la crise économique de 1990-1992<sup>1</sup>, selon le ministre des Affaires municipales et responsable du loisir, du sport et du plein air, Rémy Trudel<sup>2</sup>. En 2012, le Parti Québécois, qui vient de remporter une première élection en neuf ans, annonce qu'il souhaite produire une nouvelle politique officielle afin de voir le Québec devenir l'une des sociétés « les plus en forme » dans un horizon de dix ans<sup>3</sup>. Pour y arriver, il démarre un processus de consultations publiques autour des principes du *Livre vert. Le goût et le plaisir de bouger. Vers une politique nationale du sport, du loisir et de l'activité physique*. L'importance jusqu'alors dévolue aux enjeux concernant les rapports sociaux de sexe par le gouvernement est réduite, voire éliminée, du contenu des documents de 1997 et 2013. En effet, malgré le fait que la lutte contre les inégalités en matière d'accessibilité sportive fait l'objet d'une attention significative autant dans la politique de 1997 que dans le *Livre vert* de 2013, il semble que les inégalités entre les femmes et les

---

<sup>1</sup> John A. Dickinson et Brian Young, *Brève histoire socio-économique du Québec*, 4e édition, Québec, Septentrion, 2009, p. 389.

<sup>2</sup> M Ministère des Affaires municipales, responsable du Loisir, du Sport et du Plein air, *Pour un partenariat renouvelé. Cadre d'intervention gouvernementale en matière de loisir et de sport*, Gouvernement du Québec, 1997, p. 2.

<sup>3</sup> Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport, *Livre vert. Le goût et le plaisir de bouger. Vers une politique nationale du sport, du loisir et de l'activité physique*, Gouvernement du Québec, 2013, p. 4.

hommes dans la participation, la gestion et l'organisation des milieux sportifs intéressent peu le gouvernement du Québec. À ce sujet, une présentation de ces réflexions politiques, publiées par le gouvernement provincial, qui visent à l'encadrement du développement de la pratique sportive au Québec permet d'illustrer cette rupture.

### *3.1.1 Pour un partenariat renouvelé. Cadre d'intervention gouvernementale en matière de loisir et de sport*

La plus récente politique officielle en matière de sports et loisirs au Québec est réalisée en 1997 par le Parti Québécois. Les objectifs de cette politique s'inscrivent en continuité avec les précédentes : favoriser l'éducation citoyenne, promouvoir la santé et contrer les effets des inégalités sociales dans l'accès à la pratique sportive. Le gouvernement met aussi l'accent sur le développement de stratégies financières plus efficaces de la part des organismes, publics et privés, œuvrant dans les milieux sportifs. Il souhaite que ces organismes utilisent des outils d'autofinancement afin de réduire leur dépendance aux subventions de l'État. Le gouvernement insiste alors sur la création de partenariats publics et privés dans les loisirs et les sports afin d'atteindre des objectifs qui s'insèrent dans une réalité économique où les finances publiques accusent de larges déficits<sup>4</sup>. Conséquemment, le gouvernement se soustrait, au moins dans son action, au rôle d'acteur prépondérant qu'il s'était attribué dans les années 1970.

Dans cette politique, le gouvernement reconnaît explicitement la nécessité de venir en aide à des groupes spécifiques de la société tels que les jeunes, les gens

---

<sup>4</sup> Ministère des affaires municipales, responsable du loisir, du sport et du plein air, *op. cit.*, 1997, p. 27.

moins fortunés et les familles monoparentales<sup>5</sup>. Il vise également la participation, au sein des milieux sportifs, des Québécois-es les plus démunies et les plus pauvres<sup>6</sup>. Pourtant, cette politique ne s'intéresse que très peu à la situation des femmes dans les sports au Québec. Dès lors, celles-ci ne sont plus considérées comme un groupe qui mérite une intervention particulière, comme le véhicule le discours de « l'égalité-déjà-là »<sup>7</sup>. À première vue, les statistiques sur la participation générale légitiment en partie cette nouvelle orientation. Par exemple, en 1998, « 54% des [Québécois-es de] 15 ans et plus sont [physiquement] actifs » et en y ajoutant les 16% de la population qui est « moyennement active », il est possible de constater qu'il y a eu une augmentation significative du nombre d'heures consacrées aux activités physiques<sup>8</sup>. En plus, une enquête québécoise sur l'activité physique affirme à ce sujet que :

[dans] l'ensemble, les niveaux d'activité physique de loisir et de transport des hommes et des femmes sont très comparables. En effet, l'analyse détaillée des résultats ne fait ressortir aucune différence significative entre les résultats des hommes et des femmes, pour les niveaux actifs, moyennement actifs et très peu ou pas actifs<sup>9</sup>.

Pourtant, le ministre Rémy Trudel<sup>10</sup> précise que malgré que « la situation se soit améliorée au cours des dernières années, les femmes demeurent sous-représentées

---

<sup>5</sup> *Ibid.*, p. 12.

<sup>6</sup> *Ibid.*, p. 24.

<sup>7</sup> Concernant cette idée « d'égalité-déjà-là », voir le texte de Francine Descarries où elle explique la présence d'un discours dominant au Québec qui soutient que l'égalité entre les sexes est atteinte et que les femmes ont déjà obtenu « plus que leur part d'attention et de ressources sociales ». Francine Descarries, « L'antiféminisme « ordinaire » », *Recherches féministes*, vol. 18, no. 2, 2005, pp. 137-151, <<http://www.erudit.org/revue/rf/2005/v18/n2/012421ar.html>> (2 avril 2014).

<sup>8</sup> Gouvernement du Québec, *Enquête québécoise sur l'activité physique et la santé*, Les publications du Québec, Sainte-Foy (Québec), 2002, p. 26. Denyse Baillargeon, *Brève histoire des femmes au Québec*, Montréal, Boréal, 2012, p. 2.

<sup>9</sup> *Ibid.*, p. 28-29.

<sup>10</sup> Rémy Trudel, du Parti Québécois, est nommé ministre aux Affaires municipales et ministre responsable de l'Habitation ainsi que des Loisirs, du Sport et du Plein air, de 1996 à 1998.



dans plusieurs secteurs d'activité et le sport ne fait pas exception à la règle<sup>11</sup> ». Malheureusement, aucun passage du texte ne révèle davantage les sources qui sous-tendent cette affirmation. Par ailleurs, il s'avère intéressant, à ce sujet, d'étudier le travail réalisé quelques années plus tard par Brigitte Légaré. Cette chercheuse du Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport du Québec montre que seulement 34% des membres des fédérations sportives québécoises sont des femmes en 1998-1999<sup>12</sup>. En 1990, cette disparité avait déjà été mise en lumière par les travaux de Suzanne Laberge qui stipule que les femmes « représentent [alors] moins de 1/2 des membres pratiquants » dans 70% des 53 fédérations sportives à l'étude<sup>13</sup>. Plus encore, les travaux de Légaré et Laberge montrent une disparité sur le plan de la représentativité du personnel évoluant dans le monde du sport québécois en fonction du sexe. Seulement 24% des membres des conseils d'administration<sup>14</sup>, 12% des entraîneurs et 29% des arbitres et juges sont des femmes<sup>15</sup>. Ces statistiques, qui ne sont pourtant pas exploitées par le gouvernement dans ses réflexions politiques, rendent compte d'une réalité beaucoup plus complexe où des inégalités significatives entre les femmes et les hommes perdurent devant l'accès aux sports, durant les années 1990 et 2000. Enfin, ce constat nous force à nuancer la portée de l'analyse du gouvernement du Québec lorsqu'il soutient que les niveaux d'activité physique des femmes et des hommes sont comparables et qu'il réduit ses préoccupations envers l'influence de la catégorie de sexe devant l'accès aux sports.

---

<sup>11</sup>Ministère des affaires municipales, responsable du loisir, du sport et du plein air, *op. cit.*, 1997, p. 11.

<sup>12</sup> Brigitte Légaré, *La place des femmes dans le sport au Québec. La participation des jeunes dans les sports fédérés*, Secrétariat au loisir et au sport, Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport du Québec, 2000, 51 pages.

<sup>13</sup>Suzanne Laberge, *Constats sur la participation et la représentation des femmes*, Ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche, Québec, 1990, 33 pages.

<sup>14</sup> Brigitte Légaré, *op. cit.*, p. 7. Il est aussi intéressant de constater que la situation n'est pas très différente dans les autres sphères québécoises. Encore en 2007, seulement 13% des membres des conseils d'administration des entreprises publiques et privées, au Québec, sont des femmes. Sophie Brière et Nathalie Rinfret, « La réalité des femmes sur les conseils d'administration suite à l'adoption de la loi québécoise sur la gouvernance des sociétés d'État: obstacles et accès », *La Revue de l'innovation: La Revue de l'innovation dans le secteur public*, Volume 15 (1), Québec, 2010, p. 4.

<sup>15</sup> Gouvernement du Québec, 2002, *op. cit.*, p. 12 à 15.

L'analyse de ces données révèle donc que le gouvernement du Québec propose une interprétation limitée des statistiques disponibles, puisqu'il estime que ses actions depuis 1979 ont été significativement profitables sur certains pans de l'accès aux sports. Pour le ministère, la catégorie de sexe n'est plus un frein à l'accès aux sports. Pourtant, un coup d'œil aux statistiques sur la participation dans les sports organisés, sur la représentativité des femmes dans les postes d'entraîneurs ou d'arbitres, montre qu'une réelle égalité entre les femmes et les hommes dans le sport va bien au-delà des statistiques générales sur les habitudes concernant la pratique physique au Québec. Enfin, il s'agit d'un changement significatif dans les réflexions et les pratiques du gouvernement puisque cette nouvelle perspective évacue certaines préoccupations, à propos des problématiques complexes qui concernent les discriminations ou les préjugés envers les femmes dans les sports.

### 3.1.2 *Livre vert. Le goût et le plaisir de bouger. Vers une politique nationale du sport, du loisir et de l'activité physique*

En 2013, le gouvernement du Québec dépose ses plus récentes réflexions politiques pour orienter ses actions sur les plans de l'organisation, de la gestion et de la participation aux sports dans la province. En effet, le *Livre vert. Le goût et le plaisir de bouger. Vers une politique nationale du sport, du loisir et de l'activité physique*, annonce les priorités gouvernementales en matière de développement des sports et loisirs<sup>16</sup>. Ce texte rassemble les principaux enjeux qui orienteront la consultation publique de l'automne 2013 ayant pour objectif la réalisation d'une nouvelle politique officielle en matière de sport, de loisir et d'activité physique au Québec.

---

<sup>16</sup> Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport, *op. cit.*, 2013, p. 13.

Dès le début, il est question des principes et des valeurs qui guident cet exercice consultatif. La démocratisation de l'accès aux sports est toujours au centre des préoccupations de ce *Livre vert*. Pour ce faire, quatre orientations centrales ont été déterminées : favoriser l'accessibilité; la qualité de l'expérience; la valorisation de l'activité physique; et, enfin, la concertation des initiatives des partenaires et acteurs des loisirs et des sports<sup>17</sup>. Le document précise que « l'offre de services n'est pas toujours adaptée à certains groupes, notamment les personnes handicapées, les personnes à faible revenu, les personnes en perte d'autonomie, les adolescents, les familles monoparentales, les communautés culturelles et les athlètes de haut niveau et de la relève <sup>18</sup> ». En somme, le gouvernement du Québec réitère une position historique : il souhaite intervenir afin d'amenuiser les facteurs socio-économiques qui re/produisent des inégalités devant l'accès et la pratique des sports au Québec.

En ce qui concerne la pratique sportive en tant que telle, le *Livre vert* précise que les données fournies par Statistiques Canada en 2009-2010<sup>19</sup> révèlent que l'écart dans la participation entre les femmes et les hommes n'est plus significatif. Ces observations renforcent l'information véhiculée par le gouvernement du Québec dans sa politique précédente (1997). Le *Livre vert* insiste toutefois pour mentionner une sous-représentation des femmes au sein des groupes de bénévoles dans les milieux des sports et loisirs<sup>20</sup>. Il explique aussi que de 12 à 17 ans, « davantage de garçons se regroupent parmi les actifs [alors que] davantage de filles se classent parmi les sédentaires <sup>21</sup> ». Ces chiffres rappellent les conclusions d'une recherche publiée en 1995 par Kino-Québec qui montrait déjà que dans la catégorie des 11 à 24 ans, le taux

---

<sup>17</sup> Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport, *op. cit.*, 2013, p. 32 à 36.

<sup>18</sup> *Ibid.*, p. 40.

<sup>19</sup> *Ibid.*, p. 20-21. Être physiquement actif renvoie à une pratique physique d'intensité moyenne d'au moins 30 minutes par jour, à raisons de trois séances ou plus, par semaine.

<sup>20</sup> *Ibid.*, p. 25.

<sup>21</sup> *Ibid.*, p. 21.

de participation était 20% plus élevé chez les garçons<sup>22</sup>. Par contre, aucune action institutionnelle concrète n'est envisagée ou encouragée afin de comprendre et surtout, d'intervenir sur cette problématique. En terminant, le gouvernement laisse croire en 2013, malgré les statistiques mises de l'avant par Kino-Québec, Brigitte Légaré et Suzanne Laberge, que l'égalité entre les femmes et les hommes n'est plus une source de préoccupation majeure pour favoriser une démocratisation de l'accès aux sports, au Québec. Pourtant, leurs recherches démontrent efficacement que la catégorie de sexe est un facteur qui nuit à l'accès aux sports pour de nombreuses Québécoises.

En résumé, même si le gouvernement insiste toujours sur l'existence de certaines problématiques entourant l'accessibilité dans les sports en 2013 et sur une volonté de la démocratiser, son analyse ne tient plus réellement compte de l'influence de la catégorie de sexe, allant dans le sens d'un discours ambiant sur « l'égalité-déjà-là ». Ses réflexions ne semblent plus s'inspirer d'une perspective féministe comme c'était le cas avant 1990 alors que de telles préoccupations occupaient un espace significatif dans son analyse. Le *Livre vert* élabore tout de même une critique liée aux inégalités dans la participation chez les jeunes filles, en comparaison avec les garçons du même groupe d'âge. Cependant, aucune autre partie du document ne réfère à l'influence négative des rapports sociaux de sexe dans les milieux des sports québécois. Les auteur-e-s de ce projet politique insistent plutôt sur l'absence de différence significative dans les habitudes concernant la pratique d'activités physiques entre les femmes et les hommes au Québec. Qu'en est-il de la situation dans les sports organisés, chez les arbitres ou encore chez le personnel administratif? Malheureusement, aucun passage du *Livre vert* n'aborde ces questions.

---

<sup>22</sup> Kino-Québec, *Les filles c'est pas pareil! Rapport sur la problématique des jeunes filles et la pratique de l'activité physique*, Secrétariat au loisir et au sport, Québec, [s.d.], p. 3.



À la lumière de cette présentation, il nous semble évident que les inégalités entre les femmes et les hommes font l'objet d'une faible attention au sein des politiques sportives du gouvernement du Québec depuis 1997. Pourtant, ces deux politiques réitèrent que l'accès aux sports demeure un facteur auprès duquel le gouvernement doit intervenir pour favoriser la participation générale. Il s'agit d'une rupture significative en comparaison avec les discours et les pratiques qui les caractérisaient jusqu'alors. En effet, au tournant des années 1990, la participation générale aux activités sportives augmente et une plus large part des femmes et des hommes est considérée comme étant physiquement active. De plus, les lois, les ligues et les équipes féminines toujours plus nombreuses, encouragent les organismes de sports à favoriser et à valoriser la participation des femmes<sup>23</sup>. Aux yeux du gouvernement du Québec, la situation se serait suffisamment améliorée, au moins en ce qui concerne l'influence de la catégorie de sexe, ce qui lui permet de se soustraire à son rôle d'encadrement et d'acteur de premier plan qu'il s'était attribué au moment de la première politique en 1979. En contrepartie, une analyse plus complexe, notamment de la représentativité du personnel administratif ou encore de la participation chez les jeunes filles, groupe qui affiche un taux de sédentarité important, permet de supposer que des inégalités significatives de divers ordres subsistent entre les femmes et les hommes dans le sport. D'ailleurs, comme il en sera question dans la section suivante, des organismes publics et issus de la société civile critiquent, surtout à partir des années 1990, les effets de ces iniquités relevant du sexisme au sein des milieux sportifs.

---

<sup>23</sup> Margaret Ann Hall, *The Girl and the Game, A History of Women's Sport in Canada*, University of Toronto Press, Peterborough, 2002, p. 190.

### 3.2. La catégorie de sexe dans les sports de 1989 à 2013 : d'autres organismes concernés

À partir du milieu des années 1990, des initiatives provenant d'organismes publics et issus de la société civile posent un regard différent sur l'accès et la participation dans les sports pour les femmes. Ces regroupements mettent en lumière des enjeux liés à la catégorie de sexe qui sont devenus quasi invisibles dans les politiques du gouvernement du Québec à la même période. Les trois organismes à l'étude, l'International Working Group on Women and Sport (IWG), Sport Canada ainsi qu'Égale Action, ont été retenus pour cette analyse puisqu'ils influent tous à divers degrés sur l'organisation des sports au Québec et qu'ils s'intéressent particulièrement aux rapports sociaux entre les femmes et les hommes dans les sports<sup>24</sup>.

#### 3.2.1 International Working Group on Women and Sport : La *Déclaration de Brighton sur les femmes et le sport*

Cette section aborde les objectifs entourant la tenue de la Conférence internationale de Brighton par l'IWG<sup>25</sup>, ses positions à propos de la situation des femmes dans les sports ainsi que la portée de cet événement dans le monde du sport québécois. D'abord, les conférences de l'IWG, organisées tous les deux ans depuis 1994, réitèrent la nécessité de transformer les milieux sportifs pour permettre une plus grande participation des femmes et des filles. En effet, les statistiques internationales

---

<sup>24</sup> Pour une brève présentation de chacun de ces organismes, voir la section 1.3.1.3 du chapitre I.

<sup>25</sup> International Working Group on Women and Sport, *La Déclaration de Brighton sur les femmes et le sport*, Brighton (Royaume-Uni), 1994, 5 p., [[http://www.iwggti.org/@Bin/35715/Brighton\\_Declaration\\_f.pdf](http://www.iwggti.org/@Bin/35715/Brighton_Declaration_f.pdf)].

concernant les femmes révèlent un déséquilibre important à leur sujet à la fois dans la participation et dans leur implication dans les sports<sup>26</sup>.

L'esprit de *La Déclaration de Brighton* s'inspire, tout comme c'est le cas dans les travaux du gouvernement du Québec, d'une notion de droit au loisir promue par la *Déclaration Universelle des droits de l'homme* (ONU). Ainsi, le sport permet à l'individu de s'épanouir et « stimule l'engagement, l'intégration et la responsabilité au sein de la société et contribue à l'évolution de la collectivité <sup>27</sup> ». En tenant compte de ces observations, les signataires de *La Déclaration de Brighton* souhaitent mettre en place des initiatives nationales et internationales pour favoriser l'égalité dans les rapports sociaux de sexe dans les sports. L'objectif derrière cette déclaration commune est de s'adresser à la fois :

aux autorités publiques, aux organisations, aux entreprises, aux établissements d'enseignement et de recherche, aux organisations féminines et aux individus [...] et de créer une culture sportive qui facilite et valorise la pleine participation [des femmes] à tous les aspects du sport.<sup>28</sup>

Pour répondre à son mandat, l'IWG évoque la nécessité de réfléchir à l'égalité dans une perspective d'équité<sup>29</sup>. C'est-à-dire qu'il importe de tenir compte des expériences propres aux femmes pour apporter un soutien juste aux femmes et aux hommes<sup>30</sup>. Ces principes ciblent des enjeux plus larges et diffus qui concernent notamment les installations, le sport scolaire, l'incitation à la participation, le sport de haut niveau et le leadership dans le sport<sup>31</sup>. Pour compléter, des situations inégalitaires, donc

---

<sup>26</sup> *Ibid.*, p. 1.

<sup>27</sup> *Ibid.*

<sup>28</sup> *Ibid.*, p. 2.

<sup>29</sup> Dans la prochaine section, il sera davantage question des différences entre les notions d'égalité et d'équité.

<sup>30</sup> International Working Group on Women and Sport, *op. cit.*, p. 3.

<sup>31</sup> *Ibid.*, p. 3-4.

problématiques pour l'IWG, ont également été identifiées sur les plans de l'éducation, de la recherche sur le sport ainsi que de l'attribution des ressources<sup>32</sup>.

L'examen de la *Déclaration de Brighton sur les femmes et le sport* de 1994 montre qu'à la fin du XXe siècle, des inégalités en fonction de la catégorie de sexe persistent dans le monde du sport sur divers plans dans différents pays. Ce document encourage la mise en place d'une coordination d'actions à la fois à l'échelle nationale et internationale afin de transformer la culture sexiste dominante des milieux sportifs. D'ailleurs, l'IWG reconnaît que les inégalités entre les femmes et les hommes dans les sports sont le résultat d'un système patriarcal et sexiste dont les conséquences négatives sont importantes. Ainsi, la *Déclaration de Brighton* croit nécessaire d'encourager les femmes et les filles à participer aux sports afin de contribuer « à [leur] épanouissement personnel et à un mode de vie sain <sup>33</sup> ». D'ailleurs, les cibles identifiées dans le document révèlent que les enjeux sont pluridimensionnels: ils concernent bien sûr les ressources économiques disponibles, mais également la recherche, l'éducation, le sport de haut niveau ou encore la valorisation du sport indépendamment du sexe. La tenue, en 2014, d'une sixième Conférence internationale sur les femmes et le sport en Finlande témoigne de la contemporanéité et de l'importance de ces enjeux<sup>34</sup>. La *Déclaration de Brighton sur les femmes et le sport* est donc un texte majeur dans le monde du sport et surtout, elle témoigne d'une prise de conscience significative entourant le développement de l'activité physique au courant des vingt dernières années.

---

<sup>32</sup> *Ibid.*, p. 4-5.

<sup>33</sup> International Working Group on Women and Sport, *op. cit.*, p. 2-3.

<sup>34</sup> *Ibid.*, « Relive the 6<sup>th</sup> IWG World Conference », <<http://iwg-gti.org/relive-the-6th-iwg-world-conference-2/>> (16 janvier 2015).



### 3.2.2 Sport Canada et sa Politique concernant le sport pour les femmes et les filles

En 2002, Sport Canada, un organisme fédéral relevant du ministère de Patrimoine Canada, propose une *Politique canadienne du sport* qui est suivie, un an plus tard, par la *Loi sur l'activité physique et le sport* du gouvernement du Canada. Malgré une plus grande participation de la population canadienne dans les sports, Sport Canada affirme alors que des inégalités subsistent toujours à l'échelle canadienne, notamment entre les femmes et les hommes. En 2009, Sport Canada publie donc une politique concernant les enjeux liés aux rapports sociaux de sexe dans les sports. Il s'avère maintenant pertinent de comprendre les objectifs derrière la réalisation de cette politique.

En préambule, le texte dresse un portrait de la situation des femmes dans les sports. Depuis la première *Politique canadienne sur le sport et les femmes* (1986), des progrès notables ont été réalisés quant aux taux de participation des femmes ainsi qu'à l'accès aux milieux sportifs<sup>35</sup>. Sport Canada rappelle également que le pays fait figure de *leader* à l'échelle mondiale, grâce à la ratification de la *Déclaration de Brighton* ou encore, par sa contribution à des travaux de l'ONU sur l'activité physique chez les femmes<sup>36</sup>. L'organisme reconnaît tout de même « qu'à ce jour, tous les aspects de la participation des femmes et des filles au sport n'ont pas fait l'objet [...] [d']améliorations<sup>37</sup> ». À preuve, autant sur les plans de la participation que de la représentativité dans le personnel administratif ou d'entraîneurs, les femmes sont moins nombreuses que les hommes<sup>38</sup>. Les préjugés, les stéréotypes véhiculés et les attentes sociales sont parmi les causes mentionnées ayant les conséquences les plus

---

<sup>35</sup> Sport Canada, *Politique concernant le sport pour les femmes et les filles*, Patrimoine Canada, Gouvernement du Canada, 2009, p. 2.

<sup>36</sup> *Ibid.*, p. 10-11.

<sup>37</sup> *Ibid.*, p. 2.

<sup>38</sup> *Ibid.*, p. 3.

importantes dans la perpétuation des inégalités dans le sport selon cette *Politique concernant le sport pour les femmes et les filles* (2009). Sport Canada rappelle alors que « les femmes et les filles, particulièrement à titre d'athlètes/participantes, d'entraîneuses, d'officielles et de dirigeantes techniques », doivent avoir accès « à des expériences sportives de qualité » et doivent recevoir « un soutien équitable de la part des organismes de sport »<sup>39</sup>. Cette perspective s'insère dans un argumentaire similaire à celui de la déclaration de l'IWG alors que la notion d'équité est au cœur des analyses sur la situation des femmes dans les sports. Pour le gouvernement du Canada, l'atteinte de l'égalité formelle est insuffisante puisqu'elle ne tient pas compte « des réalités actuelles d'une personne ou d'un groupe afin de déterminer ce qui serait juste ou équitable<sup>40</sup> ». Ce nouveau cadre politique canadien soutient donc que la situation des femmes dans les sports nécessite toujours une attention particulière et que celle-ci devrait être orientée de manière à promouvoir une équité entre les sexes.

L'action de Sport Canada en faveur de l'amélioration de la situation des femmes dans le sport révèle la persistance, dans les années 2000, de problématiques concernant les rapports sociaux de sexe dans ces milieux. Par ailleurs, les autorités fédérales considèrent que la situation des femmes, au Canada, doit faire l'objet d'une priorité sur le plan du développement des sports<sup>41</sup>. Bien que le portrait ait évolué positivement à certains égards, par exemple dans la participation générale, Sport Canada reconnaît que des inégalités demeurent entre les femmes et les hommes, notamment chez les entraîneurs et les dirigeants sportifs<sup>42</sup>. Enfin, Sport Canada encourage en 2009 les associations sportives locales, régionales et nationales à développer des programmes concrets pour contrer les inégalités entre les femmes et les hommes.

---

<sup>39</sup> *Ibid.*, p. 4.

<sup>40</sup> *Ibid.*, p. 7.

<sup>41</sup> *Ibid.*, p. 2.

<sup>42</sup> *Ibid.*, p. 3.

### 3.2.3 Égale Action

Égale Action soutient que la sous-représentation des femmes dans les milieux sportifs est un enjeu fondamental qui ne peut s'expliquer par des raisonnements simplistes tel qu'un manque d'intérêt des femmes<sup>43</sup>. C'est plutôt la « combinaison des pratiques discriminatoires et des mythes ainsi que leur position dans la société [qui] a eu comme résultat de réduire le nombre de filles et de femmes qui font du sport <sup>44</sup>». Un tel argument, partagé par l'IWG<sup>45</sup>, ne nous apparaît pas être mis de l'avant par le gouvernement du Québec alors que ce dernier accordait pourtant une importance aux discriminations liées au sexe dans ses trois premières politiques officielles. Dans le cadre de la consultation nationale entourant la publication du *Livre vert. Le goût et le plaisir de bouger. Vers une politique nationale du sport, du loisir et de l'activité physique* de 2013, Égale Action choisit de s'impliquer activement dans le processus menant à la prochaine publication d'une politique officielle québécoise en matière de sport.

En août 2013, Égale Action dépose son mémoire dans le cadre de la *Consultation nationale vers une politique sur l'activité physique, le loisir et le sport au Québec*. D'entrée de jeu, plutôt que de se limiter aux questions proposées par la Consultation nationale, l'organisme propose une réflexion globale sur le système sportif québécois. Il insiste pour exposer « une position beaucoup plus radicale [que celle du gouvernement du Québec] vers un système plus efficace et efficient <sup>46</sup>». D'ailleurs, Égale Action reprend les principes centraux de *La Déclaration de Brighton* pour justifier l'importance de son propos<sup>47</sup>. Pour Égale Action, la participation des

---

<sup>43</sup> Égale Action, *Prise de positions*, op. cit., <[http://www.egaleaction.com/index\\_position.htm](http://www.egaleaction.com/index_position.htm)> (17 janvier 2014).

<sup>44</sup> *Ibid.*

<sup>45</sup> International Working Group on Women and Sport, op. cit., p. 3.

<sup>46</sup> Égale Action, op. cit., 2013, p. 5.

<sup>47</sup> *Ibid.*

jeunes filles à différentes activités physiques soulève de nombreuses questions. En effet, de 12 à 17 ans, 35% des adolescentes sont physiquement actives, soit 17% de moins que chez les garçons<sup>48</sup>. Ces données rappellent les conclusions d'une recherche publiée en 1995 qui montrent que dans la catégorie des 11 ans à 24 ans, le taux de participation est 20% plus élevé chez les garçons<sup>49</sup>. Ainsi, depuis les années 1990, bien que cette problématique soit connue et qu'il y ait eu une amélioration dans la participation générale des adolescentes, l'écart entre les filles et les garçons demeure significatif. Ensuite, Égale Action mentionne que les athlètes féminines reçoivent seulement 3% de l'attention médiatique et qu'elles ne représentent qu'environ le quart du personnel, entraîneuses, arbitres ou dirigeantes, évoluant dans le monde du sport<sup>50</sup>.

À l'instar de Sport Canada et de l'IWG, Égale Action fonde ses revendications sur la notion d'équité. Par exemple, les mesures réalisées pour favoriser la participation des femmes doivent, selon l'organisme, tenir compte davantage des particularités liées à la socialisation des femmes et des filles<sup>51</sup>. Pour Égale Action, il est évident que l'environnement socioculturel a un rôle important à jouer dans le modeste pourcentage de filles physiquement actives<sup>52</sup>. L'influence des ami-e-s, des parents, des enseignant-e-s ou encore des entraîneur-e-s comporte malheureusement encore, trop souvent, des messages dévalorisant l'activité physique des filles et des femmes<sup>53</sup>. L'organisme, tout comme l'IWG, précise également que le gouvernement du Québec a le devoir, en raison de son rôle dans l'organisation sportive, d'intervenir concrètement pour amenuiser les conséquences des inégalités attribuables à la catégorie de sexe dans les sports<sup>54</sup>. Ainsi, pour Égale Action l'équité doit faire partie intégrante de l'organisation des sports, notamment en favorisant le développement

---

<sup>48</sup> *Ibid.*, p. 9.

<sup>49</sup> Kino-Québec, *op. cit.*, [s.d.], p. 3.

<sup>50</sup> Égale Action, *op. cit.*, 2013, p. 9.

<sup>51</sup> *Ibid.*, p. 8.

<sup>52</sup> *Ibid.*, p. 7.

<sup>53</sup> *Ibid.*

<sup>54</sup> *Ibid.*, 2013, p. 10. International Working Group on Women and Sport, *op. cit.*, p. 2.



d'une culture sportive à la fois masculine et féminine afin de permettre aux femmes de s'intégrer dans un cadre qui leur convient<sup>55</sup>.

En résumé, la création d'un organisme ayant pour mandat de favoriser la présence des femmes à tous les niveaux et sur tous les plans dans les sports en 2002 témoigne des préoccupations que suscitent les inégalités de sexe dans ces milieux. Égale Action montre, et soutient, qu'encore au début du XXI<sup>e</sup> siècle, ces enjeux doivent faire l'objet d'une intervention gouvernementale, au Québec<sup>56</sup>. Plus encore, il faut dénoncer la discrimination et la sous-représentation des femmes dans le monde du sport, notamment au sein du personnel entraîneur ou encore chez les juges et les arbitres<sup>57</sup>. De ce fait, le mémoire produit dans le cadre de la *Consultation nationale* de l'automne 2013 critique la faible préoccupation dont font objet les inégalités entre les femmes et les hommes au cœur du processus menant à la future politique québécoise en matière de sport du gouvernement du Québec. En plus, ce texte identifie des lacunes évidentes à la pratique sportive des femmes, notamment dans la promotion et la valorisation du sport pour les jeunes filles ou encore dans l'accès aux infrastructures sportives<sup>58</sup>. Égale Action dénonce également le caractère « formaté » de cette consultation nationale alors que l'idée de réfléchir au système régissant les sports au Québec ne fait l'objet d'aucune remise en question. Pour l'organisme, l'initiative doit provenir, entre autres, du gouvernement afin qu'il joue un rôle « beaucoup plus actif et présent que seulement en tant qu'observateur ou en soutien <sup>59</sup>».

---

<sup>55</sup> Égale Action, *op. cit.*, 2013, p. 9.

<sup>56</sup> *Ibid.*, p. 17.

<sup>57</sup> *Ibid.*, p. 6 et 9.

<sup>58</sup> *Ibid.*, p. 16.

<sup>59</sup> *Ibid.*, p. 15.

Ainsi, les propositions de politiques, les mémoires ou les déclarations publiques produites par ces acteurs, entre 1989 et 2013, s'inscrivent en dissonance avec la perspective privilégiée par le gouvernement québécois durant cette période. L'TWG, Sport Canada et Égale Action témoignent, études détaillées à l'appui, d'un déséquilibre encore significatif sur les plans de la participation et de l'accès au monde du sport entre les femmes et les hommes. Ces organismes insistent sur les discriminations et les stéréotypes véhiculés qui réduisent les opportunités des femmes et des filles à pratiquer un sport ou à s'y impliquer. Ils suggèrent qu'une analyse comme celle du gouvernement du Québec omet notamment de considérer les conséquences du caractère structurel et systémique des inégalités de sexe dans les sports. Ces organismes réclament par ailleurs une intervention politique plus importante de la part des institutions gouvernementales. Ainsi, il nous semble pertinent, dans la prochaine section, de nous intéresser plus en détail à ces divergences analytiques.

### 3.3. 1989 à 2013: Des réflexions politiques divergentes

Dans le chapitre précédent, il a été possible de comprendre que de 1979 à 1989, le gouvernement du Québec met de l'avant des réflexions politiques sur l'égalité dans les sports qui accordent une importance significative à l'influence des rapports sociaux de sexe en vue d'une amélioration des conditions d'accès pour les femmes comme pour les hommes. De 1989 à 2013, le gouvernement du Québec restreint ses préoccupations envers la situation des femmes dans le développement des sports, tandis qu'à la même période, des organismes publics ou issus de la société civile insistent pour affirmer que des inégalités majeures subsistent entre les femmes et les hommes dans les sports. Ces organismes affirment qu'il faut tenir compte de ces enjeux afin

[d']assure[r] aux filles et aux femmes la possibilité de faire du sport dans un environnement sûr qu[i] les appuie et qui protège les droits, la dignité et le respect de la personne; [...] [afin de garantir] que les connaissances, les expériences et les valeurs des femmes contribuent au développement du sport; encouragent la reconnaissance de la participation des femmes dans le sport comme une contribution à la vie publique, au développement communautaire et à la création d'un pays sain<sup>60</sup>.

Ainsi, les deux sections précédentes de ce chapitre ont démontré que la situation des femmes dans les sports est soumise à des interprétations divergentes, en fonction des analyses développées par les acteurs à l'étude. Ces points de vue discordants nous poussent donc à chercher les raisons, idéologiques notamment, de ces contradictions. Cette troisième partie propose, dans un premier temps, une réflexion autour du concept au centre de ces interprétations discordantes: la notion d'égalité. Ensuite, nous analysons les raisons qui ont poussé ces acteurs à utiliser l'une ou l'autre des définitions de l'égalité. Dans un troisième temps, la présente démonstration permet d'entrevoir comment cette divergence, dans un contexte, entre 1989 et 2013, de montée du néolibéralisme au Québec, témoigne d'une certaine redéfinition du rôle social que le gouvernement s'était attribué dans le développement des sports depuis les années 1970.

### 3.3.1 L'égalité : définition, influences et féminisme

De 1979 à 2013, le gouvernement du Québec s'est fixé une mission claire : concrétiser l'égalité devant l'accès aux milieux sportifs. Afin d'y arriver, il propose des réflexions et des actions politiques de manière à intervenir sur la cause principale de ces inégalités: l'accessibilité. L'objectif est d'ailleurs le même pour Sport Canada, pour les signataires de la *Déclaration de Brighton* et pour Égale Action. Pourquoi le

---

<sup>60</sup> International Working Group on Women and Sport, *op. cit.*, p. 3.

gouvernement du Québec, dans sa politique de 1997 et dans le *Livre vert* de 2013, estime-t-il que la situation des femmes dans les sports n'est plus un enjeu préoccupant alors que Sport Canada, l'TWG et Égale Action réclament une intervention plus importante durant les années 1990 et 2000? Voici donc une analyse de la notion d'égalité développée respectivement par les organismes à l'étude et le gouvernement du Québec, de 1989 à 2013.

### 3.3.1.1 De l'égalité vers l'équité

Déjà, il faut noter que les organismes publics ou issus de la société civile à l'étude véhiculent une interprétation différente de l'égalité, en comparaison avec celle du gouvernement du Québec. Les premiers soutiennent une conception qui met en valeur des principes d'équité et qui s'articule autour d'une « justice » tenant compte des réalités sociohistoriques<sup>61</sup>.

Pour mieux comprendre, il est utile de définir et de situer la notion d'équité au sein des théories féministes et des études sur les sports, au Québec. Celle-ci renvoie à une notion de justice « qui exige de traiter de la même manière ceux qui sont semblables et de manière différente ceux qui ne le sont pas<sup>62</sup> ». L'équité

[...] vise à corriger des inégalités de départ pour arriver à l'équivalence des chances (ou opportunités) entre femmes et hommes, en tenant compte de leurs besoins et intérêts spécifiques. Pour des raisons historiques, sociales ou biologiques, ces besoins et intérêts peuvent s'exprimer de façon différente<sup>63</sup>.

---

<sup>61</sup> Égale Action, *op. cit.*, 2013, p. 6.

<sup>62</sup> Hélène Hirata, François Laborie, Hélène Le Doaré et Danièle Senotier, *Dictionnaire critique du féminisme*, 2<sup>e</sup> édition, Paris, Presses Universitaires de France, 2000, p. 57.

<sup>63</sup> Association Adéquations, « Égalité, équité, mixité, parité, genre... », Association Adéquations, 2011, p. 3, <[http://www.adequations.org/IMG/article\\_PDF/article\\_a362.pdf](http://www.adequations.org/IMG/article_PDF/article_a362.pdf)> (8 janvier 2014).



Les stratégies mises en place pour favoriser l'équité critiquent l'idée de neutralité ou d'objectivité parfois sous-entendue à la notion d'égalité. Celle-ci reposerait en fait sur un idéal à atteindre qui a été créé pour et par les hommes<sup>64</sup>. Dans le même sens, « [l]es dispositifs permettant l'égalité des chances dans les sports portent en eux différentes formes d'inégalités de départ<sup>65</sup> ». À ce propos, Gertrud Pfister, historienne du sport, explique que :

[l]a neutralité du genre dans le langage et les mesures adoptées doit être employée avec précaution; en effet, elle pourrait conforter la sous-représentation des femmes aux postes à responsabilité en travestissant les atouts et besoins spécifiques des femmes et des hommes. Une offre d'emploi sexuellement neutre pour un poste d'entraîneur de football [soccer], par exemple, n'encouragera pas une femme à postuler parce qu'elle supposera "automatiquement" qu'un homme sera pressenti<sup>66</sup>.

La notion d'égalité reste ambiguë puisqu'elle « s'oriente vers l'amélioration plutôt que la transformation du *statu quo* : elle tend à privilégier la satisfaction des besoins des femmes tels qu'ils émergent de leur position de dominées<sup>67</sup> ». L'équité, telle que définie par les organismes à l'étude, semble permettre une analyse qui documente davantage les expériences particulières des femmes, notamment chez le personnel sportif<sup>68</sup>. Afin d'assurer l'égalité de sexe, « il pourrait être nécessaire d'adopter des stratégies politiques différentes à l'intention des hommes et des femmes [...] en raison des réalités historiques et sociales qui [y] ont fait obstacle <sup>69</sup> ». En résumé, ces

<sup>64</sup> Hélène Hirata, François Laborie, Hélène Le Doaré et Danièle Senotier, *op. cit.*, p. 57.

<sup>65</sup> Meziani Martial et Hébert Thibault, « L'(in)égalisation des chances dans le sport », *Revue Européenne de recherche sur le handicap*, vol. 6, no. 1, 2012, pp. 24-38.

<sup>66</sup> Gertrud Pfister, *Égalité entre les femmes et les hommes dans le sport de haut niveau*, Copenhague, Université de Copenhague, Accord Partiel Elargi sur le Sport (APES), 2011, p. 50.

<sup>67</sup> Hélène Hirata, François Laborie, Hélène Le Doaré et Danièle Senotier, *op. cit.*, p. 57; Marie-Blanche Tahon, « Françoise Collin. Anthologie québécoise, 1977-2000 », Montréal, Éditions du Remue-ménage, 2014, p. 49.

<sup>68</sup> Pauline L. Rankin et Jill Vickers, *Les mouvements de femmes et le féminisme d'État: intégrer la diversité à l'élaboration des politiques gouvernementales*, Ottawa, Condition féminine Canada, 2001, p. 35-36.

<sup>69</sup> *Ibid.*, p. 36.

réflexions permettent de constituer une distinction entre l'égalité formelle, qui s'appuie principalement sur les droits, et l'équité qui tient compte des expériences qualitatives et permet une compréhension plus factuelle et juste des rapports sociaux entre les femmes et les hommes.

Sur le plan de l'organisation des sports, au Québec et au Canada, l'ACAFS explique que l'équité de sexe :

[...] est le processus d'attribuer équitablement les ressources, les programmes et le processus décisionnel aux hommes et aux femmes sans discrimination fondée sur le sexe...et de corriger les déséquilibres dans les avantages offerts aux hommes et aux femmes<sup>70</sup>.

De manière plus particulière, les signataires de la *Déclaration de Brighton*, Sport Canada ainsi que le mémoire d'Égale Action soutiennent qu'un appui équivalent doit être fourni aux femmes et aux hommes afin d'envisager une équité réelle. En effet, leurs réflexions tiennent compte de plusieurs dimensions telles que l'âge, les emplois connexes à la pratique sportive ou même encore le type d'activité. Une telle conception met en saillance des inégalités significatives que le gouvernement évacue dans son analyse de la situation des femmes dans le monde du sport. Ce dernier, bien qu'il considère que l'égalité devant l'accessibilité soit tributaire de nombreux éléments, tels l'accessibilité à des ressources économiques convenables, l'âge ou l'origine culturelle, ne mentionne en aucun cas le sexe comme un facteur déterminant<sup>71</sup>. Pourtant, au début du XXI<sup>e</sup> siècle, un nombre inférieur de femmes participent aux sports organisés, les adolescentes sont toujours moins actives que leurs homologues masculins et l'accès aux postes de dirigeantes, d'arbitres ou

---

<sup>70</sup> Association canadienne pour l'avancement des femmes dans le sport, *Qu'est-ce que l'équité des sexes*, ACAFS, <<http://www.caaws.ca/lequite-des-sexes-101/quest-ce-que-lequite-des-sexes/?lang=fr>> (10 janvier 2014).

<sup>71</sup> Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport, *op. cit.*, 2013, p. 33.

d'officiels dans les milieux sportifs pour les femmes semble toujours plus difficile<sup>72</sup>. Ces variables démontrent que l'utilisation et la définition du concept même d'égalité sont au cœur du processus qui mène à la reconnaissance, ou non, des rapports sociaux de sexe inégaux.

Ces explications montrent la pertinence d'utiliser les meilleurs outils conceptuels disponibles lorsque vient le temps de mettre en œuvre des politiques qui cherchent à favoriser l'égalité dans la pratique sportive. La grille d'analyse du gouvernement du Québec, constituée à partir d'une conception limitée de l'égalité, restreint sa capacité à saisir la complexité des effets structurels et systémiques de la catégorie de sexe sur l'accès aux activités sportives pour les femmes. De ce fait, il ne tient plus compte de certains éléments mentionnés dans ses projets politiques de la période précédente, alors qu'il était question de discrimination et de sous-représentation des femmes dans les sports. Pourtant, il écrit en 1997 et en 2013 que sa politique vise notamment à s'attaquer aux problématiques qui affectent négativement la participation chez certains groupes sociaux, sans toutefois référer à la situation particulière des femmes<sup>73</sup>. Il insiste aussi pour mettre de l'avant une démocratisation de l'accès aux sports en invoquant le droit à l'égalité entre les citoyen-ne-s. Malgré que cette idée découle d'une perspective qui sous-entend de réduire l'impact négatif des systèmes d'oppression, tel que le revenu, l'influence de la catégorie de sexe est, elle, mise de côté. Conséquemment, il est possible de croire que l'utilisation d'une notion d'équité se révèle un outil analytique mieux adapté pour comprendre la dynamique des rapports sociaux de sexe qui ont toujours cours dans les sports au Québec. En effet, elle permet de rendre compte des réalités historiques et des discriminations multiformes qui perdurent.

---

<sup>72</sup> Égale Action, *op. cit.*, 2013, p. 9.

<sup>73</sup> Ministère des Affaires municipales, responsable du Loisir, du Sport et du Plein air, *op. cit.*, 1997, p. 12. Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport, *op. cit.*, 2013, p. 13.

### 3.3.2 Des revendications féministes plus ou moins présentes

Durant les années 1970 et 1980, les actions des groupes féministes et féminins, institutionnels ou non, et l'influence des idéologies à la fois libérales et féministes ont contribué à ce que l'État tienne compte des enjeux liés à la catégorie de sexe. Maintenant, il nous apparaît pertinent de questionner la persistance, chez le gouvernement du Québec, de l'utilisation d'une grille d'analyse limitée de l'égalité, notamment à l'égard d'une perspective féministe au cœur de ses réflexions politiques sportives. Il s'avère donc à propos d'interroger les actions des groupes féministes québécois les plus importants, institutionnels ou issus de la société civile, qui s'intéressent à la participation sportive des femmes au courant de cette période.

#### 3.3.2.1 L'absence de revendications féministes institutionnelles

Au Québec, les institutions publiques féministes regroupent essentiellement le Conseil du Statut de la Femme et le Secrétariat à la condition féminine. Dans le second chapitre, il a été question de l'intervention de certains groupes étatiques préoccupés par la situation des femmes dans les sports. Notamment, il semble que le document *Pour les Québécoises : Égalité et indépendance* et les actions du CSF, lors de la réalisation de la première politique québécoise en matière de sport, aient contribué à une analyse différenciée selon le sexe par le gouvernement du Québec.

Selon nos recherches et à notre connaissance, le CSF et le Secrétariat à la condition féminine n'accordent qu'une faible, voire aucune, attention concrète aux rapports sociaux de sexe dans les sports au courant des années 1990 et 2000. En effet, aucun de ces organismes n'a déposé de mémoire dans le cadre des consultations publiques menées afin de réaliser la quatrième et la cinquième politiques en matière



de sport et de loisir, en 1995 et en 2013<sup>74</sup>. De plus, aucun indice ne permet de croire que ces organismes aient tenté d'influencer le gouvernement du Québec lors de la réalisation de ses politiques en matière de sports. Au-delà de leur inaction à l'égard des travaux sportifs du gouvernement du Québec, peu d'indice nous permettent de croire, suite à l'étude des travaux réalisés par ces deux organismes de 1989 à 2013, que les sports aient été un thème préoccupant. Ce constat, concernant le CSF, marque un contraste avec ses revendications des années 1970. Il suffit de rappeler les échanges entre la présidente du CSF de l'époque et le *Haut-commissariat à la jeunesse, au loisir et au sport* qui concernaient les conditions d'accès inégalitaires aux activités physiques entre les femmes et les hommes. D'ailleurs, ce changement témoigne d'une certaine évolution dans les rapports entre l'État, le CSF et le Secrétariat à la condition féminine. Diane Lemieux, présidente du CSF en 1998, précise qu'avant les années 1990, les actions de ces deux organismes sont surtout dirigées vers le gouvernement du Québec<sup>75</sup>. Puis, un mouvement décentralisateur, au tournant des années 1990, crée une nouvelle dynamique qui les force à réorienter leurs actions principalement vers les groupes de femmes<sup>76</sup>. Ensuite, aucune action ne semble avoir été posée par le CSF ou le Secrétariat à la condition féminine afin d'assurer le relais entre les groupes de femmes réclamant un meilleur accès aux activités physiques, tel qu'Égale Action, et les institutions gouvernementales concernées. Pourtant, au moment de la fondation d'Égale Action, le groupe avait notamment obtenu un appui du CSF<sup>77</sup>. En contrepartie, pour le Secrétariat à la condition féminine, la santé physique est un enjeu désigné comme significatif pour

---

<sup>74</sup> Lorsque joint à ce propos, le CSF a mentionné ne pas avoir participé aux consultations récentes concernant les politiques officielles du gouvernement du Québec en matière de sport. Pour sa part, le Secrétariat à la Condition Féminine a indiqué ne pas avoir été consulté, à la fois en 1995 et en 2013.

<sup>75</sup> Diane Lemieux, « À la frontière du mouvement féministe et de l'État: le Conseil du Statut de la femme du Québec », dans Huguette Dagenais (dir.), *La recherche féministe dans la francophonie. Pluralité et convergences*, Montréal, 1999, Éditions du Remue-ménage, p. 492.

<sup>76</sup> *Ibid.*

<sup>77</sup> Guylaine Demers, Lorraine Greaves, Sandra Kirby et Marion Lay, *Pour celles qui suivront. 50 ans d'histoire de femmes en sport au Canada*, Ottawa, Société d'histoire féministe, 2013, p. 150.

les femmes, notamment dans le cadre de la prévention des cancers ou d'autres maladies touchant particulièrement les femmes<sup>78</sup>. D'ailleurs, le Secrétariat a même dévoilé, en 2009, une politique gouvernementale *Pour que l'égalité de droit devienne une égalité de fait*<sup>79</sup>. Malheureusement, il semble que ces quelques initiatives ne soient pas parvenues jusqu'au Ministère de l'Éducation des Loisirs et des Sports (MELS), responsable des politiques gouvernementales et des orientations du développement en matière de sport.

En résumé, la faible attention accordée aux rapports sociaux de sexe dans les sports par ces organismes institutionnels dédiés à la situation des femmes au Québec permet de croire qu'il ne s'agit plus d'une priorité à la fois pour ces groupes et pour le gouvernement du Québec. Les initiatives, peut-être trop timides à notre avis, du Secrétariat à la condition féminine ne sont visiblement pas relayées jusqu'au MELS. Malheureusement, il nous est difficile de prouver si c'est le cas ou si c'est plutôt le MELS qui évite de les consulter. Malgré cela, le résultat demeure le même : les rapports sociaux de sexe dans les milieux sportifs n'obtiennent plus une attention significative de la part des groupes féminins et féministes institutionnels et de la part du gouvernement du Québec. Toutefois, cette inaction, au moins en apparence, ne peut être attribuée qu'à la seule absence de volonté de la part de ces organismes. En effet, le contexte socioéconomique, à partir de 1989, participe certainement de manière significative au désengagement des institutions publiques. À ce propos, nous discuterons dans une prochaine section consacrée à la montée du néolibéralisme, du contexte qui justifie l'orientation choisie par ces organismes. Maintenant, et considérant le désengagement des organismes institutionnels féministes envers la situation des femmes dans les sports, il est pertinent de voir comment vont réagir les groupes interpellés par l'égalité entre les sexes dans la société civile québécoise?

<sup>78</sup> Secrétariat à la condition féminine, *Dossiers: santé*, Gouvernement du Québec, <<http://www.scf.gouv.qc.ca/index.php?id=11>> (4 février 2014).

<sup>79</sup> Secrétariat à la condition féminine, *Politique pour l'égalité*, Gouvernement du Québec, <[http://www.scf.gouv.qc.ca/fileadmin/publications/politique\\_fr.pdf](http://www.scf.gouv.qc.ca/fileadmin/publications/politique_fr.pdf)> (4 février 2014).,

### 3.3.2.2 Les années 2000 : une prise de conscience issue de la société civile

Alors que le gouvernement cesse d'être préoccupé par les enjeux liés à la situation des femmes dans les sports, il importe de voir si un relais concernant cette problématique se manifeste dans la société civile. À première vue, les groupes féministes et féminins provinciaux principaux, tels que l'AFEAS ou la FFQ, ne semblent pas interpellés par les questions qui ont trait au rôle de l'État dans le développement de la pratique sportive. Toutefois, en 2002, Égale Action devient le premier organisme à s'interroger sur la faible attention accordée aux inégalités de sexe dans les sports par les associations sportives, les institutions publiques ainsi que les principaux groupes féministes<sup>80</sup>. Voici donc un portrait des transformations qui s'instituent concernant les acteurs impliqués dans les luttes pour l'égalité des femmes et des hommes dans les sports, de 1989 à 2013.

De 1989 à 2000, peu d'indices nous permettent de croire qu'un organisme particulier est attentif aux enjeux concernant les rapports sociaux de sexe dans les sports. À la FFQ, tout comme à l'AFÉAS, la santé, le corps des femmes et l'éducation sont des thèmes récurrents lorsqu'il est question des rapports sociaux de sexe inégalitaires au Québec. Une rétrospective des mémoires et recherches produits par ces groupes nous permet de constater que le sport est un thème généralement oublié. En effet, au sein des cahiers de positions ou des mémoires de l'AFÉAS, depuis 1996, aucune mention particulière ne s'attarde à la situation des femmes dans les sports<sup>81</sup>. À la FFQ, aucun mémoire sur ce sujet n'a été réalisé depuis 1989<sup>82</sup>. De leur propre

<sup>80</sup> Guylaine Demers, Lorraine Greaves, Sandra Kirby et Marion Lay, *op. cit.*, p. 150.

<sup>81</sup> Tous les mémoires et la documentation présentés par l'AFÉAS sont disponibles en ligne sur leur page web. Un examen de ces publications permet de constater que le sport ne fait l'objet d'aucune préoccupation significative. Association féminine d'éducation et d'action sociale (AFÉAS), « Nos positions », AFÉAS, <<http://www.afeas.qc.ca/publications/positionsmemoires/>> (15 avril 2014).

<sup>82</sup> Archives FFQ, Flavie Trudel, *L'engagement des femmes en politique au Québec: Histoire de la Fédération des femmes du Québec de 1966 à nos jours*, Montréal, Thèse de doctorat présentée au département d'histoire de l'Université du Québec à Montréal, 2009, p. 482.

aveu, peu d'actions concrètes ont été réalisées pour mettre en lumière la situation des femmes dans les milieux sportifs, de 1989 à 2013<sup>83</sup>. En comparaison, à l'échelle canadienne, l'ACAFS joue un tel rôle depuis sa création en 1981. En effet, cet organisme national à but non lucratif a pour objectif de « promouvoir un système canadien de sport et d'activité physique égal et juste pour les filles et les femmes <sup>84</sup> ». L'ACAFS est un acteur politique majeur du développement des sports, en plus d'être reconnu comme un partenaire officiel du gouvernement du Canada. Ce statut particulier influence Égale Action, au Québec, à devenir un organisme ayant une mission et des objectifs similaires à l'ACAFS. De cette façon, Égale Action remplit un rôle de lobby auprès des institutions publiques dès sa création en 2002. Plus encore, ces organismes développent des programmes autonomes afin d'encourager les associations sportives de la province et du pays à offrir des opportunités équivalentes aux femmes et aux hommes, dans les milieux sportifs<sup>85</sup>. Malgré tout, bien que les revendications de ces groupes issus de la société civile s'inscrivent au moins théoriquement dans une perspective féministe, ils ne réclament aucune affinité particulière avec les mouvements féministes. Avant 1990, l'ACAFS se définissait officiellement comme un regroupement féministe et pourtant, quelques années plus tard, cette qualification semble avoir été mise de côté<sup>86</sup>. Dans le même sens, Égale Action se définit avant tout comme un organisme œuvrant pour les femmes sans spécifier que leurs discours s'inscrivent dans un argumentaire féministe. Margaret Ann Hall précise qu'au Canada, « [...] *many feminists saw sport as too trivial, much less important than other causes, and failed to see it as a site of cultural struggle*

---

<sup>83</sup> À la suite des échanges courriels (février 2014), autant l'AFÉAS et la FFQ ont reconnu que la participation des femmes dans les sports ne fait pas l'objet d'actions ou de revendications particulières de la part de ces organismes.

<sup>84</sup> Association canadienne pour l'avancement des femmes dans le sport, *Vision, mission et nos valeurs*, ACAFS, <<http://www.caaws.ca/a-propos-de-lacafs/vision-mission-et-nos-valeurs/?lang=fr>> (10 janvier 2014). Margaret Ann Hall, *op. cit.*, p. 172; Élise Detellier, « *They Always Remain Girls* » : *La re/production des rapports de genre dans les sports féminins au Québec, 1919-1961*, Montréal, Thèse de doctorat présentée au Département d'histoire de l'Université de Montréal, 2011, p. 26-27.

<sup>85</sup> Égale Action, « Où est l'argent? », <[http://www.egaleaction.com/index\\_argent.htm](http://www.egaleaction.com/index_argent.htm)> (15 janvier 2014).

<sup>86</sup> Margaret Ann Hall, *op. cit.*, p. 176-177.



*where gender relations were produced and sometimes resisted* <sup>87</sup>». Malgré cela, il est possible de constater que des groupes comme Égale Action ont développé des outils d'analyses politiques qui s'inscrivent certainement dans un argumentaire féministe.

Enfin, l'apparition d'Égale Action, qui remplace le gouvernement du Québec en tant qu'acteur de premier plan dans la lutte aux inégalités de sexe dans les sports, témoigne des transformations en cours dans l'organisation et le développement des sports dans la province québécoise. En effet, Égale Action est issu d'une initiative de femmes/athlètes qui, malgré les conclusions tirées par le gouvernement provincial, choisissent de se regrouper, à l'image de l'ACAFS, pour interpeller les associations sportives, l'État et l'opinion publique sur la situation des femmes dans les sports. D'ailleurs, la faible attention accordée aux sports, de la part de groupes féministes/féminins, institutionnels ou non, a probablement contribué à ce que les inégalités de sexe dans les sports demeurent des enjeux trop souvent oubliés, particulièrement avant les années 2000.

En terminant, pour le gouvernement du Québec, l'égalité entre les femmes et les hommes dans les sports est vraisemblablement acquise, ce qui s'inscrit dans un discours généralisé de « l'égalité-déjà-là ». En contrepartie, dans un contexte où les groupes féministes/féminins institutionnels et féministes participent de moins en moins à ces débats au courant des vingt dernières années, peu fréquentes sont les contestations qui viennent perturber de telles interprétations. Cette conjoncture a certainement contribué à occulter, au moins en partie, l'importance des enjeux liés aux rapports sociaux de sexe pour l'élaboration des politiques sportives gouvernementales. Il nous semble même possible d'interpréter la création d'Égale Action, en 2002, comme le résultat de cette conjoncture où peu d'initiatives majeures sont créées pour favoriser la situation des femmes dans les sports, autant au

---

<sup>87</sup> *Ibid.*, p. 183.

gouvernement que dans les milieux sociaux et communautaires. Maintenant, il s'avère pertinent d'étudier plus en détail le contexte sociopolitique général, au Québec, pour mieux comprendre ce désengagement partiel de l'État, notamment envers l'influence des rapports sociaux de sexe dans les sports à partir de 1989.

### 3.4 Un rôle de l'État qui se transforme

Précédemment, il a été possible de montrer que le gouvernement s'appuie sur une interprétation limitée des rapports sociaux de sexe dans les sports pour élaborer ses politiques, au moins de 1989 à 2013. De plus, il est pertinent de montrer que le rôle du gouvernement du Québec dans le développement et l'organisation des sports pour la même période se transforme. En effet, il réduit, d'une certaine façon, sa part de responsabilités concernant l'égalité entre les femmes et les hommes dans les sports et de manière plus générale, son rôle de premier intervenant. Cette opération se produit dans un contexte de montée du néolibéralisme qui marque une évolution des rapports entre l'État et certains enjeux sociaux au Québec. Il s'avère donc opportun d'analyser ces relations en lien avec le contexte sociopolitique des années 1990 et 2000.

#### 3.4.1 Le rôle de l'État et les inégalités de sexe dans les sports

Depuis 1960, l'État québécois s'était confié un rôle d'intervention prépondérant dans différents aspects de l'organisation sociale et notamment, dans les milieux sportifs. À partir de 1989, dans un contexte néolibéral de désengagement partiel de l'État, sa mission est appelée à changer significativement. Il encourage alors ses partenaires, par exemple les associations sportives ou les OBL, à occuper un rôle plus important sur le plan du développement des sports québécois et des responsabilités

qui y sont liées<sup>88</sup>. La situation des enjeux concernant les rapports sociaux de sexe, de 1989 à 2013, illustre ce désintérêt de la part du gouvernement. À ce propos, Diane Lamoureux explique que :

[...] depuis les années 1970, nous avons dû lutter de pied ferme pour obtenir les transformations législatives et l'inflexion des politiques publiques, mais dans un contexte où nos luttes trouvaient un certain écho au sein de l'appareil institutionnel. C'est de moins en moins le cas et nous nous battons contre le courant, ce qui nous met dans la posture politique ambiguë de devoir défendre nos « acquis »<sup>89</sup>.

Les femmes doivent alors développer des actions autonomes pour réclamer la préservation de certains « acquis » et plus encore, pour revendiquer des actions de la part du gouvernement du Québec. Cette situation place ces revendications pour l'égalité dans une position précaire puisqu'elles ne font plus l'objet d'aucune politique claire provenant des institutions publiques. En effet, le « lobby peut se traduire par une amélioration lorsque la proposition n'entre pas en contradiction avec les orientations politiques du gouvernement<sup>90</sup> ». Conséquemment, pour ce qui est de notre étude, les revendications à propos des inégalités de sexe, dans les années 1990 et 2000, perdent de leur importance et sont parfois envisagées comme des privilèges accordés à certains groupes ou tout simplement non pertinentes. Diane Lamoureux résume bien cette perception dominante lorsqu'elle écrit que :

celles qui persistent à se dire féministes, qui évoquent les inégalités de genre, elles vivent dans un autre siècle et demandent à l'État des choses qui ne sont pas de son ressort, pis encore, elles essaient d'établir des privilèges corporatistes qui briment la liberté des individus, y compris les individus féminins<sup>91</sup>.

<sup>88</sup> Jean Harvey et Lucie Thibault, *op. cit.*, p. 94; Colin D. Howell, *Ibid.*, p. 138.

<sup>89</sup> Diane Lamoureux, *Le trésor perdu de la politique. Espace public et engagement citoyen*, Montréal, Écosociété, 2013, p. 90.

<sup>90</sup> <http://www.etatsgenerauxdufeminisme.ca/index.php/mise-en-contexte-mouvement>

<sup>91</sup> Diane Lamoureux, *op. cit.*, 2013, p. 86.

Plus encore, ces idées remettent en question l'action de ces femmes en indiquant que « celles qui n'y sont pas parvenues [à l'égalité] n'ont qu'à s'en prendre à leurs comportements défailants ou déviants pour expliquer leurs insuccès<sup>92</sup> ». Dans ce contexte, la force des initiatives non institutionnelles, par exemple celles d'Égale Action, est considérablement réduite en comparaison à celles qui provenaient d'organismes gouvernementaux, tel que le CSF. En bout de piste, le succès des organismes tels qu'Égale Action est certainement assujéti aux intérêts des associations sportives partenaires et à la discrétion de l'État. Ces derniers peuvent choisir, sans contrainte, d'acquiescer ou non à la demande des lobbys politiques ou des pressions issues de la société civile.

Pourtant, cette opération s'effectue au détriment d'un des principes que le gouvernement a lui-même mis de l'avant depuis 1979 : à savoir que « le loisir ne doit être un privilège ni de classe, ni d'âge, ni de sexe<sup>93</sup> ». Dans le cadre de notre étude, l'organisation des sports est un exemple éloquent : bien qu'il soit l'objet de politiques publiques, il est dissocié des services dispensés par l'État dès le début des années 1990. En effet, il est possible de rappeler que la quatrième politique québécoise en matière de sports, en 1997, insiste pour valoriser « la décentralisation de certains programmes » qui serait bénéfique pour les citoyen-ne-s<sup>94</sup>. Ce cadre politique encourage les intérêts privés et locaux à générer des initiatives concrètes, de manière à ce que les organismes sportifs réduisent leur dépendance étatique. Malheureusement, un tel soutien financier s'accompagne d'un cadre contraignant qui ne s'inscrit pas nécessairement en cohérence avec celui du gouvernement, puisque

---

<sup>92</sup> Diane Lamoureux, *op. cit.*, 2013, p. 86. Dans le même sens, Guylaine Demers précise que « certains ne voient pas la pertinence de la parité entre les hommes et les femmes et expliquent la sous-représentation des femmes par des raisons qui leur sont propres : c'est-à-dire que cette situation est de leur faute ! ». Guylaine Demers, Lorraine Greaves, Sandra Kirby et Marion Lay, *op. cit.*, 2013, p. 153.

<sup>93</sup> Claude Charron, *On a un monde à recréer, Livre Blanc sur le loisir au Québec*, Haut-commissariat à la jeunesse, aux loisirs et aux sports, service des communications, Gouvernement du Québec, 1979, p. 28.

<sup>94</sup> Ministère des affaires municipales, responsable du loisir, du sport et du plein air, *op. cit.*, 1997, p. 12.



n'ayant pas les mêmes objectifs à l'égard de son investissement. En 2013, le *Livre vert* indique que le ministère a désormais un rôle d'animation et de coordination des activités de ses partenaires<sup>95</sup>. Il précise que son action vise à « amener les autres » partenaires à se concerter. Il entrevoit donc un rôle de soutien et de médiation auprès des municipalités, des entreprises et des organisations sportives<sup>96</sup>. Pour le gouvernement, cette démarche a une double finalité : d'une part une baisse des coûts pour les finances publiques et d'autre part, une prise en charge privée et individualisée des problèmes sociaux par des groupes communautaires, par exemple par les fédérations sportives<sup>97</sup>. Cette logique s'inscrit, comme il en sera discuté dans la prochaine section, dans un contexte où l'influence du néolibéralisme provoque d'importants bouleversements au sein de l'appareil étatique.

### 3.4.2 La montée du néolibéralisme et le rôle de l'État

À partir des années 1990, le néolibéralisme « qui prône le retour au libre marché par la déréglementation et les privatisations, l'allègement de la fiscalité pour les entreprises et les mieux nantis » devient l'idéologie dominante dans les sociétés québécoise et canadienne, comme ailleurs en Occident notamment<sup>98</sup>. Cette influence encourage le laisser-faire des institutions gouvernementales et favorise, au Québec et au Canada, le démantèlement de l'État-providence. Conséquemment, d'importantes limites idéologiques redéfinissent la fonction des institutions gouvernementales, notamment dans ses responsabilités vis-à-vis des milieux sociaux. Pour ce qui est de notre objet d'étude, la montée d'un courant de pensée néolibérale semble avoir des répercussions autant sur le plan de l'organisation et le développement des sports

---

<sup>95</sup> Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport, *op. cit.*, 2013, p. 36.

<sup>96</sup> *Ibid.*

<sup>97</sup> Diane Lamoureux, « Services ou politique. Quelques dilemmes du mouvement des femmes au Québec », dans Dominique Fougeyrollas-Schwebel, « La relation de service. Regards croisés », *Cahiers du Genre*, no. 28, 2000, p. 145.

<sup>98</sup> Denyse Baillargeon, *op. cit.*, 2013, p. 215.

qu'auprès des revendications des acteurs interpellés par les enjeux liés au sexe. L'analyse suivante montre que le désengagement de l'État concernant les inégalités de sexe au début des années 1990 s'inscrit dans un contexte de l'avènement d'une idéologie néolibérale dominante.

Pour commencer, il importe d'expliquer les incidences de la montée du néolibéralisme au sein de l'appareil étatique québécois. Vers 1990, « le déficit des finances publiques<sup>99</sup> » est invoqué pour justifier des réformes importantes du rôle du gouvernement du Québec. Diane Lamoureux précise que dans un contexte néolibéral québécois, l'État procède à « une intégration subalterne » de certains services<sup>100</sup>. Ensuite, l'influence du néolibéralisme modifie le rôle social que l'État s'était auparavant attribué. Ce dernier, contrairement à une période où il possédait un mandat davantage orienté vers l'intervention, se « replie vers ses fonctions les plus basiques<sup>101</sup> ». Une telle approche « s'inscrit dans la logique gouvernementale de soustraction de programmes sociaux au communautaire et de privatisation partielle des services sous le vocable des partenariats public-privé (PPP)<sup>102</sup> ». Michel Bellefleur explique également qu'à partir de ce moment, l'État considère les organismes à but lucratif (OBL) comme des partenaires essentiels au développement des sports<sup>103</sup>. Malheureusement, ce retrait « marqué en matière de politiques sociales » affecte principalement les « programmes d'aide aux groupes défavorisés et minorisés »<sup>104</sup>. Pour illustrer ce propos, il suffit de rappeler l'insistance avec laquelle le

---

<sup>99</sup> *Ibid.*

<sup>100</sup> Diane Lamoureux, *op. cit.*, 2000, p. 145. Diane Lamoureux définit l'intégration subalterne de certains services par « [...] une intégration dans les politiques publiques mais une dissociation d'avec la fonction publique ou encore le service public. »

<sup>101</sup> Diane Lamoureux, *op. cit.*, 2013, p. 83; Michel Bellefleur, *L'évolution du loisir au Québec*, Québec Presses de l'Université du Québec, 1997, p. 334.

<sup>102</sup> *Ibid.*, p. 86.

<sup>103</sup> Michel Bellefleur, *op. cit.*, 1997, p. 326.

<sup>104</sup> Charlotte Guay-Dussault, *La représentation politique des femmes au Québec: obstacles et résistances à une égalité de fait*, Montréal, Mémoire de maîtrise, Université du Québec à Montréal, 2012, p. 11.

gouvernement encourage, dans ses plus récentes réflexions politiques, l'émergence de partenaires au sein de l'organisation des sports. Autant dans la quatrième politique (1997) que dans le *Livre vert* de 2013, le gouvernement du Québec rappelle que les associations et fédérations sportives doivent s'organiser pour s'autofinancer et pour procéder à leur auto-développement. L'État se retire de l'organisation concrète des sports, de manière à déplacer le poids de cette responsabilité vers des initiatives de la société civile, comme celles d'Égale Action<sup>105</sup>.

Au début des années 1990, le désengagement de l'État envers les enjeux liés aux rapports sociaux entre les femmes et les hommes dans les sports résulte, en partie, de la montée du néolibéralisme. Au nom de la gouvernance, « le néolibéralisme dépolitise les rapports sociaux<sup>106</sup> ». En plus, le contexte économique difficile, qui a notamment favorisé l'émergence du néolibéralisme, est aussi un facteur prépondérant ayant mené au désinvestissement graduel du gouvernement du Québec dans les milieux des sports. En conséquence, certains enjeux, tels que ceux liés aux inégalités de sexe, sont rapidement évacués par ce même gouvernement, et ce, peu importe le parti au pouvoir. À propos des milieux sportifs, cette rupture est plutôt néfaste puisqu'elle a certainement des répercussions négatives auprès des femmes, un groupe historiquement défavorisé dans ce milieu. D'ailleurs, il est possible de croire que le désengagement des organismes publics féministes tels que le CSF ou le Secrétariat à la condition féminine, ou ceux qui dépendent des fonds gouvernementaux, tels que la FFQ et l'AFÉAS, peut aussi s'expliquer par un contexte socioéconomique difficile et la montée du néolibéralisme. Confrontés à des restrictions budgétaires, ou même en réaction à cette idéologie dominante au sein de l'État, ces organismes ont probablement dû s'intéresser à des problématiques plus concrètes et fondamentales pour les femmes, tels que la pauvreté, la violence sexuelle

---

<sup>105</sup> Le désengagement relatif de l'État en matière d'égalité sociale et surtout sur le plan politique remet donc entre les mains des individus la responsabilité de l'atteinte de cette égalité. *Ibid.*, p. 12.

<sup>106</sup> Diane Lamoureux, *op. cit.*, 2013, p. 90.



et physique ou encore les inégalités de salaires. La montée du néolibéralisme explique donc, dans une mesure significative, la diminution de l'attention gouvernementale consacrée aux inégalités de sexe dans les sports dans les années 1990 et 2000.

À la lumière de ce chapitre, il est possible de constater qu'à la fin du XXe siècle, de profondes transformations viennent affecter les réflexions politiques entourant les rapports sociaux de sexe dans les sports au Québec. La première section illustre de façon convaincante que les rapports sociaux entre les femmes et les hommes ne retiennent qu'une faible attention au sein des politiques sportives du gouvernement du Québec. Le quatrième cadre politique officiel en matière de sport, déposé en 1997, ainsi que le *Livre vert* de 2013 insistent plutôt pour dire que les Québécoises ont des habitudes similaires à celles des hommes de la province sur le plan de la pratique physique. Dans la deuxième section, il est davantage question d'organismes publics ou issus de la société civile interpellés par les enjeux liés à la catégorie de sexe dans les sports. Les groupes à l'étude, soit Sport Canada, Égale Action et l'International Working Group on Women and Sport, développent des critiques convaincantes à propos des situations inégalitaires pour les femmes dans les sports. Grâce à des réflexions politiques approfondies et à des analyses qui tiennent compte de multiples facteurs discriminants concernant l'accès et la participation aux sports, ces organismes s'inscrivent en dissonance avec la perspective privilégiée par le gouvernement québécois durant la période à l'étude. La dernière partie de ce chapitre montre que la conception de la notion d'égalité explique en partie ces conclusions divergentes et surtout, que l'analyse privilégiée par le gouvernement du Québec possède des lacunes significatives. De plus, l'absence de revendication des groupes féministes institutionnels ou d'organismes issus de la société civile, avant la naissance d'Égale Action, est certainement un autre facteur déterminant pour expliquer le désintérêt du gouvernement. Conséquemment, l'État se dégage progressivement de ses responsabilités entourant les enjeux liés aux inégalités de sexe



dans les sports. Quelques années plus tard, devant la situation qui prévaut, Égale Action assume le relais du gouvernement et occupe un rôle majeur dans la lutte pour l'égalité entre les femmes et les hommes dans les sports. Cette opération s'inscrit parallèlement à une montée du néolibéralisme qui remet en question le rôle social et progressiste de l'État. Finalement, les analyses différenciées selon le sexe dans les sports occupent, dès 1989, un espace réduit, voire inexistant dans les réflexions politiques québécoises, sans égard au parti au pouvoir. Cela témoigne des nouvelles réalités sociopolitiques dans l'organisation et le développement des milieux sportifs, au Québec.

## CONCLUSION

*En effet, entre 1971 et 1987, le nombre de filles pratiquant des sports scolaires aux États-Unis est passée de 294 015 à 1 836 356. Cette augmentation démontre l'influence profonde que peuvent avoir des lois gouvernementales sur la pratique de l'activité physique, quels que soient le sexe et le groupe d'âge ciblé.<sup>1</sup>*

Une telle déclaration, de la part de *Kino-Québec*, tend à valoriser l'intervention institutionnelle et surtout, laisse entendre que le gouvernement du Québec, dans ses cadres politiques en matière de sport, tient compte des rapports sociaux de sexe. Cet énoncé interroge alors la portée concrète des réflexions et des actions des institutions provinciales à ce propos.

Au début de notre mémoire, il a surtout été question de l'historiographie déjà réalisée au croisement de l'histoire des rapports sociaux de sexe et de l'État dans les sports. Ce bilan a identifié des lacunes significatives quant à l'attention accordée par la discipline historique aux réflexions entourant les rapports sociaux de sexe dans le développement des sports au Québec, surtout durant la seconde moitié du XXe siècle. Pourtant, les historien-ne-s et sociologues, un peu partout en Occident, ont démontré l'importance de s'intéresser aux inégalités relevant de la catégorie de sexe dans les sports pour mieux comprendre les rapports sociaux dans les milieux sportifs. Notre démarche s'inscrit donc dans une perspective féministe, ayant choisi de nous attarder à l'histoire des politiques sportives du gouvernement du Québec, de 1979 à 2013, en lien avec les enjeux concernant l'égalité entre les femmes et les hommes.

---

<sup>1</sup> Kino-Québec, *Les filles c'est pas pareil! Rapport sur la problématique des jeunes filles et la pratique de l'activité physique*, Secrétariat au loisir et au sport, Québec, [s.d.], p. 2.

Notre étude nous a permis de constater que les rapports sociaux de sexe retiennent une attention considérable de la part du gouvernement du Québec au sein de ses politiques en matière de sport, au moins de 1979 à 1989. Durant les années 1970, l'influence des groupes féministes et féminins est palpable lorsque vient le moment de réfléchir à la place des femmes dans les sports. Bien qu'il demeure difficile de connaître la portée réelle de leurs efforts, il est possible de croire que cette conjoncture a certainement conscientisé les élites politiques aux effets positifs d'une intervention de l'État dans l'organisation et le développement des sports, afin de favoriser l'intégration des femmes. L'égalité entre les sexes, conceptualisée à travers un « droit au loisir » pour tous et toutes, est un concept central de l'analyse du gouvernement du Québec, de 1979 à 1989. L'influence d'une perspective d'une part féministe, et d'autre part libérale, est décelable au sein des cadres politiques provinciaux de cette période et nous apparaît comme un élément significatif de l'orientation prise par les institutions publiques en faveur de l'égalité dans la participation et de l'accès aux sports pour les femmes et les hommes.

Ensuite, notre analyse met en lumière une certaine rupture à partir de la fin des années 1980, et ce, jusqu'à aujourd'hui, dans le traitement accordé aux rapports sociaux de sexe dans les politiques sportives du gouvernement du Québec. Celle-ci, qui marque d'une certaine façon la fin d'un statut particulier accordé aux préoccupations concernant les inégalités entre les femmes et les hommes dans les sports pour le gouvernement québécois, entraîne des conséquences importantes sur le plan de l'engagement de l'État. De 1989 à 2013, l'absence de nouvelles réflexions politiques sur la situation des femmes dans les sports a laissé entendre que la question était réglée. Aussi, l'absence relative de revendications des mouvements féministes et des institutions publiques québécoises ainsi que l'influence du néolibéralisme apparaissent comme des éléments ayant contribué au statu quo dans l'analyse de l'égalité entre les femmes et les hommes dans les sports par le gouvernement du

Québec depuis 1989. L'étude des réflexions politiques proposées par d'autres organismes, publics ou issus de la société civile, laisse toutefois entendre que la situation des femmes dans les sports reste toujours problématique au cours de ces deux décennies. Ainsi, Sport Canada, l'IWG et Égale Action ont proposé une interprétation de l'égalité différente qui permet de cerner plus clairement les diverses formes d'inégalités qui perdurent entre les sexes dans les sports. Égale Action devient même, à partir de 2002, un organisme de référence au Québec pour sensibiliser les acteurs principaux du développement et de l'organisation des milieux sportifs dans la province.

Malgré tout, il demeure que ces transformations idéologiques causent des changements significatifs dans l'attention accordée aux rapports sociaux de sexe dans les sports. En ce sens, l'État se déresponsabilise face à la situation d'injustice qui prévaut entre les femmes et les hommes, de manière à larguer le poids de ces revendications aux femmes et aux athlètes. Celles-ci doivent alors se réunir pour revendiquer des transformations dans les rapports sociaux des milieux sportifs. Cette nouvelle conjoncture fragilise certainement l'atteinte d'une égalité, et surtout, d'une équité. Dans le contexte néolibéral, cette tangente observée de désengagement du gouvernement de ce type de responsabilités sociales provoque des changements qui remettent en question les stratégies gouvernementales dans le développement et l'organisation des sports.

En effet, il nous semble opportun d'interroger cette avenue empruntée par le gouvernement du Québec puisqu'elle s'oppose à celle qu'il s'était initialement attribuée dans le domaine des sports à partir des années 1960. À ce moment, le « droit au loisir » pour tous et toutes est considéré comme un concept qui doit guider l'intervention politique du gouvernement du Québec. Bien qu'il soit toujours mis de l'avant en 2013, il est possible de croire que son application et sa réalisation soient



des objectifs davantage hypothétiques que concrets. L'utilisation d'une interprétation limitée de l'égalité pose une distance entre l'égalité de droit et celle de fait. En ce sens, le gouvernement se dégage de son rôle d'acteur de premier plan dans l'organisation des sports et semble vouloir déléguer celui-ci à des partenaires privés, locaux ou associatifs qui, sans contrainte quelconque, éludent ce type de préoccupations. L'évolution de l'attention accordée aux rapports sociaux de sexe dans les politiques sportives nous permet certainement de concevoir une transformation significative dans le mandat du gouvernement du Québec, à partir de 1989 et ce, jusqu'en 2013.

Bien que ce mémoire se soit attardé à certains aspects fondamentaux du développement des sports au Québec, nombreuses sont les problématiques à approfondir pour réaliser un bilan plus complet de l'histoire des sports et de la pratique sportive dans la province, notamment chez les femmes. En effet, il serait pertinent de s'intéresser plus particulièrement aux revendications des groupes féministes à propos des sports. L'état des connaissances ne nous permet pas, actuellement, de bien comprendre les raisons qui ont découragé les groupes féministes tels que la FFQ ou l'AFÉAS de s'impliquer dans les luttes pour les revendications à propos de l'égalité de sexe dans les sports. En contrepartie, qu'en est-il des athlètes? Est-ce que des initiatives ont été menées au sein des associations et des fédérations sportives pour réfléchir à la situation des femmes dans les milieux sportifs? Peu d'études ont analysé les résultats des programmes favorisant la pratique sportive égalitaire. Surtout, peu de féministes théorisent le rôle social des milieux sportifs et leur importance dans l'organisation des sociétés occidentales. Ensuite, que faut-il penser de la pratique sportive en mixité? Il serait intéressant de réfléchir à ce modèle, notamment à l'égard des relations entre les femmes et les hommes qui préconisent une telle organisation. Permet-elle de réduire la portée de certains préjugés ou stéréotypes encore véhiculés par les discours dominants sexistes?

Enfin, le nœud du problème, en ce qui nous concerne, est aussi lié aux divisions dans la recherche en sciences humaines, surtout à propos de ces thèmes. Les sports, le rôle de l'État et les rapports sociaux de sexe méritent d'être croisés afin de réfléchir à de nouveaux angles d'analyses. En plus d'être nécessaire pour mieux comprendre les mécanismes d'interactions et d'organisations sociales, en général, une telle démarche nous permet de remettre en question, plus particulièrement, le développement sportif au Québec. Surtout, ce processus met en lumière des situations inégalitaires entre les femmes et les hommes qui ont des conséquences bien réelles pour les pratiquantes.

## BIBLIOGRAPHIE

### 1. Sources manuscrites

#### Fonds d'archives :

BANQ, Centre d'archives de Québec, Fonds Conseil Statut de la femme, E99.

BANQ, Centre d'archives de Montréal, Fonds de la Confédération des sports du Québec, P78.

BANQ, Centre d'archives de Montréal, Fonds du Service Régional des loisirs de Montréal, P304.

### 2. Sources imprimées

#### Publications gouvernementales :

AVOSSA, Robert, *Participation des québécois aux activités de loisir. Rapport d'étape no 1: Exploitation de l'enquête CORD-8M sur les loisirs de plein air*, Haut-commissariat à la jeunesse, aux loisirs et aux sports, Service de la planification, Gouvernement du Québec, Ministère de l'éducation, 1974, 93 p.

BENOIT, Raymond, *Manifeste de l'éducation physique*, Ministère de l'éducation, division de l'éducation physique, Québec, 1968. 12 p.

CHARRON, Claude, *On a un monde à recréer, Livre Blanc sur le loisir au Québec*, Haut-commissariat à la jeunesse, aux loisirs et aux sports, Service des communications, Gouvernement du Québec, 1979, 107 p.

CHARRON, Claude, *Prendre notre temps. Livre Vert sur le loisir au Québec*, Haut-commissariat à la jeunesse, aux loisirs et aux sports, Gouvernement du Québec, 1977, 84 p.

COMITÉ D'ÉTUDE SUR LA CONDITION PHYSIQUE DES QUÉBÉCOIS, *Rapport présenté au Ministère d'État responsable du Haut-Commissariat à la Jeunesse, aux Loisirs et aux Sports en juillet 1974*, Gouvernement du Québec, 1974, 303 p.

CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME, *Les femmes et le sport*, Gouvernement du Québec, 1976, 8 p.

CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME, *Pour les Québécoises: égalité et indépendance*, Gouvernement du Québec, 1978, 335 p.

DAVID, Richard et André GENEST, *Le loisir au Québec 1982. Étude auprès de la population*, Gouvernement du Québec, Québec, 1984, 131 p.

EAST, Jocelyn et Donald GUAY, *Chronologie du sport québécois*, Secrétariat au loisir et au sport, Gouvernement du Québec, 2003, 42 p.

GAGNON, Robert, *L'état de l'activité physique et de la condition physique au Québec*, Ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche, Gouvernement du Québec, 1984, 23 p.

GOUVERNEMENT DU CANADA, *Politique concernant le sport pour les femmes et les filles*, Patrimoine Canada, Sport Canada, 2009, 17 p.

GOUVERNEMENT DU CANADA, *Politique de Sport Canada sur les femmes dans le sport*, Condition physique et Sport amateur, Gouvernement du Canada, 1986, 29 p.

GOUVERNEMENT DU CANADA, *Rapport du comité d'étude sur les sports au Canada*, Ottawa, L'Imprimeur de la Reine, 1969, 117 p.

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, *Rapport du comité d'étude sur les loisirs, l'éducation physique et les sports*, 2e éd., Québec, Gouvernement du Québec, 1965, 145 p.

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, *Enquête québécoise sur l'activité physique et la santé*, Sainte-Foy (Québec), Les publications du Québec, 2002, 137 p.

HAUT-COMMISSARIAT À LA JEUNESSE, AUX LOISIRS ET AUX SPORTS, *Politique générale concernant l'assistance aux organismes de loisir. Année financière 1973-1974*, Gouvernement du Québec, 1972, Documents I à III. (Fonds d'archives, P304)

HAUT-COMMISSARIAT À LA JEUNESSE, AUX LOISIRS ET AUX SPORTS, *Politique générale concernant l'assistance aux organismes de loisir. Année financière 1974-1975*, Gouvernement du Québec, 1973, Document 1. (Fonds d'archives, P304)



- HAUT-COMMISSARIAT À LA JEUNESSE, AUX LOISIRS ET AUX SPORTS, *Participation des québécois aux activités de loisir*, Gouvernement du Québec, 1978, 113 p.
- HOUDE, Gilles, *La situation de l'éducation physique des sports et des loisirs, 1960 à 1970: points saillants*, Gouvernement du Québec, 1970, 18 p.
- HOUDE, Gilles, *La situation de l'éducation physique des sports et des loisirs, 1960 à 1970*, vol. 1, tome 1, Québec, Assemblée nationale, 1970, pp. 1 à 225.
- HOUDE, Gilles, *Constat de la situation au plan gouvernemental. Évaluation des urgences. Considérations. Recommandations générales*, vol. 1, tome 2, Québec, Assemblée nationale, 1970, pp. 226 à 427.
- KINO-QUÉBEC, *Les filles c'est pas pareil! Rapport sur la problématique des jeunes filles et la pratique de l'activité physique*, Secrétariat au loisir et au sport, Ministère de la Santé et des Services sociaux et Régies régionales de la santé et services sociaux, [S.d.], 31 p.
- LABERGE, Suzanne, *Constats sur la participation et la représentation des femmes*, Ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche, Québec, 1990, 33 p.
- LANDRY, Marie-Hélène, *La place des femmes dans le sport au Québec*, Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport, Gouvernement du Québec, 2008, 50 p.
- LAREAU, Suzanne, « Le sport et les femmes: une réflexion à peine amorcée », *Cahier de presse Sport pour tous*, Regroupement des organismes nationaux de loisir du Québec, 1981, 8 p.
- LÉGARÉ, Brigitte, *La place des femmes dans le sport au Québec. La participation des jeunes dans les sports fédérés*, Secrétariat au loisir et au sport, Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport du Québec, 2000, 51 p.
- MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT, *Livre vert. Le goût et le plaisir de bouger. Vers une politique nationale du sport, du loisir et de l'activité physique*, Gouvernement du Québec, 2013, 41 p.
- MINISTÈRE DU LOISIR, DE LA CHASSE ET DE LA PÊCHE, *Étude sur la pratique de l'activité physique par les Québécois, volume 1*, Gouvernement du Québec, 1987, 135 p.

MINISTÈRE DU LOISIR, DE LA CHASSE ET DE LA PÊCHE, *Le temps de l'excellence: Un défi québécois. La politique québécoise de développement de l'excellence sportive*, Gouvernement du Québec, 1984, 112 p.

MINISTÈRE DU LOISIR, DE LA CHASSE ET DE LA PÊCHE, *La politique du sport au Québec. L'harmonisation au bénéfice du pratiquant sportif: une nécessité*, Gouvernement du Québec, 1987, 49 p.

MINISTÈRE DES COMMUNICATIONS, *Les jeux olympiques de '76 et le sport au Québec*, vol. 1 à 9, Gouvernement du Québec, 1972 à 1977.

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES, RESPONSABLE DU LOISIR, DU SPORT ET DU PLEIN AIR, *Pour un partenariat renouvelé. Cadre d'intervention gouvernementale en matière de loisir et de sport*, Gouvernement du Québec, 1997, 30 p.

SERVICES DES SPORTS ET LOISIRS DE LA VILLE DE MONTRÉAL, *Pour une politique de sport*, 1974, 63 p. (Fonds d'archives, P304)

SERVICES DES SPORTS ET LOISIRS DE LA VILLE DE MONTRÉAL, *Mémoire du Service régional des loisirs de Montréal. Livre vert sur le loisir. Prendre notre temps*, 1978, 17 p. (Fonds d'archives, P304)

### 3. Études

#### 3.1 Synthèses et études générales

BAILLARGEON, Denyse, *Brève histoire des femmes au Québec*, Montréal, Boréal, 2012, 288 p.

COLLECTIF CLIO, *L'histoire des femmes au Québec depuis quatre siècles*, Montréal, Le Jour, 1992, 646 p.

CUTHBERT BRANDT, Gail, Naomi BLACK, Paula BOURNE et Magda FAHRNI, *Canadian Women: A History*, Nelson, 3e édition, 2011, 560 p.

DICKINSON, John A. et Brian YOUNG, *Brève histoire socio-économique du Québec*, 4e édition, Québec, Septentrion, 2009, 458 p.

DUMONT, Micheline, *Le féminisme québécois raconté à Camille*, Montréal, Remue-ménage, 2004, 248 p.

HIRATA, Hélène, François LABORIE, Hélène LE DOARÉ et Danièle SENOTIER, *Dictionnaire critique du féminisme*, 2e édition, Paris, Presses Universitaires de France, 2000, 315 p.

LINTEAU, Paul-André, René DUROCHER, Jean-Claude ROBERT et François RICARD, *Histoire du Québec contemporain. Le Québec depuis 1930*, tome 2, Montréal, Boréal Express, 1989, 739 p.

### 3.2 Études spécialisées

#### a) Études sur le sport

AUGUSTIN, Jean-Pierre et Claude SORBETS, *La culture du sport au Québec*, Talence, Éditions de la maison des sciences de l'homme d'Aquitaine, 1996, 260 p.

BELLEFLEUR, Michel, *L'évolution du loisir au Québec*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 1997, 412 p.

BELLEFLEUR, Michel, *L'Église et le loisir au Québec*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 1986, 221 p.

DANTIN, Pierre et Sandra MONTCHAUD, *Le modèle sportif français: bilan et perspectives*, Paris, Hermes Sciences Publications, 2011, 344 p.

DE WAELE, Jean-Michel et Alexandre HUSTING, *Sport, politiques et sociétés dans les pays d'Europe centrale et orientale*, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, 2005, 166 pages.

EAST, Jocelyn, *Les dynamismes organisationnels de l'institutionnalisation des sports au Québec (1900-1967)*, Québec, Thèse de doctorat présentée au département d'histoire de l'Université Laval, 2002, 428 p.

EAST, Jocelyn, « Les valeurs sportives dans le discours politique : Le cas du Québec depuis 1960 démontre la nécessité d'une philosophie sportive », dans *Sport et Politique, Bulletin d'histoire politique*, vol. 11, no. 2, 2003, pp. 62-76.

- GUAY, Donald, *Bibliographie québécoise sur l'activité physique, 1850-1973 : hygiène, santé, éducation physique, sport, plein air, tourisme, loisirs*, Québec, Éditions du Pélican, 1974, 316 p.
- GUAY, Donald, *Introduction à l'histoire des sports au Québec*, Montréal, VLB, 1987.
- GUAY, Donald, *La Conquête du sport. Le sport et la société québécoise au XIXe siècle*, Montréal, Lanctôt Éditions, 1997, 242 pages.
- GUAY, Donald, *L'histoire de l'éducation physique au Québec: conceptions et événements, 1830-1980*, Montréal, G. Morin Éditeur, 1980, 149 p.
- GUAY, Donald, *Le sport, jeux et enjeux*, Montréal, Bellarmin, 1976, 95 p.
- HARVEY, Jean, et Hart CANTELON, dir. *Sport et pouvoir : les enjeux sociaux au Canada*. Ottawa, Les Presses de l'Université d'Ottawa, 1988, 337 p.
- HOWELL, Colin D., *Blood, Sweat, And Cheers. Sport and the Making of Modern Canada*, Toronto, University of Toronto Press, 2001, 161 p.
- JANSON, Gilles, *Emparons-nous du sport*, Montréal, Guérin, 1995, 240 p.
- JANSON, Gilles, « Le sport au Québec, un champ de recherche méprisé » dans *Sport et politique, Bulletin d'histoire politique*, vol. 11, no. 2, 2003, pp. 9 à 12.
- KENNEDY, Eileen et Laura HILLS, *Sport, Media and Society*, New York, BERG, 2009, 205 p.
- LEVASSEUR, Roger et Michel BELLEFLEUR, *Loisir Québec*, Québec, Les Éditions Bellarmin, 1976, 109 p.
- LEVASSEUR, Roger, *Loisir et culture au Québec*, Montmagny, Boréal Express, 1982, 187 p.
- METCALFE, Alan, *Canada Learns to Play. The Emergence of Organized Sport, 1807-1914*, Don Mills, Oxford University Press, 1997, 243 p.

b) Études sur le genre et le sport

- ARNAUD, Pierre et Thierry TERRET, *Histoire du sport féminin, Tome I*, Paris, L'Harmattan, 1996, 234 p.



- ARNAUD, Pierre et Thierry TERRET, *Histoire du sport féminin, Tome 2*, Paris, L'Harmattan, 1996, 270 p.
- BARD, Christine, *Une histoire politique du pantalon*, Paris, Seuil, 2010, 392 p.
- BORISH, Linda J. et Gerald R. GEMS, « Ethnicity, Gender and Sport in Diverse Historical Contexts », *Journal of Sport History*, vol. 27, no 3 (automne 2000), pp. 377-381.
- BRIDEL, William, « Considering Gender in Canadian Sport and Physical Activity », *International Journal of Canadian Studies/Revue internationale d'études canadiennes*, no 35 (2007), pp. 179-188.
- CAHN, Susan K., *Coming on Strong. Gender and Sexuality in Twentieth-Century Women's Sport*, New York, The Free Press, 1994, 358 p.
- DEMERS, Guylaine, Lorraine GREAVES, Sandra KIRBY et Marion LAY, *Pour celles qui suivront. 50 ans d'histoire de femmes en sport au Canada*, Ottawa, Société d'histoire féministe, 2013, 385 p.
- DETELLIER, Élise, « *They Always Remain Girls* » : *La re/production des rapports de genre dans les sports féminins au Québec, 1919-1961*, Montréal, Thèse de doctorat présentée au département d'histoire de l'Université de Montréal, 2011, 380 p.
- HALL, Margaret Ann, *The Girl and the Game: A History of Women's Sport in Canada*, Peterborough, University of Toronto Press, 2002, 284 p.
- HARGREAVES, Jennifer, *Sporting Females: Critical Issues in the History and Sociology of Women's Sports*, Londres, Routledge, 1994, 331 p.
- LABERGE, Suzanne, « Les rapports sociaux de sexe dans le domaine du sport : perspectives féministes marquantes des trois dernières décennies », *Recherches féministes*, no spécial *Femmes et sports*, vol. 17, no 1 (2004), pp. 9-38.
- PARASCHAK, Vicky et Janice FORSYTH, « Aboriginal Women « Working » at Play: Canadian Insights », *Ethnologies*, vol. 32, no. 1, 2010, pp. 157-173.
- PFISTER, Gertrud, *Égalité entre les femmes et les hommes dans le sport de haut niveau*, Copenhague, Université de Copenhague, Accord Partiel Elargi sur le Sport (APES), 2011, 55 p.

SAOUTER, Anne, *Être rugby. Jeux du masculin et du féminin*, Paris, Éditions de la maison des Sciences de l'homme, 2000, 202 p.

THÉBERGE, Nancy, « Sport, caractère physique et différenciation sexuelle », *Sociologie et sociétés*, vol. 27, no. 1, 1995, pp. 105-116.

TILLOTSON, Shirley, *The Public at Play. Gender and the Politics of Recreation in Post-War Ontario*, Toronto, University of Toronto Press, 2000, 235 p.

VERTINSKY, Patricia, « On Being a Feminist Sport Historian », *Thirdspace. A Journal of Feminist Theory and Culture*, vol. 9, no 2 (2010), <<http://www.thirdspace.ca/journal>> (16 novembre 2013).

WHITE, Philippe et Kevin YOUNG, dir., *Sport and Gender in Canada*, Don Mills, Oxford University Press, 1999, 323 p.

#### c) Études sur les féminismes

ADAMS, MARY LOUISE, *The Trouble with Normal. Postwar Youth and the Making of Heterosexuality*, Toronto, University of Toronto Press, 1997, 224 pages.

BLAIS, Mélissa et Francis DUPUIS-DÉRI, dir., *Le mouvement masculiniste au Québec. L'antiféminisme démasqué*, Montréal, Éditions du remue-ménage, 2008, 257 p.

BRIÈRE, Sophie et Nathalie RINFRET, « La réalité des femmes sur les conseils d'administration suite à l'adoption de la loi québécoise sur la gouvernance des sociétés d'État: obstacles et accès », *La Revue de l'innovation: La Revue de l'innovation dans le secteur public*, Volume 15 (1), Québec, 2010, 29 p.

DESCARRIES, Francine, « L'antiféminisme « ordinaire » », *Recherches féministes*, vol. 18, no. 2 (2005), pp. 137-151, <<http://www.erudit.org/revue/rf/2005/v18/n2/012421ar.html>> (10 janvier 2014).

DESCARRIES-BÉLANGER, Francine et Shirley ROY, *Le mouvement des femmes et ses courants de pensée: Essai de typologie*, Ottawa, CRIAW/ICREF, 1988, 40 p.

- GUAY-DUSSAULT, Charlotte, *La représentation politique des femmes au Québec: obstacles et résistances à une égalité de fait*, Montréal, Mémoire de maîtrise présenté au département de science politique de l'Université du Québec à Montréal, 2012, 160 p.
- LAMOUREUX, Diane, *Fragments et collage: Essai sur le féminisme québécois des années 1970*, Montréal, Remue-ménage, 1986, 168 p.
- LAMOUREUX, Diane, *Le trésor perdu de la politique. Espace public et engagement citoyen*, Montréal, Écosociété, 2013, 111 p.
- LAMOUREUX, Diane, « Services ou politique. Quelques dilemmes du mouvement des femmes au Québec », dans Dominique Fougeyrollas-Schwebel, « La relation de service. Regards croisés », *Cahiers du Genre*, no. 28, 2000, pp. 133-157.
- RANKIN, L. Pauline et Jill VICKERS, *Les mouvements de femmes et le féminisme d'État: intégrer la diversité à l'élaboration des politiques gouvernementales*, Ottawa, Condition féminine Canada, 2001, 92 p.
- SCOTT, Joan W., « Gender : A Useful Category of Historical Analysis », *The American Historical Review*, vol. 91, no 5 (décembre 1986), p. 1053-1075; traduit par « Genre : Une catégorie d'analyse historique », traduction de l'anglais par E. Varikas, *Les cahiers du Grif : le genre de l'histoire*, nos 37-38 (printemps 1988), pp. 125-153.
- TOUPIN, Louise, *Les courants de pensée féministes*, Chicoutimi, Université du Québec à Chicoutimi (version numérique), 2003, 34 pages.
- TRUDEL, Flavie, *L'engagement des femmes en politique au Québec: Histoire de la Fédération des femmes du Québec de 1966 à nos jours*, Montréal, Thèse de doctorat présentée au département d'histoire de l'Université du Québec à Montréal, 2009, 510 p.